

Géostratégie

magazine

QUE SE PRODUIRAIT-IL SI LA FRANCE QUITTAIT L'EURO ?

Le système européen
passé au crible

TONI BELLONI

Entretien avec le DG de LVMH

FRANÇOIS-XAVIER BELLAMY

Le grand emprunt européen
était une supercherie

ALAIN JUPPÉ

« Se passer des autres n'a pas de sens »

HENRI PROGLIO

« Angela Merkel était
favorable au nucléaire »

EXCLUSIF

Qui a vraiment
voulu abattre
C. Palmero ?

ZONE GRISE ?
Les conséquences

L'EX-DIRECTEUR
DU SICCFIN
(circuits financiers)
NOUS RÉPOND
« Pour l'honneur
de Monaco »

**MONACO : malversations, prise de pouvoir
au Palais, exil bancaire des gros déposants...**

CPPAP

L 18671 - 5 - F - 12,50 € - RD



N°5 - Trimestriel - Avril/Mai/Juin 2024 - P929341 - BEL : 12,50 €

*Merci d'indiquer votre mail afin de recevoir toutes nos offres promotionnelles

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier et vous opposer à la transmission éventuelle de vos coordonnées en cochant la case ci-contre ☐ ou en adressant un courrier libre à Lalant presse, 53, rue du Chemin vert, 92100 Boulogne-Billancourt.

MONACO, UN ROCHER SUR UN FIL

PAR TOM BENOIT

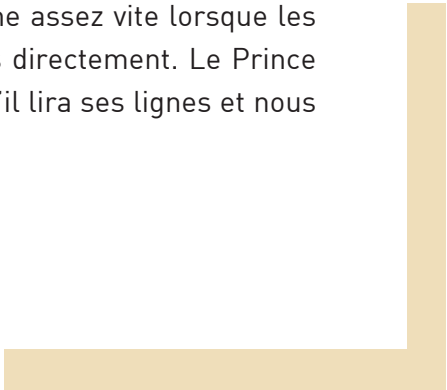
PHILOSOPHE, ESSAYISTE DIRECTEUR DE LA RÉDACTION DE *GÉOSTRATÉGIE MAGAZINE*

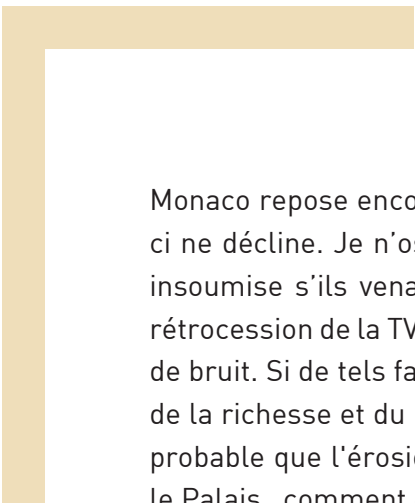


Monaco est sous le feu des projecteurs. Claude Palmero, Administrateur des Biens du Palais princier durant de nombreuses années, successeur de son père, s'est vu pousser vers la sortie d'une façon peu conventionnelle, et d'autant moins respectueuse.

Désormais installé sur son siège, Salim Zeghdar, personnage ordinaire que nul n'aurait vraisemblablement sur le rocher un jour pensé pouvoir monter si haut.

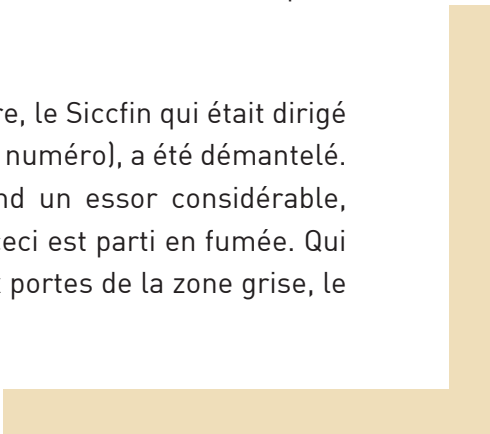
Zeghdar a fait ses armes aux côtés de Palmero. Les deux ont le cuir solide ; ils ne sont pas de la même race. Palmero cherche toujours le mot juste, et ne manque jamais de le trouver. Zeghdar se résigne assez vite lorsque les formules viennent à manquer. Il agit, toujours très directement. Le Prince dans tout cela ? Là est la question. Nous savons qu'il lira ses lignes et nous lui proposons un entretien.

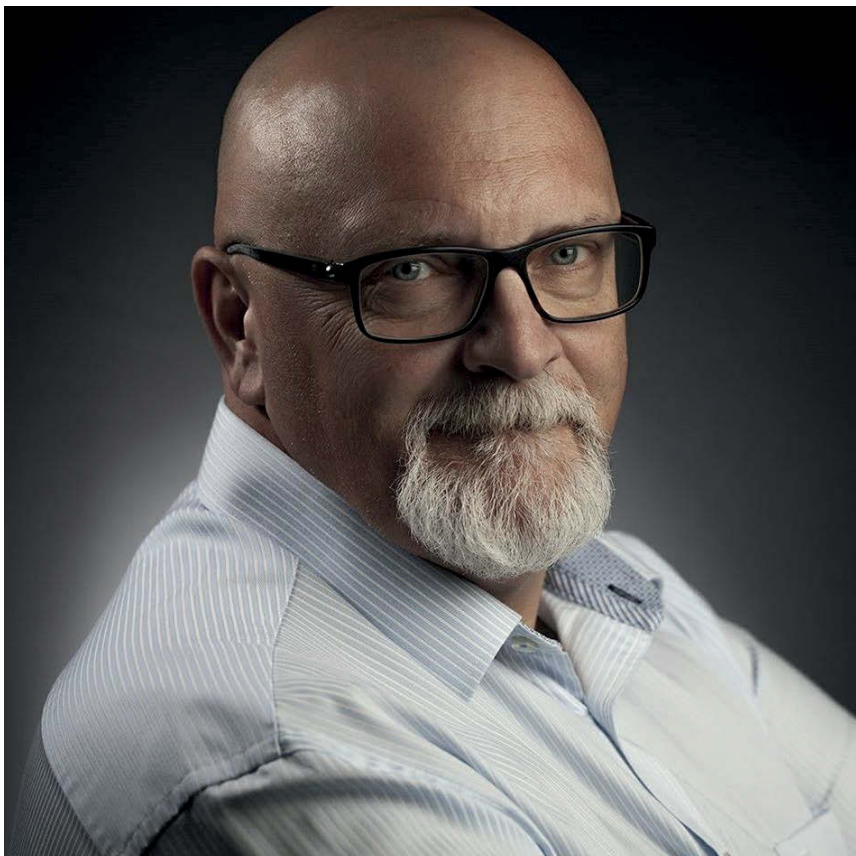




Monaco repose encore sur des accords pris avec la France avant que celle-ci ne décline. Je n'ose imaginer l'approche des représentants de la France insoumise s'ils venaient à s'intéresser aux privilèges monégasques - à la rétrocession de la TVA et au reste... Mieux vaut que tout ceci ne fasse pas trop de bruit. Si de tels fauves politiques, portant une haine sans faille à l'endroit de la richesse et du luxe, venaient à s'intéresser de trop près au sujet, il est probable que l'érosion effriterait alors la belle écorce du rocher. Mais pour le Palais...comment éteindre l'incendie ?

Calendrier malheureux, Monaco n'est pas en ordre, le Siccfm qui était dirigé par Michel Hunault (qui signe une tribune dans ce numéro), a été démantelé. Alors que le blanchiment par crypto-actifs prend un essor considérable, Hunault avait créé une cellule spécialisée ; tout ceci est parti en fumée. Qui joue réellement avec le feu ? Une principauté aux portes de la zone grise, le prince, ou les autres... ■





Alain Jourdan qui dirige l'Observatoire géostratégique de Genève (partenaire de Géostratégie).



L'Observatoire géostratégique de Genève conduit par Alain Jourdan est officiellement partenaire de *Géostratégie magazine*. Dans le cadre de cette coopération et dans un but entièrement journalistique, vous retrouvez régulièrement des contenus exclusifs résultant du travail des équipes de l'Observatoire. C'est le cas pour plusieurs articles publiés dans ce numéro (signalés par le logo de l'Observatoire).

Ce mois-ci nous saluons avec une attention particulière le remarquable travail de Elena PAVLOVA, pour ces éclaircissements sur le rapport Moneyval qui agite Monaco. Cet écrit vient parfaitement compléter l'investigation de *Géostratégie magazine* sur la principauté, ainsi que la tribune exclusive que nous a fait parvenir Monsieur Michel Hunault, ancien directeur général du SiccFin de Monaco. Là encore, cette tribune très convenablement rédigée n'engage nul autre que son auteur. Notre rédaction a décidé de la publier pour la qualité de son contenu et ce qu'elle peut apporter à l'information. ■



RÉPERCUSSIONS DU RAPPORT MONEYVAL SUR MONACO : MESURES PRISES ET CONSÉQUENCES STRATÉGIQUES

PAR ELENA PAVLOVA

EXPERTE EN INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE ET CONFORMITÉ LAB-FT

La Principauté de Monaco se trouve actuellement sous les feux des projecteurs suite à une enquête récemment publiée dans le quotidien français Le Monde. Cette enquête révèle que des parties de la fortune de la famille princière ont été discrètement placées dans des paradis fiscaux, selon des documents de l'ex-administrateur des biens de la Couronne tombé en disgrâce¹.

Cette enquête, associée aux récentes recommandations du MONEYVAL concernant le renforcement des mesures contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, place Monaco dans une position délicate sur la scène internationale. L'urgence de répondre à ces enjeux tout en rétablissant la confiance des

marchés financiers devient une priorité cruciale pour la Principauté.

Cet article examine les enjeux cruciaux exposés par le rapport Moneyval et les mesures prises par Monaco pour répondre à ces défis.

Les enjeux cruciaux révélés par le Rapport Moneyval

Dans un rapport daté de décembre 2022, le MONEYVAL, organe de lutte contre le blanchiment d'argent du Conseil de l'Europe, exhorte Monaco à renforcer ses mesures contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Bien que le pays ait démontré une certaine efficacité dans la compréhension des risques et la coopération internationale, des lacunes ma-



jeures subsistent, notamment dans les enquêtes et poursuites liées au blanchiment d'argent ainsi que dans la confiscation des produits du crime. Des améliorations fondamentales sont également nécessaires dans le système de supervision et la transparence des entités légales².

Le rapport souligne que Monaco a fait des efforts louables pour évaluer les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, mais des analyses plus approfondies sont nécessaires dans certains secteurs, comme les casinos et les fournisseurs de services aux entreprises. Les enquêtes et poursuites en matière de blanchiment d'argent ne sont pas conformes au profil de risque du pays, avec un nombre de condamnations très faible et des mesures de confiscation limitées. De plus, les lacunes dans l'obtention d'informations sur les bénéficiaires effectifs et les sanctions insuffisantes contribuent aux déficiences observées.

Enfin, le MONEYVAL recommande à Monaco d'améliorer considérablement sa coopération internationale, en mettant l'accent sur une approche plus adaptée aux risques et en surmontant les obstacles législatifs et judiciaires. Bien que le pays recherche généralement la coopération de ses homologues, des défis persistent, notamment dans les demandes d'extradition et l'application des mesures de gel des avoirs. Suite à cette évaluation, le MONEYVAL a décidé de mettre en œuvre une procédure de suivi renforcée et a invité Monaco à faire un rapport en décembre 2024.

La publication du rapport MONEYVAL met en évidence les conséquences stratégiques potentielles pour Monaco, en particulier en ce qui concerne son statut sur la liste grise du GAFI (Groupe d'action financière). Un éventuel passage sur cette liste pourrait avoir des répercussions significatives sur la réputation financière

de la Principauté et sa capacité à attirer des investissements internationaux. Les investisseurs et les institutions financières pourraient devenir plus prudents dans leurs interactions avec Monaco, ce qui pourrait compromettre sa position en tant que centre financier mondial.

Conséquences du placement sur la liste grise du GAFI

Lorsqu'une juridiction est ajoutée à la liste grise du GAFI, cela indique qu'elle collabore activement avec l'organisation pour améliorer ses dispositifs de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Il est important de noter que le GAFI n'impose pas de sanctions en raison de cette inclusion sur la liste grise³.

La plupart des pays ajoutés à la liste grise démontrent un engagement politique à renforcer leurs dispositifs de LBC/FT, et beaucoup d'entre eux parviennent à en sortir dans les cinq ans qui suivent. Cependant, la liste grise peut être interprétée par d'autres pays et juridictions comme un signe de risque élevé en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Cela peut avoir des conséquences économiques, telles que l'impact sur le secteur financier du pays concerné et une réduction de l'aide financière internationale.

La conséquence la plus sérieuse d'une inclusion sur la liste grise est le risque pour un pays de continuer à être non conforme et d'être finalement inscrit sur la liste noire du GAFI. Cela entraînerait l'application de sanctions et une détérioration beaucoup plus grave de la réputation du pays concerné.

Actions prises par Monaco depuis le rapport Moneyval de 2023

Dans un contexte marqué par une mobilisation intense des autorités monégasques pour éviter une inclusion sur la « liste grise » des pays défi-

ciants en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le registre des bénéficiaires effectifs des sociétés monégasques est le théâtre d'une activité inhabituelle. Les dirigeants d'entreprise affluent pour se conformer à cette exigence de transparence, bien que certains expriment leur frustration face à ces nouvelles obligations bureaucratiques⁴.

Cette pression accrue est cohérente avec la tendance mondiale observée dans d'autres pays, où l'augmentation des coûts de conformité constitue un défi majeur pour les professionnels assujettis, en particulier dans les pays récemment placés en liste grise. Les coûts opérationnels augmentent avec la nécessité d'investir dans la mise à jour des politiques et des procédures internes, ainsi que dans l'embauche de personnel qualifié pour des contrôles KYC approfondis et des vérifications renforcées des clients et des transactions.

“ ***La mise en lumière des enjeux soulevés par le rapport Moneyval met Monaco face à une question : pourra-t-elle éviter une inclusion sur la liste grise du GAFI et les conséquences qui en découlent ?*** ”

Pour échapper à une possible dégradation de sa réputation financière, Monaco s'est engagée à renforcer son cadre législatif et réglementaire. Depuis la fin de l'année 2022, Monaco a adopté plusieurs lois visant à renforcer sa lutte contre le blanchiment de capitaux et la corruption, tout en cherchant à améliorer la transparence financière. Des mesures ont été prises pour transformer la cellule de renseignement financier

Siccfm en une autorité indépendante Autorité Monégasque de Sécurité Financière (AMSF), dotée de pouvoirs de sanctions, et pour instaurer des sanctions dissuasives à l'encontre des sociétés ne déclarant pas leurs bénéficiaires effectifs. Cependant, certaines de ces mesures ont rencontré des obstacles pratiques et suscité des critiques quant à leur efficacité réelle dans la lutte contre le blanchiment d'argent.

De plus, l'investissement dans des solutions technologiques telles que l'automatisation des processus est devenue incontournable pour répondre aux exigences de conformité croissantes, une tendance également observée à Monaco. Par exemple, les institutions financières et autres assujettis de la Principauté déploient actuellement et se familiarisent avec l'application GoAML, une plateforme des Nations Unies, afin de soumettre des déclarations de soupçon à la Cellule de renseignement financier (CRF). Malgré ces efforts, des défis structurels persistent, notamment en ce qui concerne le faible nombre de condamnations judiciaires pour blanchiment d'argent. Les autorités monégasques devront rendre compte de leurs progrès dans les mois à venir, alors que les décisions du Conseil de l'Europe et du GAFI sont attendues pour évaluer la conformité de Monaco aux normes internationales de lutte contre le blanchiment d'argent.

La mise en lumière des enjeux soulevés par le rapport Moneyval met Monaco face à une question : pourra-t-elle éviter une inclusion sur la liste grise du GAFI et les conséquences qui en découlent ? La réputation financière de la Principauté et sa capacité à attirer des investissements internationaux sont en jeu, ce qui souligne l'urgence pour Monaco de redoubler d'efforts pour se conformer aux normes anti-blanchiment d'argent. Pour le moment, la route vers la réhabilitation sur la scène internationale semble semée d'obstacles. ■

⁽¹⁾ Le Monde. ENQUÊTE « Monaco, les cahiers secrets », 25.01.2024 https://www.lemonde.fr/international/article/2024/01/25/a-monaco-l-heure-des-comptes-a-sonne_6212938_3210.html

⁽²⁾ Council of Europe, newsroom: Monaco should step up its efforts to investigate and prosecute money laundering, to confiscate and recover proceeds of crime as well as to strengthen its supervisory system, 23 January, 2023. <https://www.coe.int/en/web/moneyval/-/monaco-should-step-up-its-efforts-to-investigate-and-prosecute-money-laundering-to-confiscate-and-recover-proceeds-of-crime-as-well-as-to-strengthen-its-supervisory-system>

⁽³⁾ U 4 H E L P D E S K A N S W E R . L'impact de la liste grise du Groupe d'action financière – GAFI (Financial Action Task Force – FATF), <https://www.u4.no/publications/limpact-de-la-liste-grise-du-groupe-daction-financiere-gafi-financial-action-task-force-fatf>

⁽⁴⁾ Le Monde. LES ENQUÊTES DES DÉCODEURS. Monaco s'attelle en urgence à la lutte contre le blanchiment d'argent pour éviter de passer sur « liste grise », 18.01.2024, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/01/18/monaco-s-attelle-en-urgence-a-la-lutte-contre-le-blanchiment-d-argent-pour-eviter-de-passer-sur-liste-grise_6211563_4355770.html



POUR L'HONNEUR DE MONACO

PAR MICHEL HUNAULT

En plein scandale monégasque, Michel Hunault, encore en poste comme directeur général du Siccfin il y a quelques mois, nous fait parvenir cette tribune exclusive pour *Géostratégie magazine*. Celui qui a démissionné deux ans avant la fin de son contrat pour des raisons qui n'ont pas été rendues publiques semble inquiet pour l'avenir de la Principauté.

La publication des cahiers de l'administrateur des biens de la famille princière de Monaco ne saurait effacer l'attractivité et la régularité de sa place financière ! La Principauté est un État de droit où les fonctions régaliennes : la sécurité des biens et des personnes, première des libertés, l'éducation, le logement, la solidarité, sont assurées avec efficacité ; à l'heure de la mondialisation, des grandes métropoles, ce petit État fait exception quant à sa qualité de vie. Les institutions politiques, judiciaires, économiques répondent aux exigences du Conseil de l'Europe dont j'ai accompagné la Principauté dans sa démarche d'adhésion, désormais soumise au contrôle permanent de ses organes d'évaluation : le GRECO en charge de la prévention de la corrup-

tion, le MONEYVAL chargé de l'évaluation de l'effectivité du dispositif anti-blanchiment ; la Commission de Venise dite du monitoring en charge de la conformité des institutions et de sa législation ; la quasi-totalité des conventions et directives du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, ont ainsi été transposées en droit monégasque, et tout justiciable peut se prévaloir de la convention européenne des droits de l'homme auprès de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg ; l'échange d'informations automatiques fiscales voulu par l'OCDE a été mis en œuvre et la Principauté de Monaco échappe à la liste des paradis fiscaux ! que ce soit la liste du GAFI, de l'UE, de la France. Sa place financière forte de ses 160 milliards, ses banques et sociétés de gestion sont



sous le double contrôle de la commission de contrôle des activités financières et de l'autorité monégasque de sécurité financière, qui veillent à la conformité des règles prudentielles et aux obligations LCB-FT. La Principauté de Monaco a appliqué immédiatement et sans concession les mesures de gel des avoirs et les sanctions voulues par l'Union européenne dès le déclenchement de la guerre en Ukraine, contre ses ressortissants concernés ! Plus récemment le fichier des comptes bancaires des bénéficiaires effectifs ; la création d'une agence de confiscation des avoirs criminels ont été créés et la dernière évaluation Nationale des risques a permis de sensibiliser les professionnels aux vulnérabilités et risques de blanchiment, notamment l'immobilier de luxe, le yachting, les crypto-actifs... La cellule de renseignements financiers a régulièrement adapté et actualisé son analyse stratégique à partir du traitement

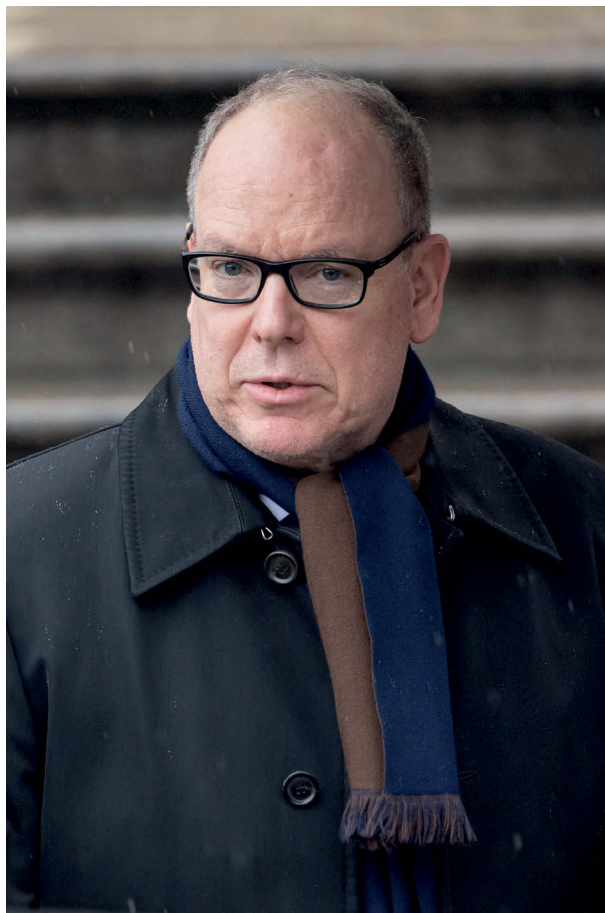
“ ***La Principauté de Monaco a appliqué immédiatement et sans concession les mesures de gel des avoirs et les sanctions voulues par l'Union européenne dès le déclenchement de la guerre en Ukraine, contre ses ressortissants concernés !*** ”

des déclarations de soupçons. Le ministre de la Justice française, garde des Sceaux lui-même, s'est déplacé en Principauté pour s'assurer de la parfaite volonté de coopération judiciaire internationale, et la coopération avec Tracfin est



Pour satisfaire quels intérêts Claude Palmero est-il accablé ? Sa probité, de tout temps, aura été à Monaco de notoriété davantage publique que ne l'est sa propre personne. Alors, quelles sont réellement les raisons d'un tel acharnement ?

quotidienne, puisque la criminalité financière internationale ne connaît pas les frontières ! Il est regrettable que cette conformité n'ait pas été mise en avant par l'administrateur des biens de la famille princière qui aurait été mieux inspiré d'évoquer le vote par le conseil national (le Parlement monégasque) comme cela se fait au Royaume-Uni avec le « Sovereign Grant » d'une contribution financière annuelle et officielle en faveur de la famille Princière de Monaco ; personne ne s'offusque que la couronne britannique possède des terres, de l'immobilier... Un patrimoine parfaitement identifié et, fasse fructifier sa fortune. Au moment où la Principauté de Monaco fait l'objet d'une procédure de



Le Prince serait-il victime d'une mauvaise influence ? Qui est Salim Zeghdar ? Sulfureux successeur de Claude Palmero qui paraît avoir pris en quelques mois... beaucoup d'importance au Palais.

suivi renforcé par le Moneyval de son dispositif préventif de lutte contre le blanchiment la corruption et le financement du terrorisme ; ces révélations ne sauraient ternir les actions réelles pour la transparence, l'attractivité et l'honneur de la place financière Monégasque. ■

MONACO : SYSTÈME QUI VACILLE, SECRETS FINANCIERS AU PALAIS...

ENQUÊTE DE *GÉOSTRATÉGIE MAGAZINE*

Nos confrères du *Monde* ont récemment consacré plusieurs unes du journal à Monaco. Seulement à la lecture du premier titre la couleur était annoncée : “*Le prince et ses secrets financiers*”. Dans une série d’articles, le quotidien français dévoile à partir d’aujourd’hui les notes de Claude Palmero, ex-administrateur de biens du Prince Albert. Éclaircissement par la rédaction de *Géostratégie magazine*.

Les phrases transmises au *Monde* par l’avocat du prince sont ciselées et accusatrices. Pourtant, jusqu’au printemps dernier, le Souverain ne semblait pas s’être totalement désolidarisé de celui qui, depuis 2001, faisait partie de ses plus proches collaborateurs. Alors, pourquoi tenter d’atteindre l’intégrité de Claude Palmero ? Et surtout, qui peut bien avoir intérêt à déstabiliser cet homme dont la probité semble pourtant être de notoriété publique et validée par un parcours professionnel et personnel sans tache.

Un système de confusion et de concentration des pouvoirs

En Europe, La Principauté est une monarchie constitutionnelle héréditaire qui voit le Souverain concentrer l’essentiel des pouvoirs comme un monarque absolu. A l’inverse de toutes les monarchies européennes, le Prince de Monaco exerce la totalité du pouvoir exécutif et nomme lui-même les membres du gouvernement princier, qui n’est pas responsable devant l’assemblée monégasque. Dans les monarchies parlementaires modernes (Royaume-Uni, Espagne,

Luxembourg, etc.), le gouvernement doit avoir la confiance du Parlement. C’est comme si le Prince Albert était l’équivalent du Roi de Grande-Bretagne et de son Premier ministre, à la tête d’un gouvernement n’étant pas responsable devant les parlementaires ! Le souverain monégasque dispose aussi d’une partie du pouvoir législatif qu’il partage avec le Conseil National qu’il peut dissoudre à tout moment.

De surcroît, le Prince supervise aussi de facto le pouvoir judiciaire, exercé en son nom par des tribunaux théoriquement indépendants, mais qu’il peut influencer et orienter à sa guise par l’étendue de son pouvoir de nomination. Dans plusieurs cas, cela peut rendre l’accès à un procès équitable très difficile voire impossible. On se trouve donc en présence d’un système de concentration unique des pouvoirs qui fait de Monaco une exception en Europe puisque tous les monarques n’y jouissent que d’attributions purement formelles.

L’inviolabilité du Prince est un facteur aggravant. Thomas Clay, Agrégé des Facultés de droit et Professeur à l’Université Paris 1 Pan-



théon-Sorbonne, soulignait dans une tribune publiée par *Le Monde du Droit*, que « *cette inviolabilité de la personne du Prince s'étend à ses décisions qui se trouvent donc elles-mêmes immunisées contre toute contestation. Une chose est en effet de placer le Souverain à l'abri de la vindicte, une autre est de rendre par principe irrecevable toute critique de ses actes. C'est une sorte de fait absolu du Prince* », considère Thomas Clay, expert très réputé.

Cette exception monégasque à l'Etat de droit, qui n'est pas vraiment assuré à Monaco, est potentiellement une préoccupation sérieuse pour l'édifice juridique et juridictionnel européen, sachant que Monaco est membre du Conseil de l'Europe depuis 2005. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que plusieurs recours devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg ont récemment visé La Principauté, dont celui du juge Levrault qui avait dénoncé le fonctionnement de la justice à Monaco. Dans le dos-

sier du projet L'Esplanade des Pêcheurs, le refus de l'Etat d'exécuter une décision de justice (juin 2020) le condamnant à verser une indemnité à l'entreprise Caroli est sans précédent en Europe, et la société lésée devrait prochainement saisir la Cour de Strasbourg.

Le challenge de la lutte contre la corruption

Depuis plusieurs années, un combat âpre oppose le magnat de l'immobilier Patrice Pastor et ses menus concurrents, notamment les sociétés Marzocco et Caroli qui n'ont pourtant mené qu'un nombre très limité de projets significatifs. Le multi-milliardaire monégasque (fortune estimée à plus de 20 milliards d'euros et 80 % du marché monégasque) semble déployer inlassablement des efforts de tous ordres pour les contrer. Les coups fourrés se sont multipliés depuis plusieurs années, à l'instar de la crise des Jardins d'Apolline (2018) qui avait conduit

l'Etat à accorder un important contrat de gré à gré au « local de l'étape » (Pastor) pour reconstruire une résidence affectée par de soi-disant malfaçons. Cet épisode avait porté un préjudice réputationnel réel mais sans doute injustifié au groupe Marzocco (l'un des constructeurs de la résidence), mais tant que le rapport de l'expert judiciaire ne sera pas rendu public (...), il y a fort à parier que la vérité ne sera pas dévoilée. Les manœuvres dilatoires se sont multipliées pour que ce rapport, paraît-il très révélateur, ne soit pas rendu public.

“ ***L'implication de membres de la famille princière dans les affaires immobilières monégasques est également une source d'interrogations.*** ”

Le sommet de ce bras de fer a été la campagne anonyme des Dossiers du Rocher qui a consisté, d'octobre 2021 à mars 2022, à déverser des flots de fake news émanant de sites étrangers douteux et alimentés par un website de courriels piratés illégalement. Cette campagne a violemment mis en cause quatre personnalités (Laurent Anselmi, ministre, Claude Palmero, Administrateur des Biens, Thierry Lacoste, Avocat et ami d'enfance du Prince, Didier Linotte, Président du Tribunal Suprême). Un faisceau d'indices semble désigner des intérêts financiers puissants comme commanditaires de cette vaste opération de plusieurs millions, destinée à leur donner le champ libre en Principauté. Jusqu'en mai 2023, le Prince a régulièrement et publiquement soutenu ces quatre personna-

lités, avant d'effectuer une étrange volte-face en juin 2023.

Claude Palmero, Administrateur des Biens depuis 2001, a alors été brutalement révoqué, et Laurent Anselmi, chef de cabinet, a dû quitter ses fonctions. Claude Palmero a attaqué son éviction devant la Cour Constitutionnelle qui s'est déclarée incompétente (...) et il vient de saisir la Cour Européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg (11 janvier 2024). Depuis plusieurs mois, le Palais s'est attaché à mettre en cause l'honnêteté de Claude Palmero alors que sa réputation est depuis longtemps celle d'un opposant résolu à la corruption et aux monopoles à Monaco.

Alors que le Prince semble désormais insaisissable, cette évolution récente rend les observateurs très perplexes. L'implication de membres de la famille princière dans les affaires immobilières monégasques est également une source d'interrogations, les deux neveux du Prince Albert étant, entre autres, financièrement intéressés au gigantesque projet immobilier d'extension en mer mené par le groupe Pastor. En Europe, il est pourtant de notoriété publique que les membres des familles régnantes des monarchies doivent se tenir prudemment à l'écart de ce genre de tentations.

Monaco en liste grise ?

Moneyval, émanation du Conseil de l'Europe, pourrait prochainement mettre Monaco en liste grise. Créé en 1997, Moneyval est chargé d'évaluer le niveau de conformité et l'efficacité des outils de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme des pays membres (dont Monaco depuis 2005). Le 23 janvier 2023, il avait épinglé La Principauté et décidé de la soumettre à une période d'observation et de suivi renforcé jusqu'en mars 2024. Dans son rapport consacré à Monaco et élaboré au terme d'une longue évaluation, Moneyval

appelait La Principauté à renforcer les mesures de lutte contre le blanchiment, à apporter des améliorations concernant la transparence des sociétés, à améliorer son système de supervision, et à accroître l'efficacité de sa coopération internationale. En clair, Monaco n'était pas à la hauteur sur une grande partie des critères, notamment sur l'application effective des textes. A l'issue de la période de suivi et si les efforts en cours sont jugés insuffisants, le Groupe d'Action Financière (GAFI) pourrait placer Monaco en liste grise. Si tel est le cas, cette mise à l'index risque de générer une baisse de la demande, notamment dans l'immobilier, le tourisme et le luxe, et pourrait inciter les investisseurs et des institutions financières à se détourner de Monaco. Ainsi, une dégradation de la position de La Principauté pourrait enclencher une spirale négative, susceptible d'enrayer la croissance et d'entraîner le déclin de l'économie. De surcroît, elle serait de nature à complexifier ses relations avec les autres pays européens. A l'heure où Monaco est dans la tourmente, des rumeurs insistantes font état de la nomination comme Ministre des Finances de Pierre-André Chiappori, qui siège au conseil de Monaco Asset Management, pilotée par Gianluca Braggiotti et par le multimilliardaire Patrice Pastor qui, décidément, n'en finit pas de tisser sa toile...

Monaco doit savoir prendre les devants

Le système monégasque paraissant à bout de souffle, les élites et forces vives du pays devraient pouvoir trouver le ressort et la lucidité pour le réformer en profondeur. Faute de quoi, l'extérieur pourrait intervenir, en particulier la France. Les étroites relations franco-monégasques sont régies par le traité d'amitié de 2002 et par la convention de coopération administrative de 2005. Ces accords montrent bien la « communauté de destin » entre les deux



pays, le rôle de protecteur exercé par la France, et la dépendance de Monaco vis-à-vis de Paris pour sa sécurité, ses relations extérieures et le recrutement de dirigeants, magistrats et hauts fonctionnaires. Le poste de Ministre d'Etat, véritable pivot du gouvernement princier, est depuis toujours confié à un Français. En pratique, ses titulaires n'ont pas toujours eu le calibre nécessaire, car Paris n'a souvent proposé au prince que des hauts fonctionnaires en fin de carrière et mal préparés à cette mission sensible, qui requiert du caractère, du leadership, du discernement, le sens de l'intérêt général et une intégrité à toute épreuve.

Alors que les doutes existent sur la capacité de La Principauté à se réformer, à adopter une gouvernance moderne, et à lutter efficacement contre la corruption, Paris pourrait être tenté de prendre la main pour instiller des changements structurants. De son côté, l'Union européenne, qui n'est toujours pas liée à la Principauté par un accord d'association, suit l'évolution de la situation avec attention. L'idéal serait que Monaco prenne l'initiative d'une transformation et adopte une séparation des pouvoirs et une charte éthique dignes d'un Etat moderne, à travers un alignement vertueux sur les autres monarchies européennes. L'enjeu pour La Principauté est d'entrer enfin pleinement dans le XXI^{ème} siècle. ■

GÉOSTRATÉGIE AVEC HENRI PROGLIO

Géostratégie arrive sur Sud Radio. Pour le pilote de cette émission, récemment diffusé, Tom Benoit recevait un invité prestigieux, Henri Proglio. L'ancien directeur d'EDF a accordé un long entretien de 45 minutes à revoir sur la chaîne YouTube de Sud Radio. Extrait.

Tom Benoit : Quelle a été la responsabilité de l'Europe dans le déclin d'EDF ?

Henri Proglio : Je me suis permis de le dire très explicitement lors de la Commission d'enquête qui a eu lieu à ce sujet. Il y deux responsables: l'Europe d'un côté, et le gouvernement français. L'Europe, pourquoi ? L'Allemagne et la Grande-Bretagne sont les deux grands pays, rappelons-le, qui ont principalement participé à la création de cette technocratie européenne... à laquelle la France participe aussi bien sûr - mais avec trop de zèle et pas suffisamment de patriotisme.

Vous dites régulièrement que les Allemands défendent leurs intérêts...

On ne peut pas leur reprocher cela. De surcroît, ils ont une histoire particulière. (...) l'os politique allemand et leur vocation industrielle ont dessiné le paysage allemand à la fin des années 40, et puis au début du 21^e siècle, en raison

d'événements politiques, l'émergence des partis écologistes, une doctrine a évolué avec un fil directeur qui était l'anti-nucléaire.

Vous faites une confidence de temps à autre, lors d'un dîner en Allemagne, au détour d'une discussion, Angela Merkel vous dit : "Je suis une Allemande de l'Est et je suis pour le nucléaire".

Absolument ! Cette anecdote est intéressante et assez évocatrice. C'est lors de l'inauguration de la foire de Hanovre en 2011 que cet événement a eu lieu. Nous sommes en petit comité, la chancellerie, le premier Ministre français... À cette époque-là, je venais de vendre notre filiale allemande, on avait 40% de cette société. Juste avant que l'Allemagne ne se retire du nucléaire sous prétexte de Fukushima et sous la pression des verts. Donc Angela Merkel s'adresse à moi en me disant Vous avez fait une très belle opération ; sous entendu Vous nous avez bien eus. Il y a d'ailleurs eu un procès, que j'ai gagné. Je lui ai répondu C'est grâce à vous madame la chancellerie. Elle l'a assez mal pris naturellement. Je disais cela parce qu'elle venait de prendre la décision de sortir du nucléaire, et cette société avait deux réacteurs nucléaires... Nous l'avions vendue 7 milliards d'euros, donc forcément, ils (la société) se retrouvaient un peu tendus. C'est à ce moment-là qu'elle me répond : *"Monsieur Proglio, je suis une scientifique d'Allemagne de l'Est, je crois en le nucléaire, et j'ai pris cette décision pour des raisons éminemment politiques"*. ■





LE QUAI D'ORSAY DOIT ABANDONNER SES POSTURES SURANNÉES ET ADOPTER UNE APPROCHE PRAGMATIQUE DE LA DIPLOMATIE

PAR PAUL MELUN

ESSAYISTE

Paul Melun livre dans cette tribune exclusive pour *Géostratégie magazine* une analyse compacte et éclairante sur l'abandon de la diplomatie par la France des temps actuels. L'essayiste de 29 ans, participant régulier de l'émission présentée par Pascal Praud sur CNews, et qui se présente comme un homme de gauche, semble déplorer que les dirigeants français fassent aujourd'hui l'impasse sur la *realpolitik*.

La France dispose encore du 3^e réseau diplomatique du monde et d'une diplomatie prestigieuse et respectée, gage de son influence à l'international. Mais face à la concurrence des diplomaties des grands émergents (Chine, Inde, Russie...), la diplomatie française doit changer radicalement d'approche pour anticiper le monde de demain et bâtir de nouvelles alliances avec les pays qui

compteront dans le concert des nations, à commencer par l'Égypte, l'Arabie saoudite et l'Indonésie.

La diplomatie est un jeu d'échecs. La victoire revient à qui a un coup d'avance et sait anticiper les évolutions du monde contemporain. Les priorités du Quai d'Orsay témoignent au contraire d'une action extérieure sclérosée, en-

fermée dans un passé fantasmé et dans des certitudes obsolètes. Pour s'en convaincre, il suffit de constater le déficit d'attention portée par la France aux puissances de demain, et l'investissement démesuré accordé aux relations bilatérales sans avenir.

“ ***Cette croissance est tirée par des projets pharaoniques financés par l'État, comme le projet « Grand Caire » à l'horizon 2050.*** ”

Prenons trois exemples : l'Égypte, l'Arabie saoudite et l'Indonésie, trois pays au développement économique fulgurant et à la diplomatie ambitieuse, susceptible de figurer parmi les grandes puissances du monde de demain

L'Égypte se situe au carrefour de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Europe. Elle représente un partenaire de premier plan dans le contexte du conflit israélo-palestinien, notamment pour l'apport d'aide humanitaire à Gaza. Le pays, qui connaît une stabilité politique – au prix, certes, d'un régime autoritaire et militaire – depuis l'arrivée du président Sissi au pouvoir en 2018, connaît régulièrement des taux de croissance parmi les plus dynamiques d'Afrique et du Proche et Moyen-Orient. Cette croissance est tirée par des projets pharaoniques financés par l'État, comme le projet « Grand Caire » à l'horizon 2050.

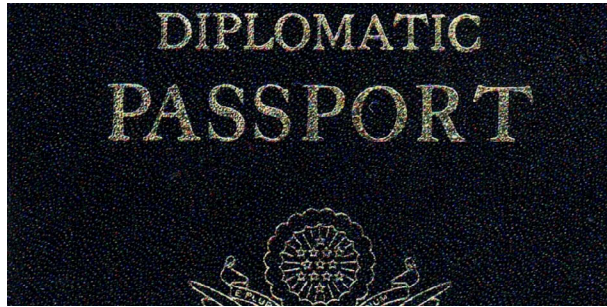
L'Arabie saoudite est la grande puissance culturelle, religieuse, militaire, diplomatique et démographique du Moyen-Orient. Riyad est un partenaire essentiel dans la lutte contre le terrorisme islamiste. Le pays l'un des plus dynamiques au monde sur le plan économique, avec de nombreux méga-projets destinés à diversi-



fier l'économie dans le cadre du plan « Vision 2030 ». Neom, le projet fou de ville futuriste comprenant notamment la fameuse Line City, n'est que l'arbre qui cache la forêt. L'Arabie saoudite se montre ambitieuse dans de nombreux domaines : la culture (site phare d'Al Ula, exposition universelle 2030...), la construction navale (construction du plus grand chantier naval au monde à Ras Al-Khair), le tourisme (mégacentre de Qiddiya...), etc.

L'Indonésie est la grande puissance en devenir d'Asie du Sud-Est. Économiquement, elle dispose de ressources rares, notamment de minéraux critiques essentiels à la transition écologique, comme le nickel, le cobalt ou encore le bauxite. Son taux de croissance dépasse régulièrement les 5 % et sa démographie est galopante. Sur le plan géopolitique, l'Indonésie constitue un partenaire maritime important en mer de Chine et un contrepois clef à l'expansionnisme chinois.

Ses trois méga-puissances économiques et diplomatiques en devenir ne sont pourtant pas des priorités pour la diplomatie française. Elles n'apparaissent pas parmi les quinze postes diplomatiques les plus dotées en effectif en 2018¹, contrairement à l'Algérie (3^e), le Sénégal (8^e) ou encore Madagascar (14^e). On se demande bien pourquoi les ambassades à Alger et à Madagas-



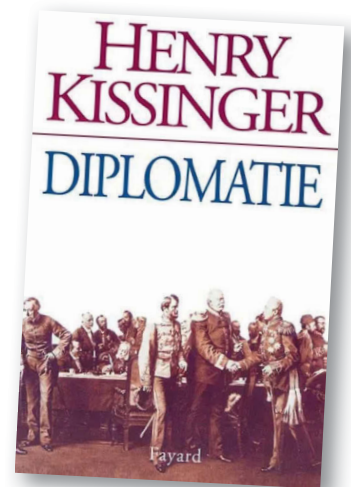
car sont aussi bien dotées en personnel, alors que le gouvernement algérien ne cesse de vilipender la France, refusant systématiquement toute perspective de coopération bilatérale, et que Madagascar est loin de représenter un pays de premier plan.

“ ***L’Indonésie constitue un partenaire maritime important en mer de Chine et un contrepoids clef à l’expansionnisme chinois.*** ”

D’une manière générale, la France accorde trop peu d’importance aux économies émergentes. La feuille de route MAEDI 21 prévoit de porter, d’ici à 2025, les effectifs du Quai d’Orsay dans

les économies émergentes membres du G 20 à 25 % de son personnel à l’étranger. Ce n’est à l’évidence pas suffisant, alors que ces pays-là – qui font contrepoids à la Chine, l’Inde et la Russie – seront à l’avenir des partenaires de premier plan.

La diplomatie française semble engluée dans un mode de pensée obsolète, qui ne réfléchit qu’à l’aune du passé et des héritages historiques. Elle se révèle incapable de se réinventer et de redéployer ses moyens vers les puissances qui façonneront le monde de demain. Il sera vain de frapper à la porte des futurs géants une fois que leur puissance sera évidente aux yeux du monde. C’est maintenant ou jamais qu’il faut miser sur la relation bilatérale pour constituer des partenariats privilégiés et durables, et préserver l’influence de la France au 21^e siècle. ■



⁽¹⁾ Rapport de l’Assemblée nationale sur l’action extérieure de l’État, publié en octobre 2019.

L'OR, ARME GÉOSTRATÉGIQUE MAJEURE

PAR JEAN-FRANÇOIS FAURE

Cette tribune exclusive pour *Géostratégie magazine*, signée par le président-fondateur d'AuCOFFRE.com Jean-François Faure, nous fait constater que les banques centrales (de tous bords) accorde plus que jamais de l'importance au métal jaune.

Dans l'histoire, l'or et l'argent ont accompagné le développement des différents empires. Ils permettaient de financer les conquêtes, mais aussi de faire la « promotion » du souverain conquérant. Les Espagnols ont eu leurs doublons, les Français leurs louis d'or et leurs napoléons. Et bien évidemment, les Anglais ont toujours leurs souverains qui accompagnent le règne des différents rois et reines d'Angleterre. Si aujourd'hui, les pièces d'or, même à cours légal, n'escortent plus les ambitions des États, on constate que les stocks d'or des banques centrales sont toujours au cœur des stratégies des différentes nations.

Guerre et or : la stratégie russe

Les stocks d'or de la Russie (et de l'URSS) ont largement fluctué pendant le 20ème siècle. Les tsars, avant d'être renversés, disposaient

« Aujourd'hui, les pièces d'or, même à cours légal, n'escortent plus les ambitions des États, mais les stocks d'or des banques centrales sont toujours au cœur des stratégies des différentes nations. »

“ **À peine arrivé au pouvoir, Vladimir Poutine constate que ses prédécesseurs ont vidé la « cassette » chère à l'Avare. Il décide alors de relancer les achats d'or.** ”

d'importants stocks d'or : 1 400 tonnes en 1914. Même si une partie avait été gagée pour assumer la défense du pays. La jeune Union soviétique dépense ensuite cet or dans le but de financer son projet politique et plombe le stock russe, qui retombe à 190 tonnes. C'est Staline qui remplit à nouveau les coffres pour atteindre 2 500 tonnes. Ses successeurs sont ravis d'utiliser ce trésor pour soutenir le développement économique du pays. À nouveau, les réserves tombent à moins de 200 tonnes, même si, entre-temps, le gouvernement accorde le droit aux citoyens d'investir dans l'or en achetant des pièces d'or Chervonetz 10 roubles. Quelques années plus tard, c'est carrément une exonération de fiscalité qui incite les Soviétiques à acheter des pièces d'or. Un excellent moyen d'augmenter le stock d'or de l'URSS en le disséminant chez les particuliers.

L'or de la grande Russie

Il est intéressant d'observer que les dirigeants qui ont « soif » d'empire remplissent les coffres d'or. Cela a été le cas de Staline, mais aussi plus récemment de Poutine. À peine arrivé au pouvoir, Vladimir Poutine constate que ses prédécesseurs ont vidé la « cassette » chère à l'Avare. Il décide alors de relancer les achats d'or. Et cette fringale du métal jaune s'accélère en 2014 avec l'annexion de la Crimée. En 2020, 2 300 tonnes d'or environ sont stockées à Saint-Petersbourg.

L'or pour contourner les sanctions occidentales

C'est l'épisode le plus récent de l'usage de l'or par la Russie, après le déclenchement de la guerre en Ukraine. Quand, en mars 2022, les sanctions occidentales tombent et privent l'économie russe d'importants flux économiques, Poutine ne semble pas s'en émouvoir. L'économie de son pays non plus. En fait, malgré les interdictions, l'armée russe renforce son stock d'armes et son industrie des matériaux. Avant de réorganiser les circuits d'importation et d'exportation via la Chine, l'Inde ou d'autres BRICS et affiliés, la Russie paie en or. Une valeur reconnue universellement et surtout intraversable. Poutine avait visiblement anticipé la réaction des Occidentaux.



Les banques centrales stockent plus que jamais de l'or. Du moins, celles des pays dont les économies sont florissantes.

L'or : arme numéro 1 de la dédollarisation

Si depuis une décennie, le mouvement de dédollarisation s'accélère, le premier à avoir utilisé l'or pour contrer les Américains reste le Général de Gaulle.

La mise à mort de Bretton Woods

La Seconde Guerre mondiale désormais derrière, le président français Charles de Gaulle ne supporte pas que les États-Unis financent leur expansion en faisant tourner la planche à billets verts, profitant ainsi de la convertibilité unique du dollar en or et d'une autorisation pour les Américains de produire du déficit. De Gaulle décide alors de les prendre à leur propre jeu en 1965. Il se débarrasse des dollars de la France, en les échangeant au prix de 35 dollars l'once, comme le prévoient alors les accords de Bretton Woods. Des tonnes d'or contre des milliards de dollars. En outre, il rapatrie l'or de la France mis à l'abri en 1940 au Canada et aux États-Unis. Des initiatives qui agacent les Américains, qui surnomment même le dirigeant français « GaulleFinger » en référence au film de la série James Bond Goldfinger qui vient de sortir. Les Allemands, puis les Anglais suivent le même mouvement. Ce qui pousse Nixon à craquer le



Coffre d'une banque centrale.



La fin de la convertibilité du dollar en or annoncée le 15 août 1971 était sûrement prévue par les Américains depuis bien longtemps... Leur capacité de résilience n'est pas à comparer avec celle des européens.

15 août 1971, en mettant fin de manière unilatérale aux accords de Bretton Woods.

Se passer du dollar en stockant de l'or

La dédollarisation est aujourd'hui poussée par plusieurs pays « concurrents » des États-Unis.

La Chine stocke toujours plus d'or

Il y a bien évidemment la Chine, qui après des négociations commerciales houleuses avec Trump, a décidé de pousser son yuan sur sa sphère d'influence. Aujourd'hui, les pays des BRICS, mais aussi des pays habituellement alliés des USA, acceptent le yuan comme monnaie d'échange. L'Arabie saoudite vend du pétrole contre de la monnaie chinoise. Même Total a



Depuis fort longtemps, les familles, réellement riches, détiennent de l'or.

accepté le paiement d'un contrat en yuan. La Chine a accumulé 200 tonnes d'or en 2023 ! Record mondial, une nouvelle fois.

“ **Charles de Gaulle ne supporte pas que les États-Unis financent leur expansion en faisant tourner la planche à billets verts.** ”

La Russie pousse une monnaie basée sur l'or

C'était un ballon d'essai visiblement, mais en août 2023, juste avant le sommet des BRICS, la Russie a proposé la création d'une monnaie internationale basée sur l'or. Proposition jusqu'à présent ignorée par les autres membres de l'alliance.

La Pologne multiplie les achats d'or

Cet appétit d'or peut sembler plus surprenant pour un pays de l'Union européenne. Mais il faut se souvenir que la Pologne a sa propre monnaie, le zloty. Et que ce pays est coincé entre l'Ukraine, l'Europe et l'Otan. Alors la guerre lancée par Vladimir Poutine la concerne très directement. Dans ce cas précis, on parle de défense d'une monnaie souveraine contre le dollar, l'euro et le rouble, rien que ça.

Le stock d'or d'un pays a donc un rôle de valeur refuge quand l'économie va mal, mais c'est aussi une assurance et une garantie pour pouvoir poursuivre son développement ou emprunter. C'est surtout un outil d'indépendance monétaire contre des envies d'hégémonie de pays qui partagent plus ou moins ses valeurs et ses idées. Il remplit les mêmes fonctions au service d'un particulier. ■



FRANÇOIS-XAVIER BELLAMY

“ON DISAIT QUE LA DETTE NE COÛTAIT RIEN”

PAR LA RÉDACTION

François-Xavier Bellamy était reçu sur TV5Monde dans l'émission *Face aux Territoires*. Ce fut l'occasion d'un entretien avec Tom Benoit, directeur de la rédaction de *Géostratégie magazine* (partenaire du programme).

Court portrait de celui qui a été désigné tête de liste des Républicains pour les élections européennes, à propos de la dette publique.

Cela fait plus de quatre années que François-Xavier Bellamy est député européen. Cet agrégé de philosophie s'est investi de la vie politique alors qu'il était âgé de seulement vingt-deux ans, lorsqu'il devint adjoint au maire de Versailles. Pourtant, ses détracteurs, jaloux ou rivaux, le taxent régulièrement de ne pas être un véritable politique ; un intellectuel, disent-ils. Mauvaise foi, réflexe facile, ou simple stratégie de concur-

rent, qu'importe. Bellamy s'est imposé, arborant avec audace le crucial et trop souvent délaissé sujet de la souveraineté. Les apparitions médiatiques sont régulières - elles apparaissent structurées et peu chromées de démagogie.

C'est sûrement de là que naît la force, réellement, tranquille, d'un représentant politique qui travaille beaucoup. Sans en faire trop ; quel intérêt ? d'autres se ridiculisent en exhibant des démonstrations intempestives. En toute cir-

constance, le député européen parvient à garder le regard clair et droit, même lorsqu'il ne sourit pas.

François-Xavier Bellamy a donc été chargé de piloter la liste LR pour les élections européennes qui auront lieu au printemps 2024. La volonté des Républicains semble être de fédérer, sans délaisser les dimensions intellectuelles et traditionalistes.

Extrait de l'échange du 1er février entre Tom Benoit et François-Xavier Bellamy.

Tom Benoit : Bercy a émis 284 milliards de titres obligataires sur les marchés pour 2024. Il s'agit d'un montant record. La France a une dette publique qui dépasse les 3000 milliards. Est-ce que c'est trop ? Faut-il désendetter le pays ? Et quels seraient vos plans pour commencer à désendetter la France ?

Est-ce trop ? Oui. Faut-il désendetter le pays ? Oui. Et pourquoi ? Longtemps, on a vécu comme vous le savez avec une sorte de mythe de l'argent gratuit. On se disait que la dette ne coûtait rien. Les taux d'intérêt étaient faibles, voire négatifs. On a vécu avec l'insouciance des lendemains. Le gouvernement s'est autorisé une trajectoire budgétaire absolument stupéfiante.

De l'argent gratuit qui était financé par qui ? La Chine par exemple... Des pays qui achètent les titres obligataires que nous émettons. Nous avons en France 52 % de notre dette qui est détenue par des prêteurs étrangers, une partie d'ailleurs à la Banque centrale européenne.

Ce qui pose un immense problème de souveraineté nationale et de maîtrise de notre destin. Parce qu'effectivement, au moment où la dette est d'une certaine façon le levier qui permet à

des créanciers étrangers de peser sur les décisions françaises – et je le vois tous les jours à Bruxelles, au moment où notre trajectoire budgétaire nous rend si vulnérables –, alors nous sommes en quelque sorte prisonniers d'une contrainte que nous ne maîtrisons pas.

Ce que vous dites est intéressant. Selon-vous, de quelle façon se traduit cette prise de pouvoir des créanciers étrangers ?

Je vous prends un exemple tout simple, la réforme des retraites. Emmanuel Macron a consacré son premier mandat à expliquer pourquoi il ne ferait pas une réforme des retraites qui consisterait à repousser l'âge de départ. Il considérait que ça n'était pas la réforme à faire. Au cours de son second mandat, il fait cette réforme pour une seule et unique raison. Il y est contraint ! Il y est contraint par les engagements qu'il a pris vis-à-vis de Bruxelles notamment. Le grand emprunt européen tant célébré après la crise du Covid, que pour ma part, j'ai toujours dénoncé comme étant une usurpation, une supercherie... cet emprunt n'a pas été accordé sans contreparties. Les contreparties étaient explicites. Le président de la République s'était bien gardé de la dire au Français. Lorsqu'il a accepté les 40 milliards de cet emprunt, celui-ci coûtait plus cher à la France que ce qu'elle a pu percevoir en soutien. ■

LE SCÉNARIO POSSIBLE DE SORTIE DE L'EURO POUR LA FRANCE

PAR ARNAUD RAMPONNEAU

PRÉSIDENT DE L'INSTITUT PROSPECTIVE ET SÉCURITÉ EN EUROPE (IPSE). SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DES QUESTIONS DE DÉFENSE DU PARTI LES CENTRISTES

Dans cette expertise réalisée exclusivement pour *Géostratégie magazine*, dans le cadre de notre bilan portant sur le système européen, Arnaud Ramponneau, entrepreneur, livre une analyse objective : si la France n'est plus en mesure de caresser l'espoir de relancer son économie, alors, aucun intérêt de quitter l'eurozone.

Si les économies européennes sont en berne, les défis inflationnistes et la spirale récessionniste menaçant l'avenir de l'Europe, l'euro n'est pas seulement une faille économique, mais est aussi une fracture politique.

L'euro est un totem inattaquable. Pour preuve, le débat sur l'existence de la monnaie unique est boudé. Et les partis souverainistes, qui scandent au « Frexit »¹ en oubliant les conditions spéciales auxquelles le Royaume-Uni appartenait à l'UE, ne rendent pas service. Toutefois, les turbulences inouïes que traverse l'euro depuis la crise du Covid, illustrant ses défauts intrinsèques et son mal fonctionnement, commencent à enfin ouvrir le débat de son existence. Économistes, politologues, journalistes, et à bas bruit, responsables politiques, s'interrogent sur une monnaie supranationale qui pénalise plus qu'elle n'avantage. Certains se remémorent même que parmi les leviers de commande régaliens, la

monnaie est l'apanage des grandes puissances économiques. Alors, sans nous limiter au catastrophisme habituel, qu'advierait-il si demain, la France appartenant à la zone euro, exerçait son droit de retrait comme le prévoit l'article 50 du traité sur l'Union européenne (TUE)², et annonçait bâtir le nouveau franc (₣) ?

Les bons comptes font les bons amis

Au premier abord, le cadre institutionnel que posent l'euro et la Banque centrale européenne (BCE) semble évident : l'euro matérialise les dettes et les crédits entre des États européens au sein d'un système monétaire. L'Eurozone est le lieu de négociation obligatoire de la politique économique européenne, qui régit les échanges commerciaux et financiers du continent. En ce sens, cette monnaie symbolise l'engagement des pays à résoudre leurs différends par la coopération économique. Par réflexe, on pense que si des États européens, ou même si un seul

État européen, renouait avec sa propre monnaie nationale, il se séparerait des autres États membres, de même qu'il renoncerait à un outil efficace pour ses échanges commerciaux, énergétiques et industriels. Or, la réalité est celle d'une concurrence industrielle et commerciale

“ Les partis souverainistes, qui scandent au « Frexit »¹ en oubliant les conditions spéciales auxquelles le Royaume-Uni appartenait à l'UE, ne rendent pas service. ”

qui s'est exacerbée, en partie à cause des mécanismes propres à la monnaie unique, et qui désavantagent la compétitivité des pays méditerranéens, ayant accentué les disparités économiques Nord/Sud des trente dernières années. En vérité, « quitter l'euro » est une expression simpliste, une arme psychologique qui a fait tourner le dogme européen à plein régime. En abandonnant la monnaie unique, on ne se débarrasse pas de ses voisins. Certes, le pays qui renonce à l'euro n'utilisera plus les échanges



Le franc n'est plus en circulation depuis plus d'une vingtaine d'années. Le PIB/monde de la France représentait 4,5% en 1999, aujourd'hui il se situe à 2,76%. Le PIB dans le monde des pays de la zone euro : 21% en 1999; 13,5% en 2022.



Marlène Jobert et Charles Bronson tourne *Le passager de la pluie* en 1969. Les USA produisent régulièrement des films avec la France ou l'Italie, et délèguent la réalisation à des cinéastes européens.

dans une même unité de compte et la balance des paiements unifiée, soit le référentiel de valeur que régle de facto l'euro. Et l'État de l'Eurozone qui crée sa nouvelle monnaie nationale devra effectivement reconfigurer ses échanges avec ses partenaires en se plaçant hors zone euro. Mais au-delà des paramètres techniques, ce pays devra surtout solder ses comptes. Cela implique que les États créanciers, actuellement l'Allemagne et à moindre mesure la France, exigent les remboursements de leurs créances à leurs débiteurs. Il faudra donc solder les comptes. C'est là que le bât blesse.

La problématique est la suivante : dans quelle monnaie un État européen débiteur, qui évoluerait désormais en monnaie nationale, payerait ses dettes ? Difficile de croire que l'Allemagne, plus gros créancier de l'Eurozone, accepterait d'être, par exemple, payée en Lire (£), monnaie italienne qui serait très peu échangée et surtout, fraîchement émise par un pays surendetté. C'est inenvisageable pour Berlin. À l'image du cas Brexit, les questions monétaires entre États se traitent par d'après négociations politiques, ces derniers défendant bec et ongles leurs intérêts respectifs. Pourtant, si personne n'ignore la gravité des déséquilibres intrinsèques à la zone euro, - à savoir que les pays à risque comme la



La banque de France est aujourd'hui une banque centrale dépourvue de sa vocation principale : le privilège de l'émission monétaire et de la gestion de la monnaie.

Grèce, le Portugal et l'Espagne sont entraînés dans un excès d'emprunts financés par les exportations allemandes -, quitter l'euro signifiera s'acquitter de sa dette auprès de l'Allemagne. Nul doute que ce ne sera pas une partie de plaisir.

Dernier fantasme : on s'imagine que si l'euro est délaissé par les pays adhérents, le marché européen entier deviendrait une proie facile pour les grandes puissances que sont la Chine et les États-Unis. Toute perturbation, voire renoncement brusque et non-préparé à la monnaie du continent par la France, l'Italie ou l'Allemagne, reviendrait à faire allégeance à la zone dollar ou à la zone yuan. En effet, ils devraient faire face à la fuite des capitaux, et réagir aux multiples attaques économiques, qui le positionneront pour un certain temps comme pays rebelle, d'autant plus s'il est surendetté. Cela affaiblirait la zone euro, et tous comptes faits, exercerait une pression ou un chantage à l'encontre des économies européennes. Mais les déboires actuels de la désindustrialisation et de la crise énergétique, qui affaiblissent immensément la zone euro tandis que les économies américaines, chinoises, indiennes et russes sont en croissance, ne sont-ils pas déjà la preuve d'un déclassement ? Pour les États, ce n'est pas tant de « quitter l'euro » dont il s'agit, mais de s'éloigner au plus vite d'une bureaucratie européenne impuissante qui paralyse les marges de manœuvre nationales.

“Qu’advierait-il si demain, la France appartenant à la zone euro, exerçait son droit de retrait comme le prévoit l’article 50 du traité sur l’Union européenne (TUE)², et annonçait bâtir le nouveau franc ?”

La France, sous-compétitive malgré son fort potentiel

La situation française s'analyse par sa désindustrialisation, la pire de l'UE en 20 ans. Le premier argument d'une refondation de la monnaie nationale, est de remédier au déficit commercial



Lagardère. Les années 70 et 80 connaissent de grands entrepreneurs français. Ici Jean-Luc Lagardère aux 24 du Mans en 1972.

croissant de la France, ainsi que la baisse structurelle des exportations françaises dans le monde. Toutefois, il faut rappeler une donnée essentielle : l'euro s'est déprécié de 25% par rapport au dollar en 20 ans, jusqu'à passer sous la valeur du dollar en juin 2022³. On peut dire que l'euro, en lui-même, n'est actuellement plus surévalué à l'international, ce qui en fait toujours

un moyen pour inverser notre balance commerciale à l'extérieur de la zone euro. Peut-être, mais pour que la France soit exportatrice “net” à l'intérieur de la zone euro, cela reste impossible, puisque les ajustements monétaires sont de facto supprimés avec la monnaie unique. L'euro a immensément distordu la compétitivité entre les pays de l'UEM, sans fournir au-



Charles de Gaulle taxait les USA de détenir un privilège exorbitant parce qu'ils tenaient le système financier en émettant du dollar. Qu'aurait dit le général, qui bâtissait une Europe forte, s'il avait vu celle-ci fragiliser les nations qui la composent...

des paiements. L'accumulation historique de déficits commerciaux⁴ provoque la croissance extravagante de la dette extérieure et de la dette intérieure. Alors, pour rendre les exportations françaises plus compétitives, notamment pour capter des marchés extérieurs, l'instrument monétaire du taux de change est un dispositif de compétitivité que la France doit plus que jamais actionner.

Une dévaluation compétitive par rapport aux monnaies des partenaires commerciaux européens, rendrait le franc (F) fort intéressant et surtout, les produits français plus attractifs. L'Allemagne, qui représente le plus important marché de la France à l'export avec 16 % des exportations, verrait des produits français moins chers sur son marché intérieur. On pourrait politiquement négocier un réajustement de la balance commerciale entre nos deux pays. En s'appliquant à produire davantage, on retrouverait aisément notre compétitivité à l'intérieur de la zone euro, cette dernière qui était la promesse

cun mécanisme de rééquilibrage commercial. Adieu l'instrument monétaire du taux de change, il n'y a plus d'amortisseur pour décourager les importations ni de "stimulateur" pour favoriser les exportations. C'est le point noir de l'euro pour la France : le déséquilibre structurel de la balance commerciale est aussi celui de sa balance

“ **Le premier argument d'une refondation de la monnaie nationale, est de remédier au déficit commercial croissant de la France.** ”

initiale du marché unique. Et a fortiori, le taux de change rendrait crédible le remboursement des dettes de la France par ses excédents commerciaux.

Car la France dispose d'un avantage unique pour son industrie : sa capacité énergétique nucléaire qui lui confère un coût de production des plus faibles en Europe. Tout le pari du Plan Messmer⁵ a brillamment réussi en assurant à la France, seule puissance nucléaire de l'Europe sur le plan militaire et civil (et qui traversait en 1974 le premier choc pétrolier), une souveraineté énergétique. Si l'Etat avait entretenu la filiale nucléaire d'EDF⁶, nous serions de loin le principal fournisseur d'électricité décarbonée de l'Europe. Nous pourrions tout simplement inonder l'Europe de l'électricité nucléaire française. Dans ce scénario, un tarif abordable s'appliquerait dans un franc moins cher que l'euro, en réalisant une dévaluation compétitive. Mais si nous n'avons pas su maintenir cet atout industriel indéniable, doit-on entièrement blâmer l'euro? ■

(1) Radio France - Le Frexit du Front national: un retour à la souveraineté monétaire?

(2) Vie Publique - Qu'est-ce qu'un retrait volontaire de l'Union européenne (article 50 TUE) ?

(3) Le Monde - Vingt-trois ans après sa naissance, l'euro peine toujours à rivaliser avec le dollar

(4) Les Échos - La France essuie le pire déficit commercial de son histoire en 2022

(5) INA - 1974 : Pierre Messmer lance le premier grand plan nucléaire civil français

(6) INA - EDF : L'énergie de France

SOLDES TARGET : LE COÛT CACHÉ DE L'EURO

PAR JEAN-BAPTISTE VILLEMUR

Article exclusif de Jean-Baptiste Villemur pour *Géostratégie magazine*. Voir également l'entretien de Tom Benoit et Mathieu Faraco sur la chaîne Youtube de *Géostratégie magazine* à propos du fonctionnement des banques centrales de l'eurozone.

Imaginez que, à la fin d'une vaste colocation au cours de laquelle l'argent a été mis en commun, les colocataires décident d'établir leurs comptes et de régler a posteriori ce que chacun doit à chacun des autres. Et imaginons que ces comptes disposent que certains doivent à d'autres une somme faramineuse dont il leur est strictement impossible de s'acquitter. Il est vraisemblable que les relations entre les anciens colocataires s'en trouveront profondément altérées, en dépit des serments d'amitié renouvelés à l'occasion de la séparation. On peut supposer que créanciers et débiteurs, établis désormais chacun de son côté, éviteront d'entrer en contact les uns avec les autres, et laisseront le temps et l'espace ensevelir la honte chez les uns et le ressentiment chez les autres.

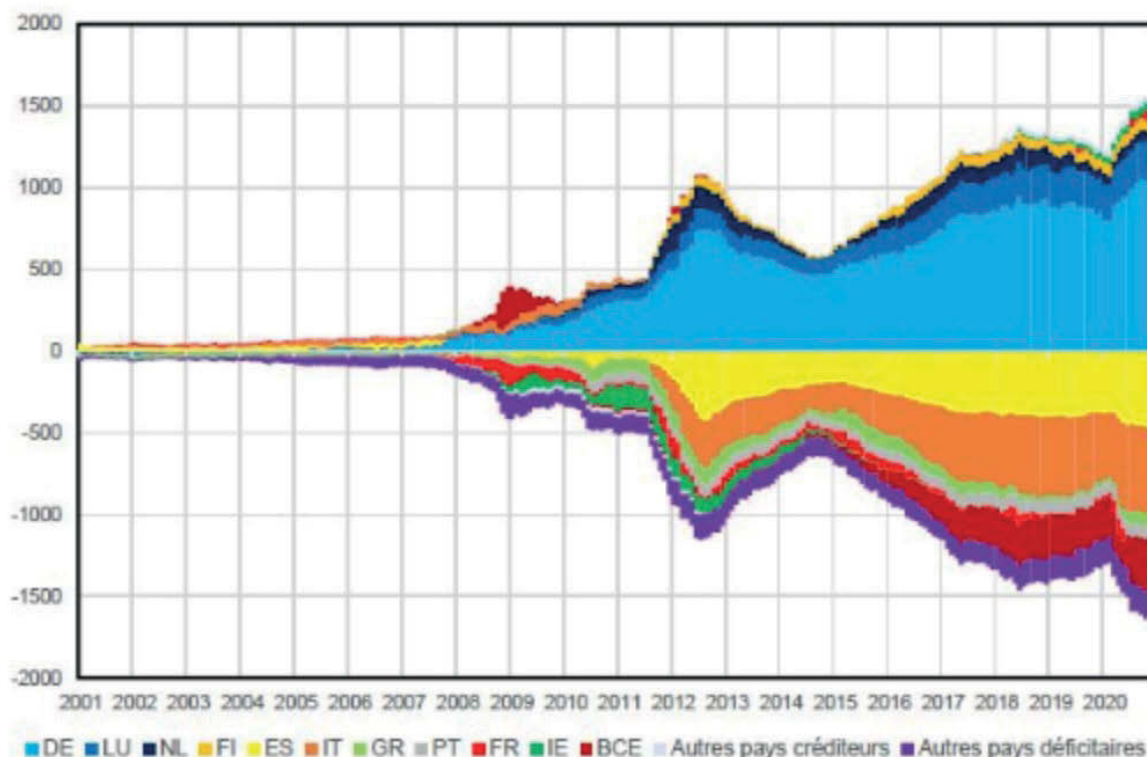
“ ***Passé un certain seuil, chacun comprendra bien que le problème n'est pas seulement économique, il est existentiel.*** ”

Une solution serait bien entendu de prolonger la colocation... mais qui souhaiterait prolonger une telle expérience une fois les comptes établis ? Une fois les comptes établis, une seule conclusion s'impose à tous : cette cohabitation n'est pas viable, elle ne peut pas se prolonger sans qu'une partie soit affreusement lésée. Passé un certain seuil, chacun comprendra bien que le problème n'est pas seulement économique, il est existentiel.

Eh bien, telle est, en somme - mais en bien pire ! -, la situation où l'euro a plongé les pays de l'Union européenne, et en particulier l'Allemagne et l'Italie. Le fonctionnement de l'euro suppose intrinsèquement un système de dettes et de créances entre banques centrales des pays membres de la BCE, et ces dettes et créances, connues sous la dénomination de « soldes Target » (du nom du système informatique de transfert de données en temps réel de banque à banque), sont additionnées jour après jour depuis le début de l'euro, il y a 25 ans¹.

À l'heure où ces lignes sont écrites, la Bundesbank est créditrice pour plus de mille milliards d'euros sur l'eurosystème, tandis que la Banque d'Italie, à l'inverse, est débitrice envers elle pour

Évolution des soldes TARGET2 (en Md€)



Source : BCE.

La BCE informe ici sur l'évolution des déséquilibres TARGET2.

520 milliards. Des sommes proprement astronomiques : à titre de comparaison, les réserves de la Banque d'Italie sont de 225 milliards d'euros. Cela signifie, en première approche, que la Bankitalia est redevable de plusieurs centaines de milliards d'euros à la Bundesbank. Bien entendu, tant que l'euro est maintenu, ou qu'aucun de ces deux pays ne quitte l'eurosystème, la somme à devoir reste virtuelle.

Néanmoins, on devine aisément les conséquences calamiteuses d'une telle situation. Les soldes Target créent entre l'Allemagne et l'Italie (qui représentent les deux extrêmes en même temps que deux poids lourds du système) un litige comptable qui ne peut pas ne pas avoir, en son temps, des répercussions politiques, quand bien même les conséquences économiques seraient étouffées. Quelle marge de manœuvre dans une négociation possède un pays dont la

banque centrale doit à la banque centrale de l'autre quelque trois cents ou quatre cents milliards ? Inversement, à quoi est prêt le pays à la banque centrale dont cette somme est due pour recouvrer une partie au moins de cette somme ? Ajoutons que ce litige se double d'un problème de politique intérieure dans chacun des pays, mais peut-être plus particulièrement en Allemagne : comment faire accepter à l'opinion allemande que leur Banque centrale se soit à ce point fourvoyée qu'elle se soit laissée flouer d'une somme aussi importante sans protester ? La Bundesbank jouit d'une respectabilité considérable dans son pays. Elle est l'un des socles de l'orgueil allemand, comme le fut le deutsche Mark, dont l'abandon ne fut consenti qu'à la condition que la gestion de l'euro égalerait en tous points la rigueur du sien. Or ces soldes target forment la preuve qu'il n'en fut rien, et

que les Allemands ont troqué un Mark solide et une Bundesbank crédible pour une monnaie de singe et une Bundesbank obérée de créances pourries. Quelle sera la réaction des Allemands à cette révélation ? Le risque est élevé qu'ils perdent une nouvelle fois toute confiance dans leurs institutions.

Enfin, ce problème en entraîne un autre pour l'Allemagne, plus grave encore : puisque la Bankitalia est débitrice vis-à-vis de la Bundesbank, cela ne signifie-t-il pas que l'économie italienne a été financée par l'Allemagne ? Une connaissance plus approfondie du fonctionnement de l'euro conduit en effet à la conclusion suivante : l'excédent commercial allemand envers la zone euro est en réalité financé par la Bundesbank. Le prix de l'euro pour l'Allemagne est que la différence des taux de change dans ses échanges commerciaux avec ses partenaires, neutralisée par le PEG de un pour un qui définit intrinsèquement l'euro, est couvert intégralement par la Bundesbank, moyennant sa consignation, reportée de jour en jour, dans les soldes Target. Ce que traduisent les soldes Target au point de vue allemand n'est rien d'autre que le prix à payer pour exporter sans contrainte vers les autres pays de la zone euro. Une fois de plus : comment les Allemands réagiront-ils à cette découverte ?

Le problème des soldes Target est hélas largement sous-documenté en France. Et les rares économistes ou vulgarisateurs conscients de la difficulté ont malheureusement tendance à adopter à ce sujet un point de vue exclusivement comptable, et dépourvu de tout fondement juridique comme de tout réalisme politique.

Une analyse politique sérieuse se doit pourtant de réserver son attention à l'hypothèse du pire, qui ici est aussi la plus crédible. Les soldes Target ne sont pas une simple vue de l'esprit, une complication comptable de tableau noir que l'on

pourrait effacer d'un coup de manche. D'abord, leur définition n'est pas sujette à interprétation, les guidelines de la BCE sont limpides à ce sujet (v. son article 6) : tout règlement passant par TARGET-2 crée automatiquement une dette entre payeur et payé. Ce qui implique que tout membre qui en sortirait devrait acquitter immédiatement et en totalité l'ensemble de ce qu'il doit au reste de l'eurosystème au titre des soldes Target.

Ensuite cette position de principe a été confirmée par le précédent président de la BCE, Mario Draghi, à deux reprises et dans les deux sens. Tout d'abord auprès de parlementaires italiens, inquiets de la question, puis, de façon plus implicite, auprès d'un élu néerlandais (Thierry Baudet), lors d'une audition parlementaire aux Pays-Bas. Tout membre qui quitte la zone euro doit régler immédiatement ce qu'il doit au système, ou recevoir immédiatement ce que celui-ci lui doit. Or, s'il ne s'en acquitte pas, c'est aux banques de l'eurosystème d'endosser les pertes.

Dans l'hypothèse d'une sortie de l'Italie, qui ne pourra jamais s'acquitter de la totalité de ce qu'elle doit, la Banque de France courrait le risque d'endosser pour près d'un quart de la somme, soit 130 milliards d'euros...

La France a donc un intérêt vital à quitter l'euro avant que l'Italie ne le fasse, ou que l'euro n'explode de lui-même, comme certains l'appellent de leurs vœux. Les soldes Target représentent une bombe à retardement suspendue au-dessus de l'Europe, qui nous impose de réfléchir enfin à une solution nationale de retrait de l'euro. ■

⁽¹⁾ Voir pour le détail du fonctionnement du système TARGET-2 mon livre « L'Euro, piège mortel : hommage à Vincent Brousseau », à paraître en mars prochain.



LA FRANCE ET L'INDE : UNE RELATION « MATRICIELLE » ?

PAR EMMANUEL DUPUY

PRÉSIDENT DE L'INSTITUT PROSPECTIVE ET SÉCURITÉ EN EUROPE (IPSE). SECRÉTAIRE NATIONAL
CHARGÉ DES QUESTIONS DE DÉFENSE DU PARTI *LES CENTRISTES*

Dans cette tribune exclusive pour *Géostratégie magazine*, Emmanuel Dupuy revient sur une relation avec l'Inde teintée d'ambiguïté. Le président Macron, qui s'y est rendu en février dernier, semble sans faire fi sans rencontrer d'obstacle, du fait que l'Inde ait créé un "business" juteux : revendre à la France (plus largement à l'UE) du pétrole préalablement acheté à la Russie. Les collaborations avec l'Inde seront-elles plus rationnelles que les sanctions de l'Union européenne ?

Pour Jules Michelet, l'Inde était la « *matrice du monde* ». Alors que la polémique enflait quant aux nuages constitutionnels qui planaient autour de la censure par le Conseil constitutionnel d'une grande partie de la loi immigration, le président de la République, Emmanuel Macron, s'envolait vers l'Inde.

La Route des Indes n'est pourtant pas la plus évidente, non plus, pour répondre aux nombreuses doléances des agriculteurs français en

souffrance, qui se généralisent sur le territoire. Pourtant, à l'occasion de la célébration du 75^e *Republic Day*, Emmanuel Macron répond ainsi à l'invitation de son homologue indien, Narendra Modi, Premier ministre de la plus peuplée, à défaut de la plus démocratique, des Républiques.

Diplomatie de réciprocité, diront certains, eu égard à l'invitation du président français envers le Premier ministre indien, à l'occasion des cérémonies militaires du 14 juillet dernier. Le pré-

sident français se rendra en Inde, pour la troisième fois. Il sera le troisième chef d'État invité par Narendra Modi, après le sud-africain, Cyril Ramaphosa, en 2019 ; le brésilien, Jair Bolsonaro, en 2020 et l'égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, l'année dernière.

“ **Il sera le troisième chef d'État invité par Narendra Modi, après le sud-africain, Cyril Ramaphosa, en 2019 ; le brésilien, Jair Bolsonaro, en 2020 et l'égyptien, Abdel Fattah al-Sissi.** ”

Diplomatie de substitution, diront d'autres, notamment ceux qui auront malicieusement remarqué que le choix du président français ne s'est imposé, qu'en « deuxième rideau », soit, qu'après le refus initial du président américain, Joe Biden, de se rendre à Delhi, sur fond de polémiques politico-judiciaires autour de l'assassinat d'un citoyen américain d'origine sikhe.

Diplomatie réaliste, qui s'impose, malgré tout, alors que plus de 620 000 millions de citoyens indiens devraient se rendre aux urnes, à l'occasion de l'élection présidentielle d'avril-mai prochains, et dont témoigne un taux de croissance annuel de plus de 6,3%, qui placerait l'Inde avec un PIB - de 3,7 trillions de dollars - à la cinquième place des puissances économiques.

Emmanuel Macron aura, certainement à cœur de renforcer le partenariat stratégique entre Paris et Delhi. Celui-ci ne souffre, pourtant, guère du manque

d'ambition pour 2024 : 26 avions Rafales vendus à l'Inde qui viendront s'ajouter aux 36 achetés par l'Inde, depuis 2016. Six petits réacteurs nucléaires modulaires (Small Modular Reactor - SMR), trois sous-marins Scorpène, ainsi que l'approfondissement de la coopération dans le domaine spatial, de l'intelligence artificielle et de la cyber-sécurité, viendront compléter l'excellence de la relation bilatérale. Le président français n'a pas pu s'empêcher, une fois encore, de placer cette dernière sous l'égide d'une « *intimité stratégique* », qui, vue d'Inde, peut sembler, néanmoins lointaine...

En somme, faire converger le « *Make in India* » et la « *French Tech* ». Vaste programme, qui ne saurait faire oublier que l'Inde demeure le troisième émetteur de gaz à effet de serre, par le biais d'une utilisation démesurée du charbon, au grand dam des nombreuses ONG locales qui le dénoncent.

Il sera aussi question, bien sûr, du gigantesque projet d'infrastructure routière, ferroviaire et énergétique de l'International North-South Transport Corridor (INSTC) reliant l'Inde à la Russie, via l'Iran et l'Azerbaïdjan. La France tend, néanmoins, depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, à lui préférer le projet de l'India Middle-East Europe Economic Corridor (IMEC) corridor économique, reliant l'Inde à la Méditerranée, en évitant scrupuleusement ainsi la Russie et l'Iran.

La perturbation durable du commerce maritime, liée aux menaces récurrentes des attaques balistiques des Houthis et de leur parrain iranien, contre les navires qui transitent par les détroits d'Ormuz et de Bab-el-Mandeb, sont ainsi venus conforter l'ardente nécessité de sécuriser le « *hub* » indien, comme partenaire d'excellence, dans la zone indo-pacifique, où sont stationnés 8000 militaires français, depuis son lancement en 2018.

Emmanuel Macron, plusieurs ministres, une



Tableau de Pierre Soulages.



Le président indien n'accorde peut-être pas autant d'importance à Emmanuel Macron et à la France que ce qu'Emmanuel Macron attribue de grandeur à l'Inde des temps modernes.

quinzaine de chefs d'entreprises, flanqué de l'astronaute Thomas Pesquet, sont ainsi invités par un Narendra Modi, en lice pour un troisième mandat, en avril prochain, alors que d'inquiétants signes de radicalisation hindouiste et de dérives populistes sont venus ternir l'image de la « plus grande démocratie du monde ».

En effet, depuis son premier mandat, en 2014, Narendra Modi n'hésite pas à se draper dans le concept de l'*Hindutva*, qui va de pair avec une tendance à privilégier une certaine forme de dérive autoritaire du parti au pouvoir (*Bharatiya Janata Party - BJP*), que beaucoup décrivent comme un « majoritarisme hindou », qui tend à ancrer l'« indianisme », comme référent identitaire exclusif, aux détriments des droits des fortes minorités musulmanes et chrétiennes.

Soixante-seize ans après son indépendance, soixante-treize après la rédaction de sa constitution, en 1950, corollaire de la création de la République indienne, en 1947, quelques signaux inquiétants auraient de quoi, pourtant, interroger la pertinence d'une certaine forme d'« *Indomania* », dont fait preuve aveuglement notre président.

La menace d'expulsion, ainsi que l'acharnement contre la correspondante de la Croix, Vanessa Dougnac, à la veille de l'arrivée de la délégation

française, devrait obscurcir le programme présidentiel, notamment dans le cadre des rencontres prévues avec la jeunesse indienne, à Jaipur, dans le Rajasthan.

La France s'est ainsi montrée particulièrement insistante sur la mobilité étudiante et culturelle, à l'aune des 30 000 étudiants indiens que la France souhaite voir venir, d'ici 2030, ou encore, à travers les 15 alliances françaises réparties en Inde. L'Inde s'est aussi fait le thuriféraire du concept d'un nouvel « *multi-alignement* ». Modi et Macron partagent ainsi la même idée que le non-alignement, qui a fait les riches heures de l'émergence des pays en développement, dans la foulée du discours du Général de Gaulle, à Phnom Penh, au Cambodge, en septembre 1966, doit désormais, se conjuguer avec le concept du « troisième voisinage », à l'aune de la recherche d'alternatives d'alignements stratégiques.

Comme, à l'occasion du déplacement d'Emmanuel Macron, en Mongolie, en mai dernier, ou encore au Kazakhstan et en Ouzbékistan, en novembre dernier, la France vise, ainsi, dans la région, à se démarquer de Washington, tout en offrant à ces partenaires d'Asie médiane, de nouvelles perspectives diplomatiques, économiques et militaires, loin d'un alignement sino-soviétique et désormais russe.

Membre du mouvement des BRICS, depuis sa création en 2009, de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) depuis 2017, du Mouvement des Non-Alignés (MNA, depuis sa création en 1961), New Delhi s'est résolument engagé dans le parrainage de ce que l'on appelle désormais, le « *Sud Global* ». Il en fut question, il y a quelques jours, lors du récent Sommet des pays dit du G77, à Kampala, en Ouganda.

Narendra Modi sait, néanmoins, qu'il lui faudra trouver des alliés face à une Chine, qui déploie les mêmes stratagèmes pour s'attirer les bonnes grâces des pays en voie de développement. C'est



En seulement douze mois, Rosneft, société russe sur laquelle le Kremlin a la main, s'est procurée 56 tankers pour acheminer des matières premières énergétiques en Inde. L'Inde, sacralisée par la Commission européenne et ses sanctions détournées, a mis en place un business juteux; exporter toute cette énergie sur le sol européen.

a moins de 25 ans, cherche à consolider son autonomie stratégique, tant vis-à-vis de son voisin- concurrent chinois, que de Washington et de Moscou, qui rivalisent, pourtant chacun, d'alliances diplomatiques, à l'instar du Dialogue quadrilatéral entre les Etats-Unis, l'Inde, l'Australie et le Japon (Quad) et de partenariats stratégiques, notamment autour de relations militaro-industrielles qui lient solidement New



Le président Poutine est régulièrement contraint de faire le dos rond. Quels grands États s'afficheront clairement comme ses véritables alliés ? Le mystère sera bientôt rendu public...

Delhi pourraient agir, en complémentarité, face à Pékin. C'est notamment le cas en Afrique, le long des nouvelles routes de la soie chinoises, qui suscitent les mêmes interrogations et nourrissent les mêmes inquiétudes tant à Paris, qu'à New Delhi.

Désormais, le pays le plus peuplé au monde, avec 1,43 milliards d'habitants, dont la moitié depuis la guerre froide. Celles-ci, d'un montant annuel de près de 7 milliards de dollars, ont été sensiblement renforcées, du reste, depuis le déclenchement du conflit en Ukraine, le 24 février 2022. New Delhi, continue, du reste, à cultiver une certaine ambiguïté stratégique, permettant à l'Inde de

ne pas condamner vertement la Russie, tout en soutenant le régime de sanctions contre Moscou ! L'Inde continue d'acheter du gaz et du pétrole russe, en nous le revendant, une fois raffiné, faisant ainsi fi, de nouveau, de l'opprobre internationale.

“ **26 avions Rafales vendus à l'Inde qui viendront s'ajouter aux 36 achetés par l'Inde, depuis 2016.** ”

Reste, désormais, à l'issue de sa visite en Inde, au président français, comme au premier ministre indien, à rassurer Washington, qui voit d'un très mauvais œil le rapprochement de deux de ces alliés qu'il qualifie volontiers de « *turbulents* », car mus par la même aspiration à l'autonomie stratégique et le même désir d'indépendance diplomatique à son égard.

Ce déplacement, qui n'arrive, certes, pas au meilleur moment, sur le plan des turbulences politiques nationales, rend, pourtant pertinente, l'idée, développée par le politologue singapourien, Kishore Mahbubani, selon, laquelle, pour faire face à la fin engagée de quatre siècles de domination occidentale, il convenait de trouver, désormais, de nouvelles convergences entre puissances régionales aux aspirations globales, soucieuses d'une nouvelle gouvernance mondiale.

La France et l'Inde, bien que, éloignées par la distance - plus de 7000 km - mais proches par la culture et la civilisation, comme le disait, en 1958, André Malraux, en évoquant l'Inde, comme étant une terre de « *grand rêve* », partagent, surtout, le même constat de la nécessité d'un changement de paradigme dans les relations internationales. ■

SUD PAS VRAIMENT GLOBAL ET OCCIDENT DÉSARMÉ

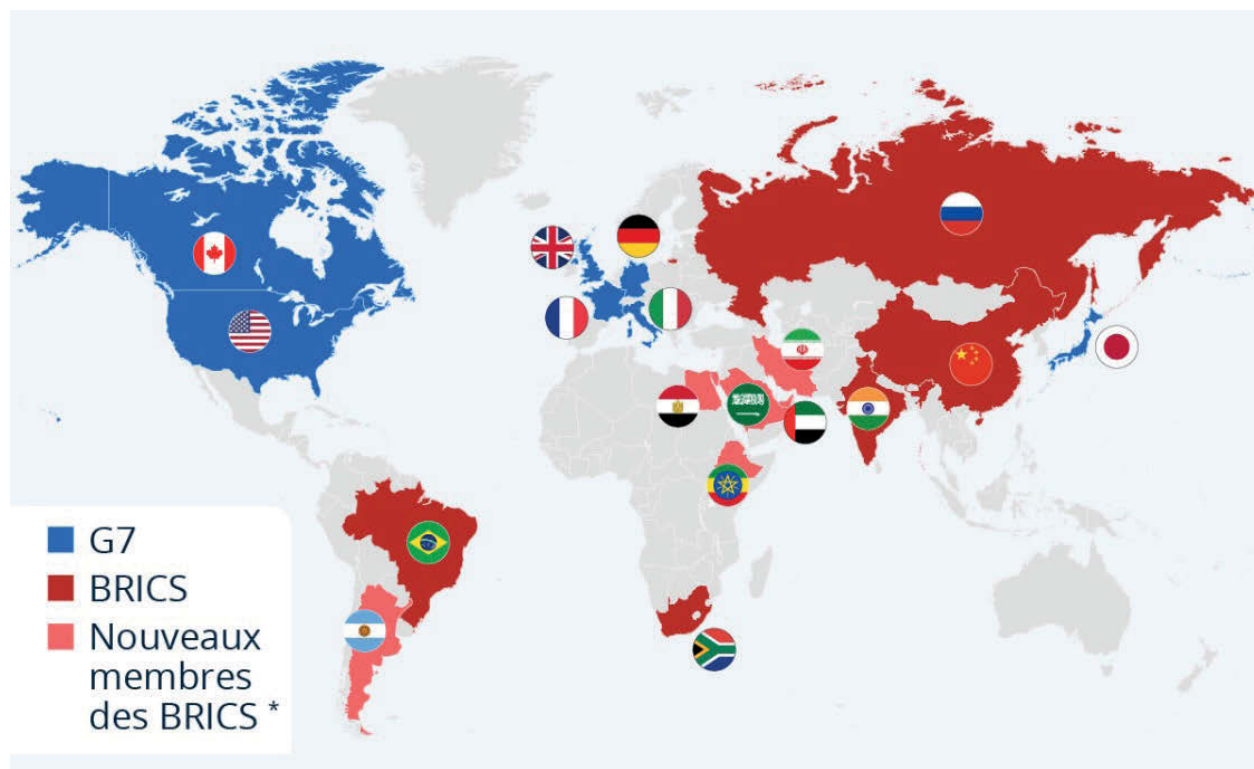
PAR ETIENNE DE GAIL

Etienne de Gail est essayiste. Il travaille depuis plusieurs années au bureau d'Hubert Védrine dont il est l'un des plus proches collaborateurs. Tribune exclusive pour *Géostratégie magazine*.

A observer le monde en ce mois de février 2024, on ne peut que constater la menace d'un triomphe du ressentiment et de ses effets pervers. Quels que soient les crises et les pays sur lesquels se pose le regard, la jalousie, la conviction d'une offense à réparer ou d'un affront à laver, la vo-

lonté de puissance, le désir de revanche ou de vengeance sont partout. Ce qui est vrai à l'échelle individuelle l'est plus encore à celle collective, qui exacerbe les vexations et les ambitions.

Face à ces défis, l'ordre global unipolaire américain - qui a souvent été un désordre maîtrisé - bâti depuis 1945, concurrent de celui soviétique



Carte mise à jour en 2024. Les pays du G7, des BRICS, et les nouveaux entrants.



Kishore Mahbubani, ancien président du Conseil de sécurité des Nations unies, parle depuis longtemps de «la parenthèse occidentale».

et déjà contesté avant la disparition de l'URSS il y a près de trente-cinq ans, n'a jamais été aussi dénigré et fragilisé.

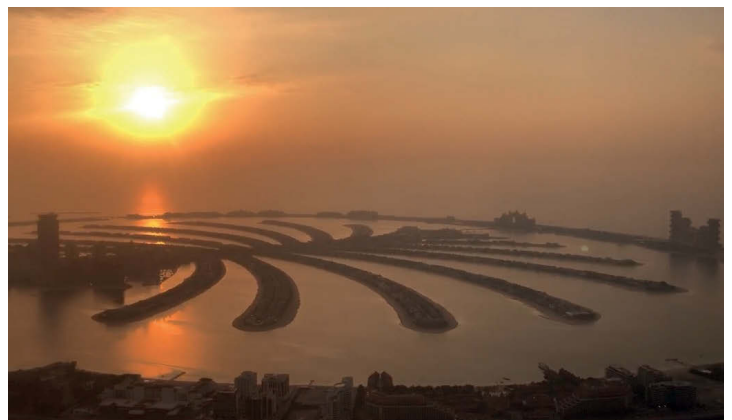
C'est que les États-Unis apparaissent aux yeux de tous comme le chef de file et le héraut d'un Occident qui, après cinq siècles d'une domination brutale et sans partage, se voit disputer le monopole de la puissance, des normes, de la richesse et du narratif. L'amenuisement de ce dernier est peut-être le plus périlleux pour les Occidentaux à l'ère du tout numérique et d'une défiance généralisée envers les anciens maîtres.

Affaiblir, dépasser ou vaincre l'Occident et son modèle semblent ainsi être devenus le mot d'ordre et le cri de rassemblement d'un Sud qui n'a de global que le nom, comme les désaccords et les déséquilibres en son sein - par exemple entre l'Inde et la Chine, ou l'Iran et son voisin saoudien - en témoignent. D'où la prolifération de discours révisionnistes sur le système international et l'hégémonie américaine, la remise en cause de frontières issues des décolonisations ou

“ ***Un Occident qui, après cinq siècles d'une domination brutale et sans partage, se voit disputer le monopole de la puissance, des normes, de la richesse et du narratif.*** ”

de l'éclatement d'empires disparus, et l'expression de griefs souvent instrumentalisés sur un passé qui ne passe pas.

Ces discours conjuguent une rancune partagée bien réelle et l'opportunité historique de la désoccidentalisation du monde. Mais ils doivent être appréhendés avec recul, et non interprétés de façon manichéenne comme le signe d'une bataille planétaire entre démocraties et États autoritaires. D'abord, parce que les dirigeants despotiques sont opportunistes et saisissent toutes les occasions pour maximiser leurs intérêts dans la compétition mondiale ; ensuite, parce que leurs dissensions, voire leur rivalité, sont innombrables, ce qui tempère le fantasme d'une amicale autoritaire dont la raison de vivre et l'objectif premier serait la promotion de la tyrannie ; enfin, parce que ceux qui dénoncent l'existence



Les Émirats arabes unis en 2023.



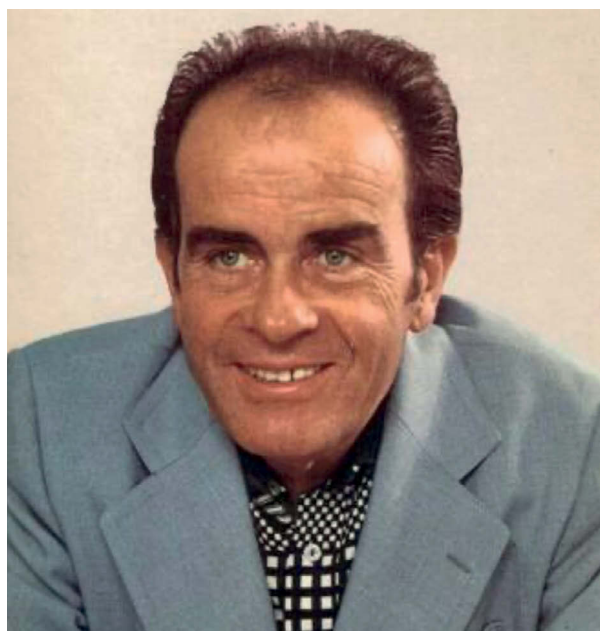
Hubert Védrine à son bureau en 2023.

d'une telle internationale autocratique se cachent bien souvent derrière cet épouvantail par peur inhibitrice et pour éviter d'avoir à penser la réinvention du modèle démocratique, qui ne pourra attirer à nouveau que par l'exemple et non par des condamnations stériles et perçues comme hypocrites.

“ ***Un Sud qui n'a de global que le nom, comme les désaccords et les déséquilibres en son sein - par exemple entre l'Inde et la Chine, ou l'Iran et son voisin saoudien - en témoignent.*** ”

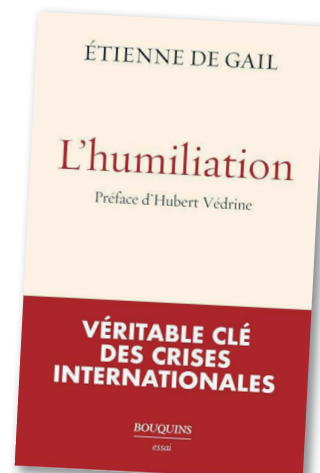
Dans cette période de relativisation de la place de l'Occident dans le monde, il est plus que jamais nécessaire de prendre en compte les critiques légitimes et de bien mesurer le danger que peuvent

incarner nos concurrents et adversaires. Sans pour autant en faire une guerre de civilisation qui, si elle n'est pas absente de leur rhétorique, recèle plutôt une valeur déclamatoire et stratégique visant à rassembler en interne et à diviser les opinions publiques des pays démocratiques. Et ce pour les éloigner de l'impératif fondamental à s'organiser pour continuer à rivaliser économiquement, industriellement, technologiquement, ainsi que sur le terrain des idées et de l'attraction. ■



Georges Marchais entretenait un rapport particulièrement fort avec l'URSS - à l'instar de nombreux politiques communistes en Europe durant la même époque.

L'humiliation, récemment paru aux éditions Bouquins a été écrit par Etienne de Gail. L'ouvrage est brillant, parfois philosophique, forcément analytique, et salué par la critique.





Max-Erwann Gastineau sur le plateau de *Ce Soir*.

LA DÉS OCCIDENTALISATION DU MONDE EST UNE CHANCE POUR L'EUROPE

PAR MAX-ERWANN GASTINEAU

Max-Erwann Gastineau est directeur affaires publiques dans l'énergie, essayiste et ancien rédacteur en chef des pages Politique de la revue *Limite*. Auteur de *L'Ere de l'affirmation* : répondre au défi de la désoccidentalisation. Tribune exclusive pour *Géostratégie magazine*.

La désoccidentalisation du monde désigne un processus entamé sous les auspices de la décolonisation, galvanisé par la mondialisation, marquant la montée en puissance politique, économique et culturelle des pays du Sud. Pays dont les atouts et la souplesse stratégique, illustrés par le multi-alignement de l'Inde ou le « non-alignement actif » du Mexique et du Brésil, forment autant de pôles de résistance à l'influence de l'Occident, y compris sur ses terrains de prédilection que sont historiquement : l'excellence technologique et les « valeurs », la prétention morale des pays de l'Ouest - contredite par la guerre en Irak, l'intervention en Lybie ou la crise financière de 2008 - à déterminer, seuls, les clés d'un ordre mondial plus juste et plus stable.



Jean-Pierre Chevènement n'était pas pour « cette » Europe...

Sous l'effet de la désoccidentalisation ou de la « sudisation » du monde, des références et des idéaux, un nouvel ordre international s'instaure, mettant fin à « l'ère de l'imitation » du modèle occidental, en perte de vitesse objective sur fond de crise des démocraties libérales (fractures sociales et civiques, déclin démographique, dépendances



Jacques Chirac, candidat de droite, parlait d'une fracture sociale

industrielles, tensions culturelles), pour entrer dans « l'ère de l'affirmation ». En psychologie, l'« affirmation de soi » désigne un style d'interaction avec les autres fondé sur le sentiment de sa propre valeur et le droit d'en revendiquer les aspérités. L'affirmation suppose donc une « conscience de soi », ou une « conscience collective » (Encel, 2022) à l'échelle d'un Etat. Elle induit, à cette échelle, la capacité à concevoir et à projeter ses intérêts singuliers. Elle préface aussi l'adhésion des populations, l'identification d'un peuple à la « cause nationale » incarnée par le décideur, les hommes ne s'accomplissant jamais de façon solitaire, rappelait Raymond Aron, mais dans *«la réalisation de valeurs nationales (...), chaque nation [donnant] un contenu propre à l'idéal»*.

En Occident, les Etats-Unis conservent une haute estime et conscience d'eux-mêmes et de leurs intérêts nationaux. Quid des Européens, condamnés à se ranger derrière la bannière « occidentale », c'est-à-dire transatlantique, au péril de leur autonomie, faute de conscience collective forte, de grands récits fédérateurs, de vision du monde propre, « européen-européenne » ? Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine,



Saddam Hussein quelques secondes avant de mourir, pendu haut et court le 30 décembre 2006.

les voix se dressent pour appeler l'Europe à intégrer le « langage de la puissance », sans lequel elle ne pourra s'affirmer, à son tour, dans un monde multipolaire où se mêlent intérêts et valeurs, racines civilisationnelles (confucéennes, hindouistes, orthodoxes...) et course à l'innovation. Mais peut-elle vraiment intégrer ce langage ?

“Un nouvel ordre international s'instaure, mettant fin à « l'ère de l'imitation » du modèle occidental, en perte de vitesse objective sur fond de crise des démocraties libérales.”

Dans *Le grand échiquier*, Zbigniew Brzezinski rappelle que la puissance, dont le maintien est la condition de la prospérité et de la sécurité nationales, exige « *un haut degré de motivation doctrinale, d'engagement intellectuel et patriotique* ». Tout ce qu'il manque à l'Europe, dont le projet et les valeurs se sont construits depuis 1945 sur le droit et l'économie, en vue de dépasser le vieux patriotisme des Etats-nations et leurs assises géohistoriques. Mais elle n'a plus le choix. Un « *there is no alternative* » géopolitique se dessine. L'Europe devra renouer avec la puissance, l'histoire, la géographie, les notions de frontières et de souveraineté, d'intérêt national et de rapport de force et, à cette fin, entamer une révolution intérieure, « *passer du temps des missionnaires au temps des monastères* », résume Ivan Krastev, pour « *bâtir une enclave alternative* », à la fois plus soucieuse de préserver la cohésion de ses propres nations, mises à mal par une « ouverture » économique et culturelle irraisonnée, et d'intégrer la diversité du monde, les contours d'un environnement géostratégique inédit, mettant fin à 400 ans de domination sans partage de l'Occident. ■

MISE EN LUMIÈRE DE LA FINANCE DE L'OMBRE ; COMPRENDRE LE "SHADOW BANKING"

LBRFinances (partenaire officiel de *Géostratégie* magazine) livre ici un dossier didactique et sans fard pour comprendre le visage contemporain de la finance.

Les investisseurs se ruent sur les liquidités, craignant une récession plus tard dans l'année.

Warren Buffett remplit les coffres et rachète ses actions 🤖

En assemblée générale, le fondateur de Berkshire Hathaway a critiqué la gestion de la crise bancaire par les autorités. Le profit opérationnel du groupe a encore crû de 13 % au premier trimestre, mais 2023 sera moins favorable que 2022.

D'ailleurs même Warren Buffett qui a récemment présenté les résultats du conglomerat Berkshire Hathaway pour le premier trimestre de 2023 a continué de remplir son coffre fort dont la pile de cash s'élève désormais à 130,6 milliards de dollars !

Ces investisseurs versent, entre autres, des milliards et des milliards de dollars dans des placements équivalents à des liquidités tels que des fonds du marché monétaire.

Or, aussi paradoxal que cela puisse paraître, depuis maintenant plusieurs années, chaque fois que l'on expérimente de nouvelles tensions au sein du système financier, provoquant la faillite de banques et de nombreux problèmes d'ordre économique, ce que l'on appelle couramment les fonds du marché monétaire, ou Money Market Mutual Funds en anglais, font la une des journaux économiques et financiers.

Certains l'ont peut être déjà oublié ou ne le sa-

Part I Financial Information
Item 1. Financial Statements
BERKSHIRE HATHAWAY INC.
and Subsidiaries
CONSOLIDATED BALANCE SHEETS
(dollars in millions)

	March 31, 2023	December 31, 2022
	(Unaudited)	
ASSETS		
Insurance and Other:		
Cash and cash equivalents*	\$ 23,805	\$ 32,260
Short-term investments in U.S. Treasury Bills	103,869	92,774
Investments in fixed maturity securities	22,566	25,128
Investments in equity securities	328,161	308,793
Equity method investments	26,403	28,050
Loans and finance receivables	23,144	23,208
Other receivables	45,674	43,490
Inventories	25,499	25,366
Property, plant and equipment	21,208	21,113
Equipment held for lease	15,674	15,584
Goodwill	50,997	51,522
Other intangible assets	30,001	29,187
Deferred charges - retroactive reinsurance	9,699	9,870
Other	19,729	19,657
	<u>746,429</u>	<u>726,002</u>
Railroad, Utilities and Energy:		
Cash and cash equivalents*	2,942	3,551
Receivables	6,814	4,795
Property, plant and equipment	168,973	160,268
Goodwill	32,505	26,597
Regulatory assets	5,557	5,062
Other	33,852	22,190
	<u>250,643</u>	<u>222,463</u>
	<u>\$ 997,072</u>	<u>\$ 948,465</u>

* Includes U.S. Treasury Bills with maturities of three months or less when purchased of \$3.6 billion at March 31, 2023 and \$2.6 billion at December 31, 2022.

See accompanying Notes to Consolidated Financial Statements

Part I Financial Information
Item 1. Financial Statements
BERKSHIRE HATHAWAY INC.
and Subsidiaries
CONSOLIDATED BALANCE SHEETS
(dollars in millions)

	\$23,805 + \$103,869 + \$2,942 = \$130,616	March 31, 2023	December 31, 2022
		(Unaudited)	
ASSETS			
Insurance and Other:			
Cash and cash equivalents*	\$ 23,805	\$ 32,260	
Short-term investments in U.S. Treasury Bills	103,869	92,774	
Investments in fixed maturity securities	22,566	25,128	
Investments in equity securities	328,161	308,793	
Equity method investments	26,403	28,050	
Loans and finance receivables	23,144	23,208	
Other receivables	45,674	43,490	
Inventories	25,499	25,366	
Property, plant and equipment	21,208	21,113	
Equipment held for lease	15,674	15,584	
Goodwill	50,997	51,522	
Other intangible assets	30,001	29,187	
Deferred charges - retroactive reinsurance	9,699	9,870	
Other	19,729	19,657	
	<u>746,429</u>	<u>726,002</u>	
Railroad, Utilities and Energy:			
Cash and cash equivalents*	2,942	3,551	
Receivables	6,814	4,795	
Property, plant and equipment	168,973	160,268	
Goodwill	32,505	26,597	
Regulatory assets	5,557	5,062	
Other	33,852	22,190	
	<u>250,643</u>	<u>222,463</u>	
	<u>\$ 997,072</u>	<u>\$ 948,465</u>	

* Includes U.S. Treasury Bills with maturities of three months or less when purchased of \$3.6 billion at March 31, 2023 and \$2.6 billion at December 31, 2022.

See accompanying Notes to Consolidated Financial Statements

vaient pas, mais lorsque la crise des subprimes a éclaté en 2007, ce sont justement ces fonds du marché monétaire qui se sont retrouvés face à ce que l'on pourrait assimiler à une sorte de panique bancaire. Aujourd'hui encore, les problèmes que les banques américaines expérimentent en cette année 2023 entretiennent une relation particulièrement étroite avec ce type de fonds et les références dans les journaux spécialisés refont surface. Or, pour mieux comprendre la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement, il est tout simplement primordial de comprendre le fonctionnement et les caractéristiques de ce type de véhicule ! Qu'en est-il concrètement ?

Glass Steagal Act, réglementation Q et MMMF

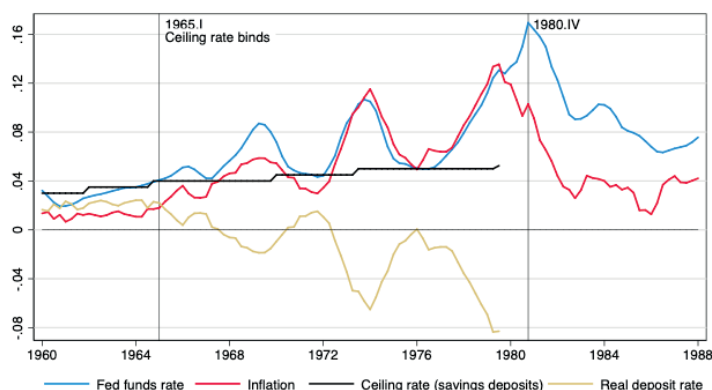
De manière générale, les fonds du marché monétaire sont une alternative aux dépôts bancaires. Cette alternative bien connue dans le monde financier reste pourtant plus ou moins méconnue du grand public.

De ce fait, par nature, ces fonds sont en concurrence directe avec le secteur bancaire traditionnel, concurrence qui gagne de plus en plus de terrain et semble accaparer des parts de marché toujours plus grandes faisant tomber comme des dominos les banques les moins solides et notamment les banques régionales aux États-Unis.

La question que l'on peut légitimement se poser est donc : pourquoi et comment ces véhicules sont-ils apparus ?

En fait, les fonds du marché monétaire sont devenus à la mode au cours des années 70 comme alternative aux dépôts bancaires traditionnels à cause de l'interdiction des banques de payer des taux d'intérêt élevés dans un environnement inflationniste.

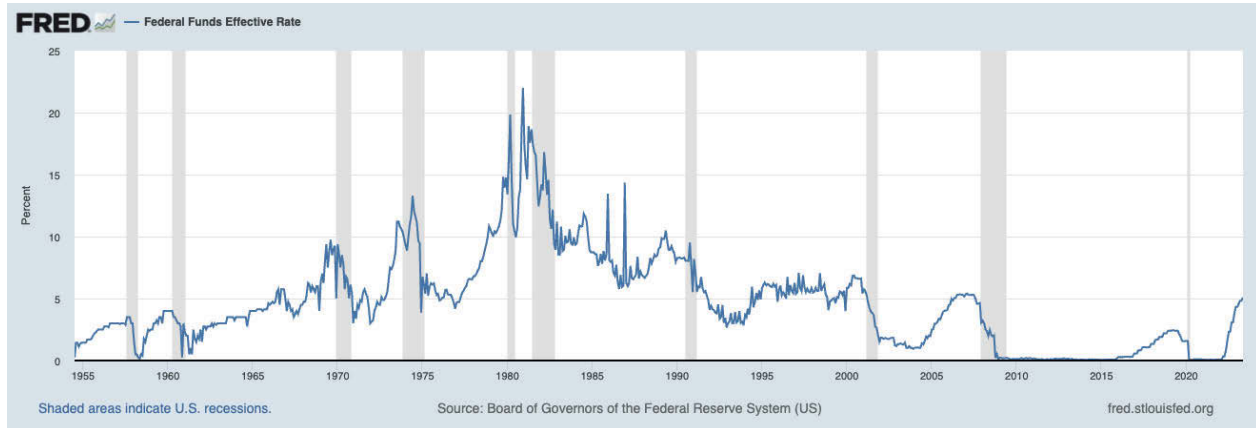
Il faut remonter à ce que l'on a appelé à l'époque, la Réglementation Q qui est une réglementation américaine créée dans le cadre de la loi Glass-Steagal Act en 1933 durant la Grande Dépression. Cette réglementation se déclinait sous la forme de deux mesures visant, d'une part, à interdire aux banques de verser des intérêts sur les dépôts à vue de leurs clients, c'est-à-dire les comptes courants traditionnels, et, d'autre part, à plafonner les taux d'intérêt payés sur les dépôts à terme, c'est-à-dire les comptes d'épargne plus ou moins "bloqués".



Il faut reconnaître que l'environnement qui a suivi la mise en place de cette disposition n'a pas causé immédiatement des problèmes au secteur bancaire.

En effet, à l'exception de la Seconde Guerre Mondiale, entre le début des années 50 et le début des années 70, l'environnement inflationniste était plutôt stable, permettant aux taux d'intérêt d'être relativement bas, ce qui ne portait pas nécessairement atteinte aux banques qui de toute manière se voyaient limitées dans leur capacité à payer des intérêts sur les dépôts de leurs clients.





Cela est assez logique puisqu'en fin de compte, pour qu'un plafonnement de prix puisse poser problème, il faut que le prix du marché soit supérieur au prix plafond, sinon la mesure n'a aucun effet.

Ce serait comme dire, il est interdit de vendre une baguette de pain à plus de 10 euros l'unité alors que, dans la pratique, sauf exception pour le pain de luxe peut-être, aucune boulangerie ne vend du pain à plus de 10 euros la baguette ! Il fallait donc attendre que l'inflation redémarre et que les taux d'intérêt augmentent, afin de lutter contre l'inflation, pour que les méfaits de cette réglementation deviennent perceptibles. Les problèmes de la réglementation Q sont donc apparus à partir des années 70, années durant lesquelles l'inflation recommençait à atteindre des niveaux à deux chiffres.

Sur le plan économique, les années 70 sont d'ailleurs marquées par l'apparition d'une situation de stagflation, c'est-à-dire une période de stagnation économique et des chiffres d'inflation élevés ce qui, d'un point de vue des théories keynésiennes, était censé être impossible.

Tout comme la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement, la Réserve Fédérale Américaine se trouve ainsi dans l'obligation d'adopter des mesures de politique monétaire restrictive au travers de hausses de taux d'intérêt afin d'endiguer la hausse inflationniste qui ne retombera à des niveaux convenables qu'une dizaine d'année plus tard.

Le problème c'est que, dans le même temps, les citoyens souhaitent non seulement profiter de cette hausse des taux pour ainsi mieux rémunérer leur épargne, mais aussi et surtout, ils souhaitent se protéger contre l'inflation.

Néanmoins, étant donné que les banques ne pouvaient pas payer d'intérêts à leurs déposants en raison de la réglementation Q, les épargnants ont commencé à chercher de nouvelles alternatives.

De ce fait, pour y remédier et éviter de perdre des clients, les banques ont mis en place diverses stratégies pour contourner l'interdiction, en offrant des cadeaux à leurs clients, en leur permettant de profiter de services bancaires à faibles coûts, voire gratuitement ou encore, en octroyant des crédits à taux réduits pour les personnes détenant des comptes spécifiques chez ces entités financières.

En d'autres termes, devant l'impossibilité d'offrir des taux d'intérêt explicites en raison de la réglementation Q, les banques ont proposé le paiement de taux d'intérêt implicites sous une forme différente à la traditionnelle.

Cependant, ce mode de fonctionnement a ses limites et à la fin des années 1960, avec la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt à court terme, les paiements en nature des banques ne suffisaient plus à attirer les fonds des clients.

Cela a donc eu pour conséquence d'obliger les directeurs de banques à développer de nouvelles solutions et c'est en 1974, que sont créés

les NOW accounts, acronyme anglais de “Negotiable Order of Withdrawal”, que l’on pourrait traduire par Compte d’Ordre de Retrait Négociable. Les comptes NOW sont une forme de dépôt à vue classique mais qui, grâce à l’ingénierie financière, sont passés outre l’interdiction de paiement d’intérêts de la réglementation Q.

Néanmoins, là encore, l’État est venu fourrer son nez avec cette fois-ci un plafonnement de la rémunération à 5 pour cent jusqu’en 1986, date à laquelle la plupart des limites de taux d’intérêt ont été supprimées et jusqu’en 2011, date à partir de laquelle la réglementation Q a purement et simplement été abrogée.

Comme on peut le voir sur le graphique à l’écran, tout au long des années 70 et des années 80, le principal taux directeur de la Réserve Fédérale Américaine était supérieur à la limite des 5 pour cent imposée aux comptes NOW.

Arrivé à ce stade, on est en mesure de mieux comprendre comment les politiciens ont littéralement détruit les banques traditionnelles et ont contribué au développement de ce que l’on appelle en finance le Shadow Banking ou banque dans l’ombre en français. Visionner l’échange entre Tom Benoit et Alain Madelin à propos du shadow banking (extrait TV5Monde repris sur la chaîne YouTube de Géostratégie magazine) NDLR.

En effet, compte tenu du plafonnement des taux d’intérêt, dans un environnement d’inflation galopante, portant préjudice avant tout aux épargnants et donc, par voie de conséquence aux banques, les fonds monétaires sont devenus une alternative aux dépôts bancaires.

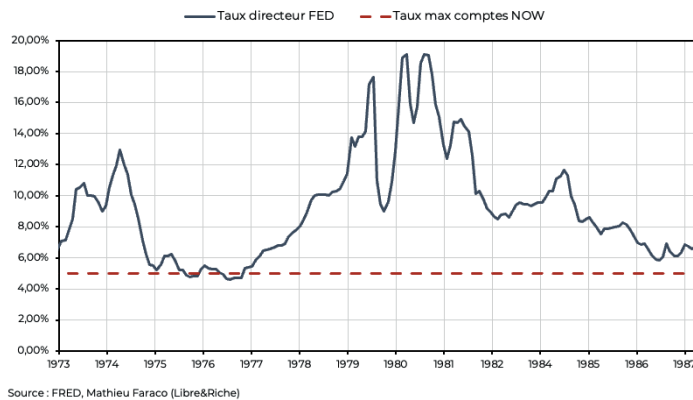
Pourtant, il convient de rester conscient que les fonds du marché monétaire ressemblent plus à des fonds d’investissement traditionnels, que l’on appelle OPCVM, pour Organismes de Placement Collectifs à Valeur Mobilières, qu’à des banques classiques.

Par conséquent, dans la mesure où lorsque l’on place de l’argent dans ce type de véhicule, l’épargnant ne possède pas un compte courant comme cela est le cas avec la banque, il est légitime de considérer qu’il ne s’agit pas d’un substitut parfait aux dépôts bancaires et donc que la concurrence n’est pas totale.

Et pourtant... En réalité, les fonds du marché monétaire ont des caractéristiques uniques qui les rendent très similaires aux dépôts.

Pour mieux comprendre, il est possible de se focaliser sur la NAV, acronyme anglais de Net Asset Value, ou valeur liquidative en français. Pour faire simple, la valeur liquidative correspond à la valeur estimée d’un véhicule d’investissement valorisé au prix du marché à un moment précis.

Autrement dit, comme son nom l’indique, c’est la valeur que l’on obtiendrait si l’on devait liquider le fonds, c’est-à-dire le fermer, en vendant les actifs et en remboursant les dettes pour ensuite récupérer l’argent.



Autrement dit, l’énième tentative de la part des banques pour attirer les fonds de client était vaine, ce qui a une nouvelle fois poussé l’ingénierie financière guidée par la créativité humaine, toujours en avance sur le régulateur, à créer une alternative à la répression financière imposée par Washington : c’est à ce stade que les fonds du marché monétaire ont gagné en popularité et s’est développée la banque dans l’ombre.

Banques VS MMMF : l’émergence du Shadow Banking

Le résultat est ensuite réparti entre les différents propriétaires du fonds, c'est-à-dire les actionnaires.

On peut donc facilement calculer la NAV au travers de cette formule, ce qui correspond étroitement à ce que l'on appelle valeur comptable pour les entreprises traditionnelles.

$$\text{NAV} = \frac{(\text{Actifs} - \text{Passifs})}{\text{Nombre d'actions}}$$

La valeur liquidative des fonds est mise à jour périodiquement et dès que la valeur des actifs et des passifs augmente ou diminue, la valeur des actions de ce fonds changera également.

Là encore, on voit que, dans la mesure où la valeur liquidative évolue constamment, un fonds d'investissement ne semble pas être la meilleure alternative aux dépôts bancaires.

En effet, dans le cas des banques traditionnelles la valeur est pour ainsi dire "bloquée".

Si un individu dépose 1.000 dollars dans une banque, a priori, la valeur nominale du compte bancaire sera toujours de 1.000 dollars et non 950 ou 1.100 dollars. Et c'est là qu'intervient la particularité des fonds du marché monétaire : leur valeur liquidative est bloquée à 1 dollar. C'est-à-dire que chaque part du fonds commun de placement vaut exactement un dollar.

Si le fonds commun de placement réalise un profit, la valeur liquidative reste bloquée à 1 dollar et la différence est versée sous forme d'intérêts. Si, à l'inverse, le fonds d'investissement enregistre des pertes, tant qu'elles ne sont pas importantes, la valeur liquidative reste bloquée à 1 dollar également.

Autrement dit, chaque dollar versé à un fonds du marché monétaire vaut exactement un dollar. Ce n'est que lorsque les investissements du fonds les rendent suffisamment mauvais que la parité avec le dollar est rompue : l'expression utilisée en finance pour dire que la NAV casse

la parité avec le dollar est "breaking the buck".

Ainsi, dans la pratique, en "bloquant" la valeur liquidative à 1 dollar, les fonds du marché monétaire sont en concurrence directe avec le système bancaire traditionnel.

En fin de compte, chaque part du fonds a une valeur bloquée d'un dollar de la même manière qu'un dépôt bancaire a sa valeur "bloquée" en termes de dollars. Si je dépose 1.000 dollars dans un fonds du marché monétaire, je me retrouve avec 1.000 parts d'une valeur unitaire d'un dollar. Le mécanisme est donc assez similaire avec le fonctionnement d'un compte bancaire.

Comment Washington a détruit les banques traditionnelles

De plus et pour couronner le tout, les particularités spécifiques aux comptes bancaires et aux parts de fonds du marché monétaire font qu'avec la réglementation Q, Washington a littéralement détruit les banques.

En effet, comme nous avons eu l'occasion de le voir à plusieurs reprises, l'argent déposé dans une banque ne nous appartient pas, nous ne possédons non pas un titre de propriété mais une créance vis-à-vis de la banque. Les dépôts d'une banque sont donc une dette que l'entité a vis-à-vis de ses clients et cette dernière s'engage à les rembourser lorsque ces derniers le lui réclame.

Or, dans le cas des parts d'un fond du marché monétaire, il s'agit bel et bien de titres de propriété, que l'on pourrait assimiler à des actions. Il ne s'agit donc pas de titres de dettes.

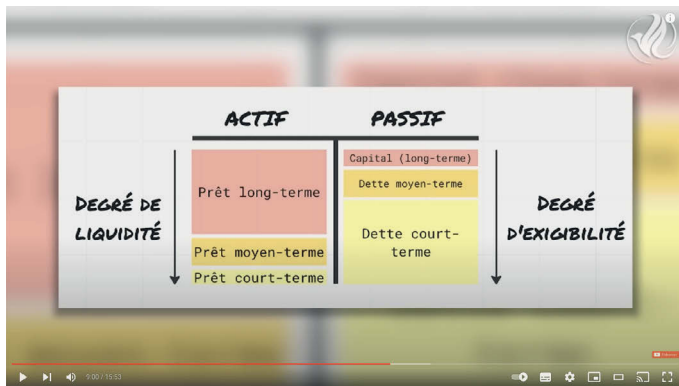
L'un des avantages des dépôts bancaires aux États-Unis, c'est que, contrairement aux parts des fonds du marchés monétaires, ils sont garantis par le Fonds de Garantie des Dépôts jusqu'à 250.000 dollars, montant qui est de 100.000 euros au sein de la zone euro.

Les parts de fonds monétaires, n'étant pas des dépôts, elles ne sont garanties par aucun organisme public. Si le fonds du marché monétaire investi mal, les investisseurs pourraient perdre toutes leurs économies.

Néanmoins, fait intéressant, les fonds du marché monétaire qui ont “broke the buck” se comptent sur les doigts d’une main et généralement, même dans une telle situation, les investisseurs ont récupéré la quasi-totalité de leur argent.

Finalement, en ce qui concerne la business model des deux types d’entités financières, tandis que les banques se trouvent avec un bilan déséquilibré et donc particulièrement risqué, le bilan d’un fonds du marché monétaire est équilibré et, en principe, particulièrement sain.

En effet, dans une précédente vidéo (disponible sur la chaîne YouTube de notre partenaire Libre&Riche, NDLR) j’avais expliqué que les banques investissent à long-terme, sur plusieurs décennies, en se finançant à très court-terme, sur des durées extrêmement courtes.

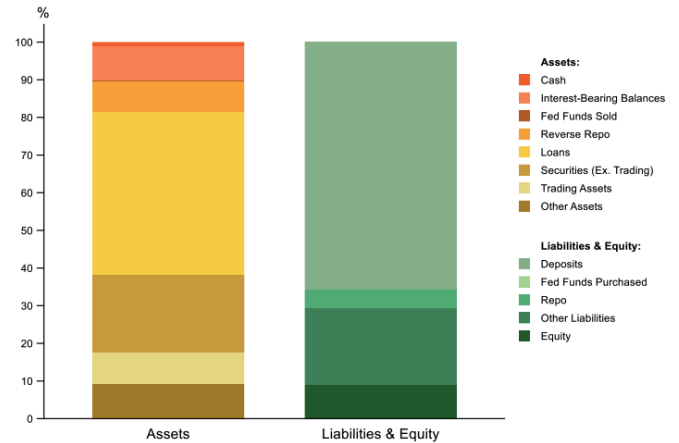


D’ailleurs, cela s’observe très facilement sur cette représentation du bilan des banques américaines. À titre illustratif, plus de 44 % des investissements des banques sont des investissements sous la forme de prêts majoritairement à long-terme financés par des dépôts à très court-terme.

Les fonds du marché monétaire quant à eux ne sont ni plus ni moins que des fonds d’investissement dont la politique est de placer l’argent des épargnants dans des actifs à très court-terme et présentant très peu de risques de façon à ce que les investisseurs puissent récupérer leur argent en vendant leurs parts du fonds très rapidement et sans enregistrer de perte en capi-

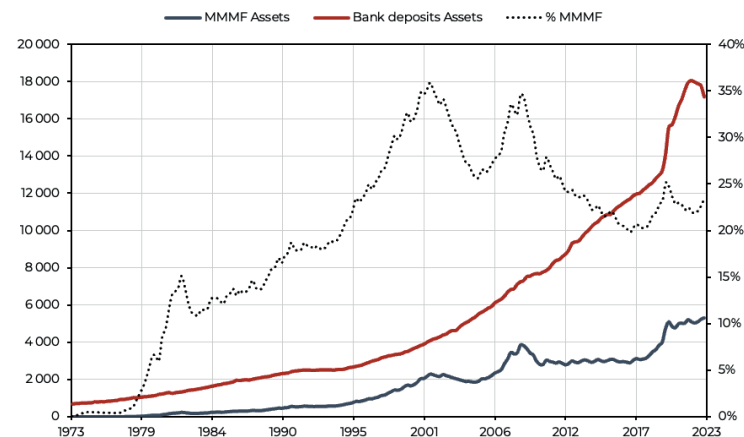
tal tout en obtenant un certain rendement sur l’argent placé.

Balance Sheet Composition, Percent of Assets, Current Quarter



C’est l’une des raisons pour lesquelles ces fonds sont particulièrement stables. De plus, le risque de taux d’intérêt, c’est-à-dire la variation de la valeur des actifs due aux variations des taux d’intérêt, est un risque qui affecte fortement les actifs du secteur bancaire et a un impact très limité sur les actifs des fonds monétaires.

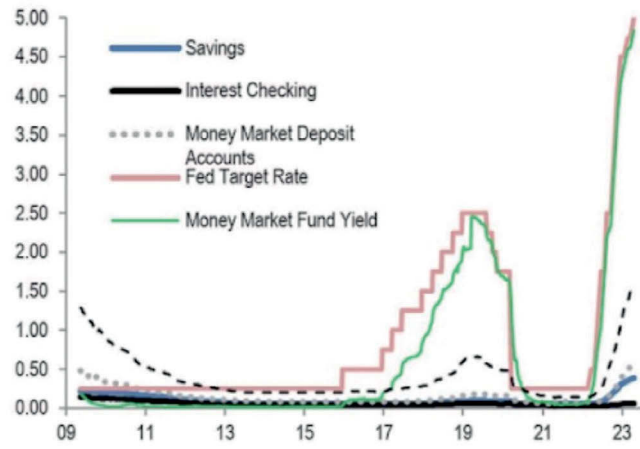
Compte tenu de ce que l’on vient de voir et comme l’illustre ce graphique, les fonds mo-



Source : FRED, Mathieu Faraco (Libre&Riche)

nétaires ont connu une forte croissance peu de temps après leur création accaparant plus de

Figure 11: US Money Market Fund yields vs US bank deposit rates

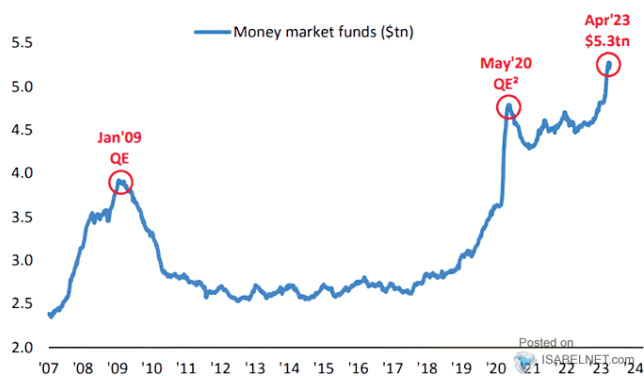


Source: FIDIC, J.P. Morgan.

15% des parts du marché en l'espace de quelques mois jusqu'à atteindre les 35 % en 2001 et 2008. La baisse des taux qui s'est suivie après la crise

Chart 16: Another week of MMF inflows, after last week's outflow

Money market fund assets (\$tn)



Source: BofA Gloal Investment Strategy, Bloomberg

des subprimes leur a fait perdre en attractivité, toujours est-il que, désormais, avec la hausse de l'inflation et la remontée des taux d'intérêt, il redevient pertinent d'opter pour ces véhicules de placement et d'ailleurs les encours ne cessent de croître depuis plusieurs mois !

Finalement, on comprend que la situation dans laquelle le système financier se trouve aujourd'hui n'est aucunement dû à un capitalisme sauvage qui serait coupable de vouloir toujours

privilégier le profit au détriment d'une prise de risque inconsidérée mais bel et bien à une répression financière et monétaire au travers de la réglementation qui a mis en exergue ses limites à partir des années 70 poussant à l'émergence d'alternatives aux banques.

Cette même réglementation qui est responsable de la création du shadow banking et qui, dans le même temps, cherche désormais à lutter contre ce système dont elle est à l'origine.

Aujourd'hui, ces alternatives, qui étaient presque tombées dans l'oubli, suite à la décennie de taux bas, refont surface et pourraient bien porter le coup de grâce aux banques qui se trouvent en extrême difficulté...

L'enfer est pavé de bonnes intentions et, parfois, il est intéressant d'étudier l'histoire pour mieux comprendre le présent et mieux se positionner vis-à-vis du futur ! ■

Retrouvez chaque semaine une analyse de Mathieu Faraco sur la chaîne YouTube de LBRFinances "Libre&Riche". Contenus réguliers produits avec *Géostratégie magazine*.

LA CROISSANCE RUSSE ET LES RÉCENTES RÉVISIONS

PAR JACQUES SAPIR

Dans cette tribune commandée pour *Géostratégie magazine*, Jacques Sapir fait le point sur la situation économique de la Russie. Jacques Sapir est directeur d'études, et entre autres, enseignant à l'école de Guerre. Exclusif.

Les derniers résultats publiés par l'agence statistique russe, le FSGS dit aussi ROSSTAT, du 8 février 2024 ont conduit à des modifications non négligeables des données économiques. Le PIB de la Russie a été revu à la hausse pour 2022 et ROSSTAT annonce qu'une révision analogue pourrait survenir quant aux résultats de 2023. Les révisions pour 2022 ont été validées par le FMI qui intègre désormais la révision à la hausse de ROSSTAT. Il faut donc s'interroger sur la source de ces révisions et leur crédibilité. Or, on trouve dans l'ensemble des données fournies par le FSGS des éléments qui confirment une tendance à la sous-estimation des données, tendance qui se traduit alors, mécaniquement, par des révisions à la hausse.

Pourquoi de telles révisions ?

Les révisions ont été importantes, surtout sur 2022 où elles atteignent 0,9% du PIB. Elles se-

raient de l'ordre de 0,4% du PIB pour 2023. Il n'est cependant pas rare qu'un système statistique national soit amené à corriger ses données après la publication initiale. Des rectifications de l'ordre de 0,5% à 1,0% du PIB ont d'ailleurs été observées que ce soit à l'INSEE ou dans les statistiques fournies par le *Bureau of the Census* des États-Unis. La correction par rapport aux estimations faites « à chaud » ne doit pas donc surprendre.

Pour en comprendre la cause, il faut rappeler quelques principes méthodologiques quant aux données de comptabilité nationale calculées par les systèmes nationaux de statistiques.

1. Les données fournies dans un délai allant de 4 à 6 semaines après l'expiration d'une période (données trimestrielles de l'INSEE, données mensuelles du FSGS) sont en réalité des estimations, réalisées sur la base d'un modèle économétrique. Il ne s'agit nullement de chiffres « définitifs ». Seuls quelques chiffres peuvent

Table 1
Les rectifications et leur ampleur

Croissance du PIB	Pour 2022	Pour 2023
Anciennes données	-2,1%	3,6%
Potentielles nouvelles données	-1,2%	4,0%
Écart	0,9%	0,4%

être considérés comme « définitifs ». Ils sont intégrés dans le modèle qui estime alors un résultat global. Une marge d'erreur, plus ou moins importante selon le modèle, doit toujours être prise en compte.

“ Dans le cas de la Russie, une source d'erreur pour 2022 semble avoir été l'allongement des délais de paiement pour les industries exportatrices (Gaz, Pétrole, Chimie...) ”

2. Le PIB est construit comme la somme des valeurs ajoutées produites dans une période donnée (1 mois, 1 trimestre, 1 an, etc...). Cela implique de connaître, pour chaque secteur d'activité (industrie, agriculture, construction, services), le total des chiffres d'affaires et le total des consommations intermédiaires. Or, ces deux données ne sont en général disponibles dans les déclarations fiscales des entreprises que dans un délai d'un an ou plus. Des enquêtes sont donc réalisées sur une partie de la période donnée, et les chiffres introduits dans le modèle sont estimés à partir du résultat de ces enquêtes. Mais, pour que les estimations soient fiables, encore faut-il que (a) les enquêtes soient réellement représentatives des dynamiques du secteur et (b) que la période sur laquelle elles ont été réalisées le soit aussi par rapport à la même période de l'année précédente (les données sont calculées en glissement annuel en général). Par exemple, l'INSEE a annoncé qu'au mois de décembre 2023 la production industrielle aurait augmenté de 1,2% en France, tout en annonçant que le fait que les vacances de la Noël s'étaient sur décembre et janvier ne permettait pas une comparaison immédiate avec décembre 2022.

De fait, le chiffre de 1,2% sera certainement revu à la baisse dans une publication ultérieure car le nombre de jours travaillés en décembre 2023 a été plus grand que celui de 2022.

Ces problèmes sont récurrents. Ils ne sont pas propres à l'économie russe mais à toutes les économies. À cela s'ajoutent des problèmes spécifiques.

Dans le cas de la Russie, une source d'erreur pour 2022 semble avoir été l'allongement des délais de paiement pour les industries exportatrices (Gaz, Pétrole, Chimie...), délais qui ont conduit à retarder la prise en compte du chiffre d'affaires réel de ces industries. Ce problème avait été soulevé par un collègue russe, Sergeï Blinov¹. Ce collègue signalait des divergences entre le montant des ventes tels qu'ils étaient comptabilisés à l'étranger et les dates d'enregistrement par le système des douanes russes, dont les données sont utilisées par le FSGS. Mais, il semble que le problème ait été plus général. Le recours par la Russie à des « importations grises », autrement dit des importations transitant par un pays tiers, a souvent retardé la prise en compte des chiffres exacts des imports ou a conduit, dans le doute, le FSGS à leur attribuer un prix qui s'est révélé excessif. Au CEMI-CR451 nous avons utilisé une hypothèse de hausse des prix de ces importations de l'ordre de +15%², hypothèse qui s'est avérée être excessive. De même, le « discount » sur les prix du pétrole vendu à des clients comme l'Inde a été exagéré, ce qui a conduit à une révision à la hausse du chiffre d'affaires. Or, si le prix des intrants est moins élevé qu'estimé, la valeur ajoutée, calculée par soustraction des intrants au chiffre d'affaires (qui, lui, est nettement mieux connu...) augmente, et donc le PIB avec. De même, si le chiffre d'affaires (à l'exportation) est plus élevé, pour des intrants constants, la valeur ajoutée augmente aussi...

Ces problèmes sont très liés à la perturbation dans les relations commerciales induites par les

sanctions. La marge d'erreur des estimations fournies par le FSGS n'a pas été bien estimée, que ce soit pour 2022 ou pour 2023. Cela explique l'ampleur des corrections actuellement faites.

Quelle est l'ampleur de la croissance russe ?

La croissance de la Russie semble donc avoir été encore plus spectaculaire que ce que l'on pouvait en dire sur la base des données du FSGS. Le PIB aurait donc cru par rapport à 2021 de 2,97% au total, soit 1,47% par an, soit à un rythme plus élevé que dans la période allant de 2013 à 2019, période qui fut marquée par la première vague de sanctions occidentales, où la croissance moyenne n'avait été que de 1,07%. Ceci est naturellement impressionnant pour un pays qui est actuellement sous un peu moins de 18 000 mesures de sanctions économiques appliquées par les pays occidentaux, ou de ce qu'il convient d'appeler comme les russes « l'Occident collectif ».

Il est compréhensible que de tels résultats prennent certains à contre-pied.

“ **La Russie a donc bien digéré le choc des sanctions. Mais, l'impression de forte hausse en 2023 est aussi en partie le produit d'un effet de base induit par la contraction de 2022.** ”

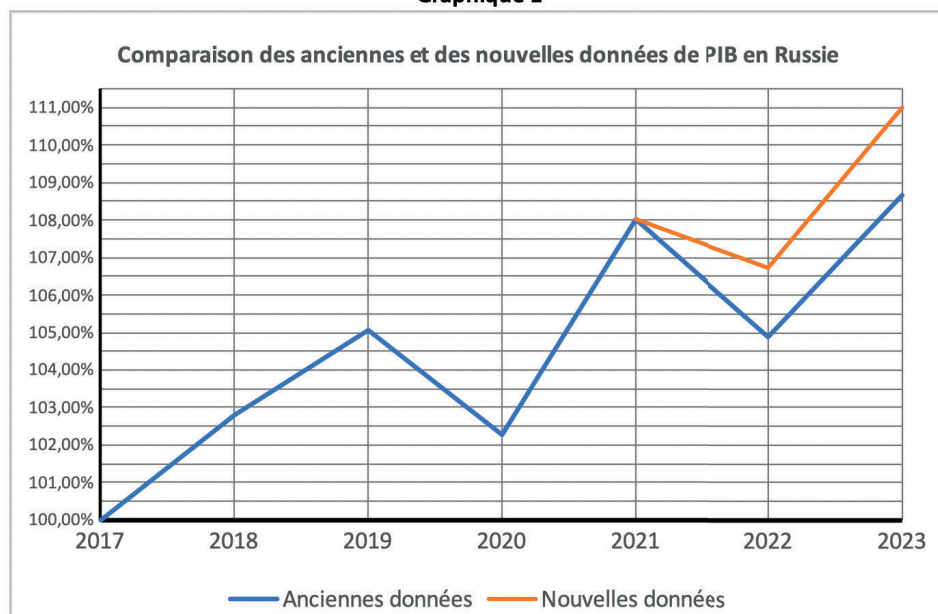
Dans les administrations, comme dans la presse, la « croyance » en un effondrement de l'économie russe a perduré longtemps, et même beaucoup trop longtemps. Cela a engendré une sous-estimation de la capacité russe à financer les opérations militaires en Ukraine, à rééquiper son armée et à maintenir un consensus social de haut niveau.

En février 2023 on pouvait encore lire une description tout à fait catastrophiste de la situation économique en Russie sous la plume de Adrian Schmith, Hanna Sakhno, deux économistes de la Banque Centrale Européenne³.

On se contentera ici de rappeler que le Fond Monétaire International, qui surveille de manière régulière le système des comptes nationaux russes (comme ceux de tous les pays membres) a validé la révision des chiffres de croissance pour 2022 et qu'il validera sans doute celle pour 2023 quand le FSGS publiera ses données complètes.

La Russie a donc bien digéré le choc des sanctions. Mais, l'impression de forte hausse en 2023 est aussi en partie le produit d'un effet de base in-

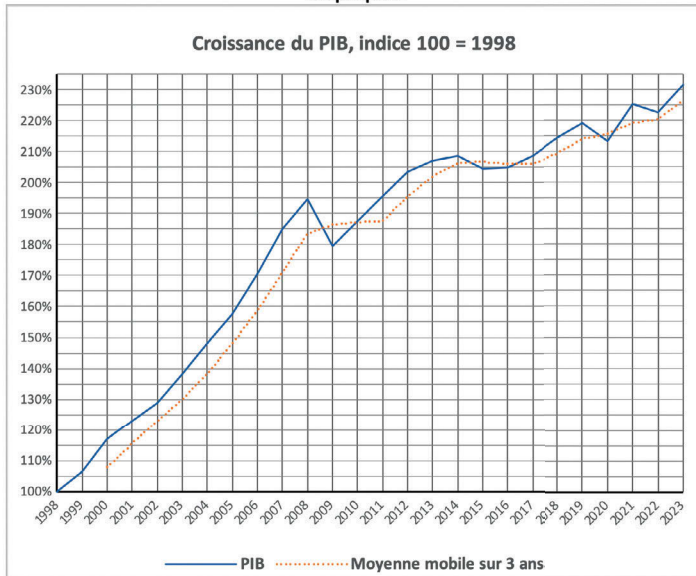
Graphique 1



Source : FSGS

duit par la contraction de 2022. C'est le résultat de l'usage de données en glissement annuel, autrement dit calculées en pourcentage du même mois de l'année précédente. Si ce mois a été marqué par une forte baisse, il est logique que le mois de l'année suivante puisse être marqué par une forte hausse, mais qui ne correspondra en réalité qu'à la récupération du niveau antérieur. Si l'on veut se faire une idée plus juste de la croissance en Russie, il convient de rapporter les chiffres actuels non à 2022 mais à 2021. Il convient aussi de mettre les données actuelles en perspective plus historique, et en particulier pour les données du PIB.

Graphique 2



Source: FSGS, données rectifiées

Ce que l'on constate si l'on regarde la croissance du PIB réel de la Russie depuis 1998 c'est globalement une croissance forte qui ne s'est interrompue que dans deux occasions, comme on peut le voir avec l'utilisation d'un « lisseur » de données (une moyenne mobile sur trois ans). Le premier épisode d'interruption de la croissance a eu lieu entre 2008 et 2011, du fait des conséquences de la crise financière internationale (la « crise des subprimes »). La Russie ne retrouve son PIB de 2008 que dans le cours de

l'année 2011. Le second épisode correspond à la première vague de sanctions occidentales, sanctions prises en 2014 et 2015. Là encore, on a une stagnation d'environ 3 ans, le PIB de la Russie ne retrouvant son niveau de fin 2014 que dans le cours de l'année 2017.

Le choc de la crise engendrée par la COVID-19 est quant à lui certes violent, mais de courte durée, et suivi d'une phase de récupération très rapide. Il n'affecte pas la moyenne mobile triennale alors que cela avait été le cas en 2008-2011 et 2014-2017. Pour les sanctions prises en 2022, les données rectifiées montrent un choc de bien moins grande amplitude que celui de la crise COVID ou celui de la crise financière, mais aussi de bien moins longue durée. Le redémarrage de l'économie se fait bien plus rapidement que dans les crises de 2008-2011 et de 2014-2017, mais correspond plus à la dynamique de l'économie telle que l'on avait pu la connaître après la crise de la COVID et les confinements.

La croissance de l'industrie manufacturière et son contenu

Compte tenu de l'ampleur des chiffres de croissance pour 2023 dans l'industrie manufacturière, on compare ici ces chiffres avec ceux de

Tableau 2
Classement des branches par taux de croissance

	Croissance moyenne sur 12 mois de 2023	Croissance moyenne sur les 6 derniers mois de 2023	Croissance en glissement sur 24 mois, 2021-2023
Production d'ordinateurs, matériels électroniques et optiques	146,9%	149,1%	139,7%
Produits métalliques usinés	149,2%	150,6%	137,0%
Production d'équipements électriques	121,9%	123,9%	132,3%
Meubles	125,5%	135,4%	128,7%
Autres moyens de transport et équipements	129,9%	133,7%	118,3%
Production de vêtements	112,1%	114,6%	116,5%
Cuir et produits en cuir	118,7%	119,8%	110,5%
Industrie alimentaire	107,3%	106,8%	105,2%
Résines et matières plastiques	110,1%	111,5%	104,1%
Production de machines et "autres équipements"	106,2%	105,7%	103,7%
Industrie chimique	104,3%	107,1%	100,8%
Métallurgie	103,2%	101,4%	100,1%
Cokéfaction et produits pétroliers	102,1%	100,2%	99,3%
Industrie textile	98,1%	102,0%	95,4%
Production de médicaments et de matériel médical	117,1%	113,2%	75,9%
Production d'automobiles, remorques et semi-remorques	67,9%	80,9%	60,2%

Source: FSGS

la croissance en glissement par rapport au niveau de 2021 (de décembre à décembre). Cela montre immédiatement l'écart qui se creuse au sein des différentes branches de l'industrie.

Sur 16 branches importantes, 2 se trouvent au début de 2024 très en dessous de leur niveau de 2021, deux autres sont légèrement en dessous (95% à 99,9%), cinq branches ont dépassé légèrement le niveau de 2021, quatre l'ont dépassé fortement (110% à 130%) et trois l'ont dépassé très fortement (+ de 130%). En fait, les seules branches qui présentent encore des séquelles des sanctions sont l'automobile (mais sans les camions qui sont comptés dans « autres moyens de transport ») et le matériel médical et les médicaments. Dans les branches qui ont augmenté fortement (110% à 130%), on trouve 3 branches des produits de consommation. Une quatrième branche, l'industrie alimentaire, est juste en dessous avec une croissance en glissement sur 2 ans de 105%. Mais, le plus spectaculaire est bien la croissance littéralement explosive de trois branches, dont deux classées « à haute technologie » soit le matériel électronique et le matériel électrique.

Si l'on compare maintenant les chiffres au niveau de l'ensemble de l'industrie et de l'industrie manufacturière, on obtient les résultats suivants.

Les chiffres de 2020 ont été marqués par la récession induite par la COVID-19. L'année 2021 correspond à une récupération par rapport à cette récession, et l'on peut considérer que le chiffre de décembre 2021 correspond à une récupération totale, voire un début de croissance absolue. Le tableau 3 montrerait alors que la croissance par rapport à 2021 aurait été modérée (+3,85 en moyenne sur la période allant de juillet à décembre 2021, qui correspond à la récupération de l'activité après la crise de la COVID-19) mais de +8,54% si l'on considère maintenant uniquement l'industrie manufacturière. Le fait marquant ne serait donc pas tant la croissance de l'activité industrielle en général, croissance réelle mais modérément spectaculaire, que le changement au sein même de l'industrie avec la montée en puissance de l'industrie manufacturière au détriment des industries extractives qui avaient pendant longtemps été le point fort de la Russie. Ce changement de mode de croissance ne date pas de la période des opérations militaires entre la Russie et l'Ukraine. Il semble être apparu depuis 2019. On voit que le taux de croissance de l'industrie manufacturière est assez régulièrement au-dessus du taux de croissance de l'industrie dans son ensemble. Si l'on regarde en production globale et non plus en glissement (indice 100 = décembre 2014), la moyenne mobile de l'industrie manufacturière

passé au-dessus de celle de l'industrie au moment de la crise de la COVID-19. Ce serait donc à la fin de 2020 que l'industrie manufacturière aurait pris l'ascendant sur l'industrie extractive. Ce qui, par contre, semble bien être nouveau est la part, au sein des industries manufacturières, des

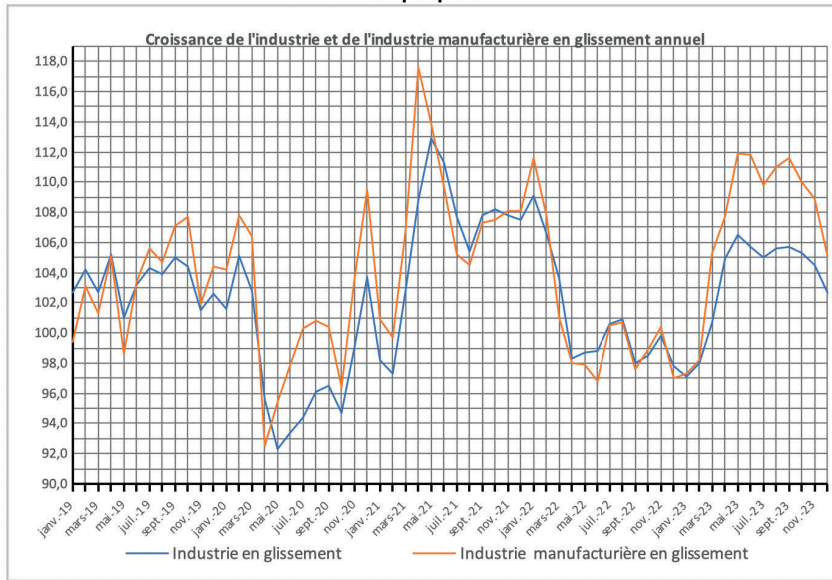
Tableau 3

Taux de croissance (glissement) de l'industrie sur l'année et en comparaison avec 2021

	Industrie en % de 2021	Industrie Manufacturière en % de 2021
Janvier-23 en % de janvier-21	105,7%	108,1%
Février-23 en % de février-21	104,7%	106,3%
Mars-23 en % de mars-21	104,4%	106,5%
Avril-23 en % d'avril-21	103,0%	105,6%
Mai-23 en % de mai-21	105,2%	109,6%
Juin-23 en % de juin-21	104,3%	108,1%
Juillet-23 en % de juillet-21	105,4%	110,2%
Août-23 en % de août-21	106,1%	111,6%
Septembre-23 en % de septembre-21	103,5%	109,1%
Octobre-23 en % d'octobre-21	103,6%	108,7%
Novembre-23 en % de novembre-21	103,9%	109,3%
Décembre-23 en % de décembre-21	100,5%	102,3%

Source : FSGS

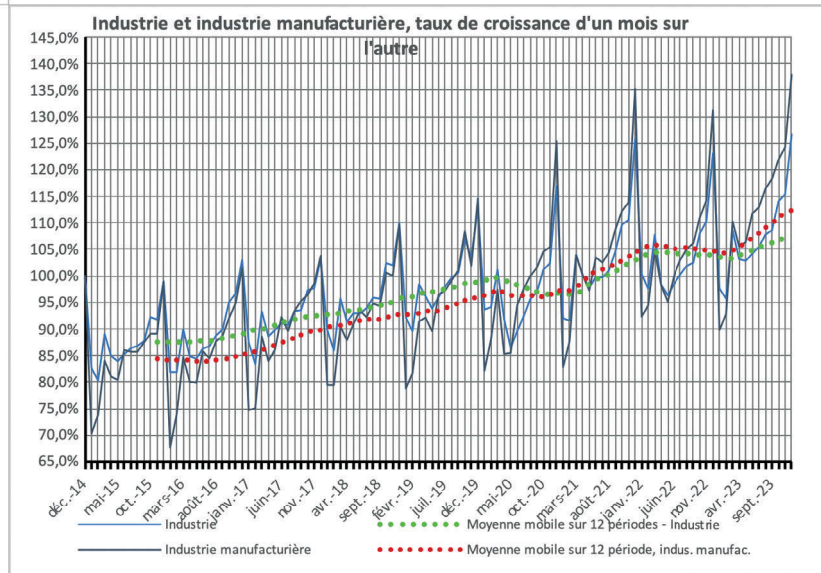
Graphique 3



industrielle de la Russie, un changement que, rétrospectivement, on peut voir se préparer dès les années 2013-2015 avec la multiplication des technoparks aux côtés des grandes universités d'État.

La croissance importante que la Russie a connue ces 24 derniers mois constitue la base d'une analyse stratégique qui doit désormais faire son deuil de l'efficacité des sanctions économiques. Au-delà, elle ne doit pas cacher ce qui est, peut-être, la leçon essentielle de l'évolution de l'économie russe.

Cette dernière a effectué un pivotement de son modèle de croissance, basculant d'une économie largement basée sur l'extraction et la transformation des matières premières vers une économie produisant de plus en plus des biens à haute valeur ajoutée. Ce basculement n'est pas issu de ces derniers mois. Il semble, selon les données statistiques, s'être produit dès l'année 2020, autrement dit durant la crise de la COVID-19. Mais, il s'est nettement consolidé dans la période récente, sous l'impulsion à la fois des opérations militaires à haute intensité et du retrait des entreprises occidentales (du fait des sanctions),



Source : FSGS et calculs du CEMI-CR451

industries à haute valeur ajoutée ou à haute technologie.

Au sein de l'industrie manufacturière, ce ne sont plus des branches comme la métallurgie ou la chimie lourde qui tirent la croissance mais des industries à haute valeur ajoutée comme l'électronique, le matériel électrique, les produits métallurgiques usinés et le matériel de transport (ferroviaire, aérien et terrestre). C'est un changement important dans la structure

retrait qui semble bien avoir libéré un espace important pour la croissance des entreprises russes de haute technologie. ■

⁽¹⁾Blinov S., « Экономика России: впереди взлёт », in Дзен, 20/03/2023. Voir : <https://dzen.ru/a/ZBiExGn-0ImBnEiN>

⁽²⁾Hypothèse fondée sur des discussions avec les économistes du FSGS.

⁽³⁾Voir <https://cepr.org/voxeu/columns/recession-russia-deepens-evidence-alternative-tracker-domestic-economic-activity>



RÉUNIFICATION AVEC TAÏWAN : RÊVE CHINOIS OU FUTURE RÉALITÉ ?

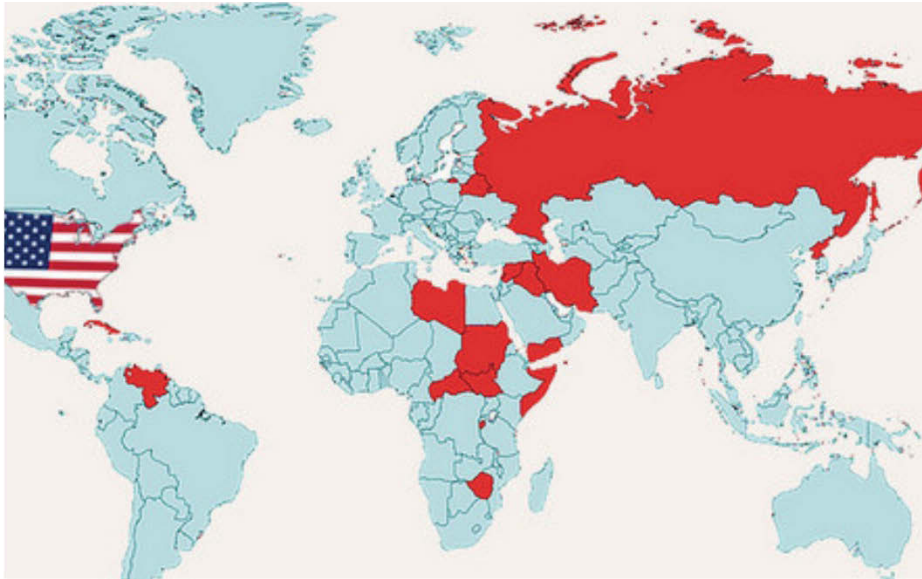
PAR CAMILLE DENIS

INTERVENANT EN GÉOPOLITIQUE DANS PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.
ANALYSTE À L'INSTITUT D'ÉTUDES DE GÉOPOLITIQUE APPLIQUÉE,
EN CHARGE DU PODCAST TOUR D'HORIZON GÉOPOLITIQUE.

Le 15 janvier 2024, Nauru, un État insulaire, a annoncé la rupture de ses relations diplomatiques avec Taïwan. Désormais, seulement 12 pays dans le monde reconnaissent officiellement l'île, alors que la Chine la considère toujours comme faisant partie de ses provinces et souhaite une réunification. Ainsi, Pékin ne cesse, depuis plusieurs années, d'accentuer la pression sur Taipei. Aujourd'hui, si les États-Unis restent un soutien clé de Taïwan, de nombreux autres acteurs sont concernés, à l'instar du Japon. Article exclusif de Camille Denis.

« **L**aissez donc la Chine dormir, car lorsque la Chine s'éveillera le monde entier tremblera », prémonition très souvent attribuée à Napoléon Bonaparte. Si ce sommeil chinois est polyphasique, le premier réveil semble avoir eu lieu le 1er octobre 1949, date de la proclama-

tion de la République populaire de Chine à Pékin. Défait durant la guerre civile qui l'a opposé au Parti communiste chinois (PCC) dirigé par Mao Zedong, Tchang Kaï-chek, le dirigeant du parti nationaliste, le Kuomintang, s'est réfugié à Taïwan, y établissant la République de Chine. Le second réveil chinois a été nocturne, dans



17 pays sous sanctions américaines.

la nuit du 25 au 26 octobre 1971, quand Pékin a obtenu le siège de Taïwan à l'ONU. Dès lors, l'empire du Milieu n'a cessé de gagner en puissance, économique et politique, refusant les échanges diplomatiques avec les pays qui reconnaissent officiellement Taïwan.

Le soutien américain : une lueur dans la nuit

Bien que les États-Unis aient rompu leurs relations diplomatiques avec Taïwan en 1979, ils demeurent le soutien le plus important que Taipei reçoit, et ils restent également son premier fournisseur d'armes. En août 2022, la visite à Taïwan de Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, avait pour but d'afficher le soutien américain. Ce déplacement a suscité l'ire de la Chine, Pékin qualifiant la posture des États-Unis comme étant « *extrêmement dangereuse* ». L'État chinois a ensuite conservé sa stratégie quasi-obsidionale, mise en place depuis plusieurs années et illustrée par des incursions régulières d'avions de l'armée chinoise dans l'espace aérien taïwanais, entre autres.

Le Japon souhaite éviter un scénario cauchemardesque

Shinzo Abe, ancien Premier ministre du Japon, disait qu'« *une urgence pour Taïwan est une urgence pour le Japon* ». En 2022, Pékin avait affirmé qu'en cas de tentative d'indépendance de Taïwan, la Chine n'hésiterait pas à « *déclencher une guerre* ». Un tel conflit impacterait forcément le Japon, de par sa proximité géographique et par ses liens avec les États-Unis.

Le 5 janvier 2024, le Japon, les États-Unis et la Corée du Sud ont tenu un premier dialogue trilatéral sur l'Indopacifique. Le lendemain, une déclaration conjointe a été publiée, dans laquelle ils ont réaffirmé l'importance de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan. Cet enjeu sécuritaire pourrait bien être le plus grand de la décennie pour la terre du Soleil-Levant.■



Les Japonais ont toutes les raisons d'être chauvins et xénophobes ; asiatiques mais occidentaux, des rancœurs à l'Ouest...

AUX USA, LES ENTRÉES DE CAPITAUX COMPENSENT LARGEMENT LE DÉFICIT

PAR TOM BENOIT

ESSAYISTE, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION DE GÉOSTRATÉGIE MAGAZINE.

Il est d'usage d'attribuer globalement à l'Occident une fâcheuse tendance à générer du déficit. Pour autant, concernant la façon de creuser ce dernier, les États-Unis disposent par rapport à l'Europe d'un sérieux avantage.

L'étude de la balance de base montre clairement, qu'encore aujourd'hui, les USA parviennent à attirer des devises étrangères lorsque, dans ce domaine, l'Europe est en panne.

Quand les USA pâtissent d'environ 3,5 points de déficit de la balance commerciale par rapport à leur PIB, il peuvent en parallèle se targuer d'entrées de capitaux à long terme s'élevant à environ 6 % du PIB.

Par conséquent, selon la balance de base, les USA ne sont pas déficitaires. Leur excédent est financé par le reste du monde. Notamment par la Chine qui, par exemple, à la fin du premier trimestre de l'année 2023, avait augmenté de 7,6 milliards un montant total de dette américaine qu'elle détient, atteignant, lui, un peu plus de 1.150 milliards de dollars. Ces chiffres font de la Chine le premier créancier des États-Unis.

L'Europe affiche malheureusement un pourcentage nul d'entrées de capitaux à long terme par rapport au PIB. Les États-Unis ont donc, en comparaison à l'Europe, six points d'avance selon la balance de base.

Voilà la principale raison justifiant qu'en dépit du fait qu'au troisième trimestre 2023, la zone

“ L'Europe affiche malheureusement un pourcentage nul d'entrées de capitaux à long terme par rapport au PIB. Les États-Unis ont donc, en comparaison à l'Europe, six points d'avance selon la balance de base. ”

euro ait arboré 2 points de PIB d'excédent alors que les États-Unis affichaient 3,5 points de déficit extérieur, l'Europe se porte, sur le plan budgétaire, bien plus mal que le mastodonte américain.

Au cours du premier semestre 2023, les USA ont attiré environ entre vingt et trente milliards de dollars par mois de flux de capitaux nets à long terme.



Les six points d'entrée de capitaux que j'évoquais plus haut sont à répartir entre investissements directs, investissements en actions et investissement en Treasuries.

L'Europe, qui attire sous cet angle zéro point de capitaux, ne peut donc pas se permettre de raisonner semblablement aux USA. Par tradition, les dirigeants des pays du Nord de l'Europe ont davantage assimilé l'obligation de rigueur budgétaire que les gouvernants des pays du Sud de l'Europe.

Chacun comprendra également pourquoi l'élite financière américaine n'appréhende pas avec crainte l'augmentation du volume monétaire.

Il y a quelques années, le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, déclarait qu'il n'y avait pas de lien entre l'inflation et la masse monétaire. Lors d'un témoignage au Congrès en décembre 2021, il réitérera même ses propos en précisant que le lien entre la monnaie et l'inflation avait pris fin il y a environ quarante ans. Effectivement, pour les USA, cela n'est pas faux. En revanche, il s'agit là d'un raisonnement, ou

“ **Chacun comprendra également pourquoi l'élite financière américaine n'appréhende pas avec crainte l'augmentation du volume monétaire.** ”

d'un avantage, qui ne peut être appliqué à aucun autre État ou regroupement de pays.

De cela provient également le cercle vertueux généré par l'interventionnisme américain sur son économie. L'Europe n'est pas en mesure, comme le font les USA, de soutenir avec robustesse son secteur privé, faute d'entrée de capitaux.

D'autre part, les pays de l'UE doivent composer avec d'importantes dépenses sociales, ce qui laisse difficilement présager, ou espérer, qu'une réindustrialisation puisse, pour ce qui nous concerne, être insufflée par le soutien des États. ■



TOUT COMPRENDRE DE LA SITUATION MONÉTAIRE EN ARGENTINE

PAR MATHIEU FARACO

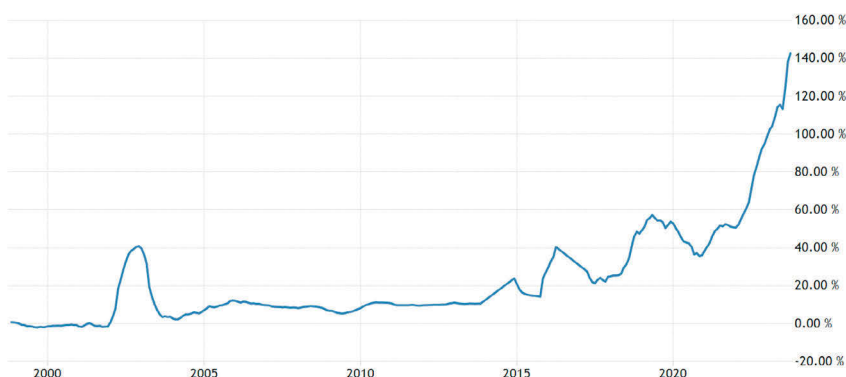
IL DIRIGE LA SOCIÉTÉ LBR FINANCES. RETROUVEZ-LE CHAQUE DIMANCHE SUR LA CHÂÎNE YOUTUBE LIBRE ET RICHE – PARTENAIRE OFFICIEL DE *GÉOSTRATÉGIE MAGAZINE*. TRIBUNE EXCLUSIVE.

Si aujourd'hui, on a plutôt tendance à parler de dédollarisation et de fin de l'hégémonie du billet vert, parmi certains pays, il y en a un qui fait figure d'exception, notamment depuis l'élection de son nouveau Président.

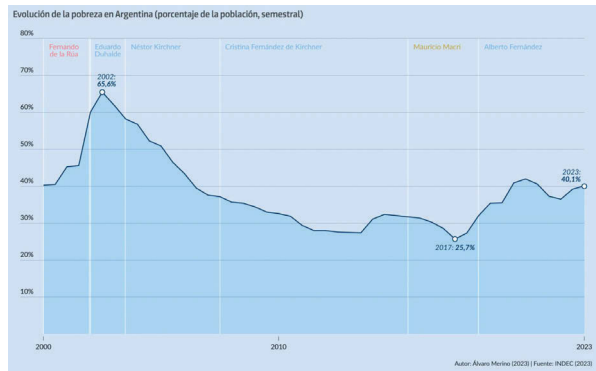
En effet, Javier Milei, économiste libertaire, a remporté l'élection présidentielle en Argentine et a pris ses fonctions le 10 décembre dernier.

Et parmi l'une des différentes mesures que ce dernier propose, il y en a une, de taille, qui est vigoureusement contestée par certains, et vivement encouragée par d'autres pour sa nature radicale : la réforme monétaire ! Évidemment, pour un pays qui connaît actuellement des taux d'inflation dépassant les 140 %, et qui subit

régulièrement de poussées d'hyperinflation, il est compréhensible que certains veuillent y remédier définitivement.



TRADINGECONOMICS.COM | INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA Y CENSOS (INDEC)



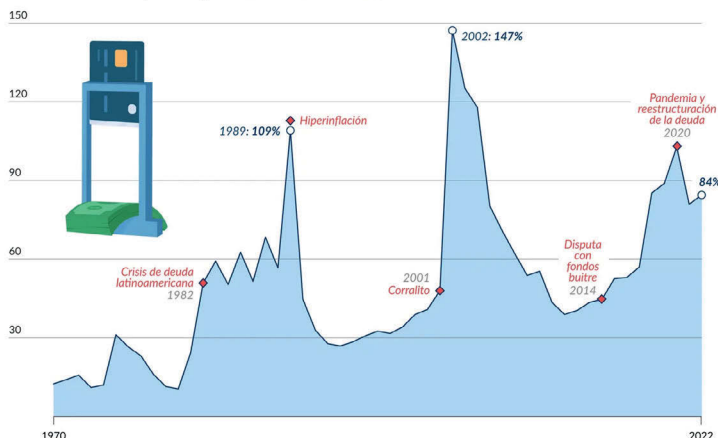
La puissance en devenir en péril

Le premier Président libéral libertaire de l'histoire de l'humanité ! C'est ainsi que s'est défini Javier Milei, lors de son élection !

Bien qu'il soit diabolisé par la presse et parfois comparé à Donald Trump ou Jair Bolsonaro, en réalité, Javier Milei partage très peu de caractéristiques communes à ces deux individus.

Il est vrai que ses mesures peuvent sembler radicales, mais il ne faut pas perdre de vue l'état déplorable dans lequel se trouve l'économie argentine.

La evolución de la deuda pública argentina (% del PIB) ♦ Defaults o impagos



40% de la population se se trouve en situation de pauvreté et le pays a fait plusieurs fois défaut sur sa dette publique, aboutissant à une restructuration et faisant de lui le plus grand débiteur auprès du Fonds monétaire international. Le peso s'est effondré de plus de 99% face au dollar, depuis 2004 :

Peso argentin vers Dollar américain

0,0028

↓ 99,18 % -0,3384 MAX

24 nov., 08:39:00 UTC · Clause de non-responsabilité

1j 5j 1m 6m YTD 1a 5a MAX



et la situation est telle qu'il existe plusieurs taux de change entre le peso argentin et le dollar américain. Alors qu'officiellement, un Argentin paie 350\$ pour recevoir 1 seul et unique dollar, sur le marché noir, il est nécessaire de payer près du triple, soit 1.000 pesos pour recevoir 1 seul et unique dollar. Pour couronner le tout, la monnaie argentine est tellement mal gérée que

Cotización dólar hoy, Precio del dólar hoy

Lo que hay que saber del dólar hoy en la Argentina, con información completa y actualizada sobre la cotización del dólar en el Banco Nación, en el mercado mayorista y los datos del Banco Central. Tablas del dólar histórico, para poder analizar la evolución del tipo de cambio. Y todo el análisis del contexto para entender el mercado cambiario.

DÓLAR BNA Compra: \$ 354,50 Venta: \$ 372,50 ▲ 0,13% Actualizado: 24.11.2023 05:13	DÓLAR BLUE Compra: \$ 1.025,00 Venta: \$ 1.045,00 ▼ -3,24% Actualizado: 24.11.2023 05:13	DÓLAR MEP Compra: \$ 1.000,40 Venta: \$ 1.002,23 ▲ 2,35% Actualizado: 24.11.2023 05:13
DÓLAR MAYORISTA Compra: \$ 355,95 Venta: \$ 356,95 ▲ 0,14% Actualizado: 24.11.2023 05:13	DÓLAR CCL GD30 48HS Compra: \$ 991,90 Venta: \$ 1.040,80 ▲ 7,72% Actualizado: 24.11.2023 05:13	DÓLAR TURISTA Compra: \$ 903,98 Venta: \$ 949,88 ▲ 0,13% Actualizado: 24.11.2023 05:13

les niveaux d'inflation dépassent les 140%. Autrement dit, tous les ans, les prix doublent. Cela signifie qu'un panier de course qui coûterait aujourd'hui 60€, coûterait l'année prochaine 120€, puis 240€ l'année suivante, 480€ l'année d'après et ainsi de suite.

Cela paraît fou pour la plupart des pays occidentaux, où les taux d'inflation, certes élevés, restent raisonnables en comparaison avec des pays souffrant d'hyperinflation.

Pour mieux visualiser ce phénomène, on peut voir sur cette photo, issue d'un supermarché argentin, qui est devenue virale récemment sur les réseaux sociaux, une feuille accrochée à une étagère sur laquelle il est écrit "los precios de góndola pueden variar en línea de caja".

Autrement dit, les prix affichés en rayon peuvent différer des prix en caisse.

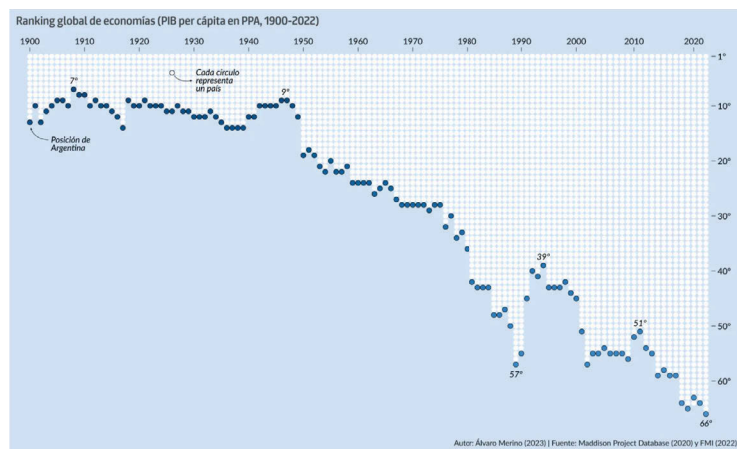


Pour autant, la situation économique en Argentine n'a pas toujours été ainsi.

Entre la fin du 19ème siècle et le début du 20ème siècle, l'Argentine était considérée comme une terre d'opportunités et une puissance émergente. Mais à partir de 1900, son économie est passée du treizième rang mondial au 66ème rang en termes de PIB en parité de pouvoir d'achat par habitant.

Entre les périodes d'instabilité institutionnelle, différents coups d'État, des politiques ratées et des tentatives pour les corriger, une dépendance à l'égard des matières premières et des dépenses

publiques extrêmement élevées, le cocktail était parfait pour promouvoir l'effondrement d'une puissance en devenir.



Cela signifie qu'entre le moment où une personne entre dans le supermarché jusqu'au moment où elle paye en caisse, les prix ont pu augmenter.

Concrètement, le fait de passer 20, 30 ou 40 minutes à l'intérieur du magasin peut avoir un impact plus ou moins important sur le prix final.

Un nouvel espoir ?

Cela n'est un secret pour personne, les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent. Les politiciens étant par nature guidés par le court-termisme et les prochaines élections, il est normal que ces derniers mentent et ne tiennent pas leurs promesses électorales.

Javier Milei, vivement critiqué pour aller à l'encontre du politiquement correct et souhaitant mettre un terme au fiasco argentin, envisage donc d'adopter deux grandes mesures que sont :
1° La réduction du poids de l'État au travers d'une campagne de privatisation et de libéralisation de nombreux secteurs de l'économie, une diminution du nombre de ministères passant de 20 à seulement 8 et une réduction du nombre d'impôts.

2° Il souhaite également régler le problème monétaire dont souffre le pays, permettant ainsi de

diminuer la dette publique, le déficit budgétaire et l'inflation.

En résumé, des coupes budgétaires, la stabilisation de la valeur de la monnaie, des privatisations, une simplification fiscale et une déréglementation. Mais l'un des points qui est sans aucun doute le plus intéressant réside dans la volonté du nouveau Président de dollariser l'économie argentine, dans un contexte où l'on ne cesse de nous répéter que le dollar serait supposément sur le point d'être supplanté par une devise alternative, comme la monnaie chinoise ou la monnaie des BRICS.

Cette proposition signifie que la monnaie argentine ne serait plus le peso, mais le dollar, entraînant la fermeture de la Banque Centrale de la République Argentine, qui perdrait ainsi la capacité d'émettre de la monnaie, tandis que le gouvernement argentin commencerait à percevoir ses impôts en dollars, signant ainsi la fin du peso argentin. Bien que radicale et qu'elle ne soit pas exempte de risques, cette mesure est malheureusement nécessaire étant donné l'incapacité systématique de la classe politique argentine à gérer sa propre monnaie sans parasiter et altérer sa valeur et à piller les citoyens au travers de l'inflation.

Avec cette nouvelle disposition, si le gouvernement souhaite s'endetter, il devrait émettre de la dette argentine en dollars sur les marchés internationaux qui jugeraient la solvabilité de l'émetteur argentin et la pertinence de lui prêter de l'argent. Ces mesures sont donc de plus en plus urgentes quand on sait que l'Argentine est l'un des pays les plus interventionnistes, nationalisés et antilibéraux au monde. Selon l'Indice de liberté économique de l'Heritage Foundation, l'Argentine se classe au 144ème rang parmi les économies libres, derrière des pays comme le Mozambique, le Népal, le Cameroun ou encore l'Ouganda.

Dollarisation : entre risques et opportunités

Évidemment, le simple fait de dollariser l'économie argentine ne signifie pas nécessairement que l'inflation disparaîtra.

Dit autrement, dans la mesure où la cause ultime de l'inflation en Argentine est la dominance fiscale, la dollarisation n'est ni une condition nécessaire, ni une condition suffisante pour mettre fin à l'inflation.

En effet, la dominance fiscale est une situation où la politique monétaire est dépendante de la politique budgétaire, la première se conformant aux nécessités imposées par la seconde. Ainsi, dans une situation où les gouvernements argentins avaient le désir de dépenser toujours plus qu'ils ne gagnent, la Banque Centrale de la République Argentine venait monétiser la dette publique.

Or, si le gouvernement argentin émet beaucoup plus de dette publique que ce que l'économie nationale et étrangère n'en souhaite, alors, le gouvernement doit trouver une manière de transformer cette dette en billets de pesos.

Ce qui finit par se produire, c'est que, étant donné que les marchés ne veulent pas non plus de ces pesos qui sont simplement le remplacement de la dette publique émise par le gouvernement argentin pour financer ses déficits publics excessifs, c'est que la valeur du peso qui finit par s'effondrer, générant ainsi des niveaux inflationnistes élevés et persistants.

Par conséquent, c'est ce problème central qu'il faut résoudre et si l'Argentine pouvait résoudre ce problème de dominance fiscale, alors, il ne serait pas nécessaire de dollariser l'économie pour lutter contre l'inflation.

Autrement dit, bien qu'en théorie la dollarisation ne soit pas nécessaire, compte tenu de la maigre qualité des institutions argentines et de la composition de la classe politique, il est peu probable que sans mesures drastiques, l'Argentine puisse mettre fin de manière persistante à l'inflation.

La fermeture de la Banque Centrale de la République Argentine permettrait de rendre

beaucoup plus difficile pour les politiciens de monétiser leurs déficits publics en dévaluant la valeur d'un peso qui n'existerait plus et qu'ils ne pourraient plus émettre.

Le hic, c'est que, bien que nécessaire, non seulement la dollarisation pourrait ne pas être efficace, mais, en plus, elle pourrait supposer de nombreux risques.

1° Premièrement, la dollarisation de l'économie pourrait ne pas être efficace pour deux raisons.

-D'une part, parce qu'en cas de dollarisation, les banques privées argentines possèderaient des dollars en réserve et le gouvernement argentin pourrait les obliger à acheter de la dette publique avec leurs réserves en dollars.

Au travers de cette mesure visant à siphonner les banques, ces dernières se retrouveraient sans réserves en dollars, qui passeraient entre les mains du gouvernement argentin, qui pourrait ainsi dépenser plus que ce qu'il ne perçoit.

Le risque dans un tel contexte, c'est de devoir faire face à une situation semblable au corralito de 2001, l'effondrement de l'économie et une nouvelle poussée inflationniste.

-D'autre part, parce que le gouvernement argentin pourrait continuer de dépenser plus qu'il ne reçoit, en payant des dettes à court terme au travers de ce que l'on appelle des billets à ordre libellés en dollars. C'est quelque chose que l'Argentine a également déjà fait pendant la crise de 2001. Par exemple, la province de Buenos Aires émettait des dettes à court terme payables en pesos grâce aux célèbres patacones.

Avec cet outil, les retraités ou les fonctionnaires percevraient leurs pensions ou leurs salaires, non pas en dollars, mais en dette à court terme payable en dollars. C'est comme si le gouvernement devenait capable d'émettre lui-même une nouvelle monnaie, une dette payable en dollars, qui circule à l'intérieur de l'Argentine.

Et évidemment, si à la fin du mois, ce billet qui est censé être remboursé dollars sonnants et trébuchants n'est pas fait, il suffirait que le gouvernement argentin émette une autre série de billets à ordre libellés en dollars et amortissables dans un mois, avec lesquels il remplacerait la vieille série émise. Cela ferait donc perdre de la valeur aux précédents billets à ordre, générant de facto une nouvelle période inflationniste.

On comprend donc pourquoi, la dollarisation n'est pas une condition nécessaire, car en théorie, il pourrait y avoir d'autres méthodes qui mettraient également fin à l'inflation, et elle n'est pas une condition suffisante non plus parce que le gouvernement argentin pourrait trouver à l'avenir de nouveaux mécanismes pour imposer sa dominance fiscale dans une économie dollarisée.

Pour autant, on pourrait dire que la dollarisation serait comme mettre une camisole de force à un criminel pour l'empêcher de commettre des délits.

Cependant, mettre une camisole de force à un criminel n'est ni une condition nécessaire ni une condition suffisante pour qu'il cesse de commettre des délits.

En effet, elle n'est pas une condition nécessaire, car une personne pourrait cesser de commettre des délits parce qu'elle a compris que c'est mal de le faire. De la même manière, la camisole de force, n'est pas non plus une condition suffisante pour que ce criminel cesse de commettre des délits, parce que s'il est capable de s'en libérer, il recommencera à commettre des délits.



Cependant, mettre une camisole de force à un criminel pour l'empêcher de commettre des délits augmente substantiellement la probabilité qu'il cesse de commettre des délits, car nous lui rendons la tâche beaucoup plus difficile.

2° Deuxièmement, la dollarisation de l'économie pourrait supposer de nombreux risques dont deux différents que sont : le risque d'une crise financière et le risque d'une crise commerciale.

-D'une part, en ce qui concerne le risque d'une crise financière, dans nos systèmes financiers actuels, la grande majorité des banques doivent de l'argent à court terme, avec les dépôts des clients, et prêtent de l'argent à long terme, au travers des crédits immobiliers, des prêts aux entreprises, et ainsi de suite.

Cette activité est à haut risque, car si à un moment donné les banques ne peuvent pas renouveler les échéances de leur dette à court terme, ces banques entrent en cessation de paiement et sont susceptibles de faire faillite. C'est pour cette raison, entre autres, que si une banque fait faillite, l'État la sauve en la recapitalisant et si une banque a un problème de liquidité, la banque centrale qui agit comme prêteur en dernier ressort en la refinançant.

On comprend donc que, si une économie comme l'Argentine se dollarise en fermant sa banque centrale, la figure du prêteur en dernier ressort disparaît. Et si, à ce moment-là, les banques privées restent très endettées à court terme par rapport à leurs positions d'investissement à long terme, ces banques privées peuvent se retrouver soudainement confrontées à un très gros problème de liquidité qu'elles ne peuvent pas résoudre sur le marché. Cela impliquerait des cessations de paiement dans le système financier et donc le non-remboursement de l'argent des comptes bancaires des citoyens.

En revanche, à long terme, la dollarisation serait bénéfique pour la discipline et la responsabilité du système financier : si les banques apprennent qu'il n'y a pas de prêteur en dernier ressort pour les sauver, elles s'endetteront

à court terme et investiront à court terme, ou si elles veulent investir à long terme, elles s'endetteront à long terme, c'est-à-dire qu'elles équilibreront leurs positions de liquidité.

Cette mesure, qui ne serait pas sans risque sur le court-terme, serait bénéfique sur le long-terme pour promouvoir des comportements financiers plus responsables parmi les banques et nécessiterait donc une période de transition et d'adaptation.

-D'autre part, en ce qui concerne le risque de crise commerciale, celle-ci ne se résout ni à court-terme, ni à long-terme. Si l'Argentine se dollarise, cela signifie que le pays adopte comme monnaie propre la monnaie émise par une banque centrale étrangère, dans ce cas, la Réserve fédérale des États-Unis.

Or, la FED adapte sa politique monétaire aux besoins de l'économie américaine et non pas aux besoins de l'économie argentine, ce qui pourrait mener à ce que la politique monétaire de la FED provoque, par exemple, une forte appréciation du dollar sur les marchés internationaux qui n'a aucun rapport avec la position commerciale extérieure de l'économie argentine.

Dans un tel cas de figure, l'Argentine pourrait se trouver dans une situation de déficit commercial et l'appréciation du dollar américain creuse encore plus ce déficit commercial argentin.

Dans ce contexte, étant donné que l'Argentine ne pourrait plus manipuler sa monnaie de manière autonome, car soumise au dictat du dollar, le pays pourrait perdre en compétitivité.

La seule solution possible serait que les prix des marchandises argentines baissent pour que les acheteurs étrangers acceptent de faire l'acquisition de biens argentins et que le pays regagne en compétitivité.

Ainsi, la dollarisation, en privant l'Argentine de l'autonomie monétaire pour déprécier le taux de change, force l'ajustement face à une crise commerciale à se faire par les prix internes, ce qui, en réalité, n'est pas si négatif que ce que l'on pourrait penser.

Toujours est-il que les crises commerciales, dans une économie dollarisée, ont une forte probabilité de se transformer en récessions internes si l'économie ne bénéficie pas d'une flexibilité interne des prix suffisante.

D'où, d'ailleurs, la volonté de Javier Milei de libéraliser complètement l'économie interne et ne pas se limiter uniquement à la dollarisation. Néanmoins, une économie dollarisée qui s'expose à une récession pendant une crise commerciale peut engendrer d'autres types de crises qui, en fin de compte, dégénèrent en crise inflationniste.

Je m'explique : si face à une récession économique, conséquence d'une crise commerciale, le gouvernement souhaite stimuler l'économie avec des déficits publics, mais que ce gouvernement ne peut pas le faire au travers de la politique monétaire, il devra la stimuler soit en dépensant plus sans augmenter les impôts, soit en réduisant les impôts sans réduire les dépenses, c'est-à-dire dépenser plus d'argent qu'il n'en gagne en creusant le déficit et en générant de la dette.

Le problème, c'est que cette dette sera libellée en dollars, ce qui implique qu'elle devra être placée sur les marchés internationaux et si le gouvernement accumule beaucoup de dette publique en dollars, sa solvabilité sera remise en question.

Ainsi, plus le gouvernement, dont la solvabilité diminue, continue de stimuler l'économie, plus il devra trouver d'acheteurs et pourrait obliger les banques argentines à puiser dans leurs réserves en dollars.

Cela transformera une crise commerciale en crise de la dette publique et en crise financière répliquant susceptible de faire plonger le pays, une nouvelle fois, dans une situation similaire à celle du corralito de 2001.

Évidemment, ce problème n'existerait pas si tous les pays partageaient une même monnaie, comme l'étalon-or. Aucun pays ne pourrait déprécier ou apprécier sa monnaie par rapport

aux autres, éliminant ainsi les avantages ou désavantages compétitifs au travers de la manipulation monétaire. La seule manière de gagner en compétitivité serait de produire des biens de meilleure qualité.

C'est donc le fractionnement du système monétaire international qui génère ce type de problèmes de change, pouvant déboucher sur des crises commerciales, de dette publiques et financières.

Il faut donc être très prudent, car même si la dollarisation semble être la meilleure alternative pour mettre fin à l'inflation qui a ravagé l'économie argentine ces dernières décennies, cela ne signifie pas qu'elle soit exempte de problèmes. Il n'y a malheureusement pas de bonnes alternatives, seulement des alternatives moins mauvaises, et dans ce cas, la dollarisation est probablement la moins mauvaise de toutes.

Le premier mois du Président : Des signes précurseurs encourageants

Un seul et unique mois de gouvernement complet ! C'est le temps qu'il aura fallu au nouveau Président pour atteindre son objectif d'excédent budgétaire.

Autrement dit, en janvier, l'administration centrale d'Argentine est parvenue à gagner plus de pesos qu'elle en a dépensé. Tandis que les recettes fiscales se sont élevées à 6.100 milliards de pesos et les dépenses hors intérêts de la dette se sont élevées à 4.100 milliards de pesos.

Cela signifie qu'au cours du mois de janvier 2024, l'Argentine a enregistré un excédent primaire avant intérêts (avant de calculer le paiement des intérêts sur la dette) de 2.000 milliards de pesos. Et comme le paiement des intérêts sur la dette était d'environ 1.500 milliards de pesos, tout cela signifie que l'excédent après paiement des intérêts de la dette était de 500 milliards de pesos.

Ainsi, Javier Milei, a atteint un objectif qui n'avait plus été réalisé depuis plus de 10 ans et les revenus de l'État argentin ont augmenté

beaucoup plus vite que les dépenses et ce, même en termes réels, c'est-à-dire après avoir pris en compte l'effet de l'inflation.

Cet "exploit" s'explique, entre autres, par le gel nominal de postes de dépenses tels que les salaires des fonctionnaires ou les retraites avec une augmentation conjointe des recettes fiscales.

Cela est d'une importance capitale pour l'économie argentine dans la mesure où il s'agit de la condition sine qua non pour la reconstruction monétaire et financière du pays.

En effet, si le Président Argentin parvient à maintenir cet excédent budgétaire dans la durée, cela signifierait que le pays deviendrait solvable et aurait la capacité de rembourser sa dette. Et si le gouvernement argentin a la capacité de rembourser sa dette, deux choses se produiront.

La première est qu'il pourra de nouveau émettre de la dette sur les marchés financiers et la seconde, plus importante encore, c'est qu'il pourrait être en mesure de refinancer la dette existante dans des conditions financières plus avantageuses, réduisant ainsi le paiement des intérêts qui représente un pourcentage très élevé de l'ensemble des dépenses publiques (l'équivalent de près de 27% des dépenses publiques). Cerise sur le gâteau, le fait d'avoir enregistré un excédent budgétaire de 500 milliards de pesos signifie que le gouvernement argentin a retiré l'équivalent de 500 milliards de pesos de la circulation en un seul et unique mois.

L'année 2024 démarre donc en Argentine sur les chapeaux de roues avec une réduction de l'offre monétaire en pesos susceptible de faire pression à la baisse sur l'inflation qui est due au fait qu'il y a trop de monnaie par rapport à la demande au sein de l'économie.

Évidemment, pour atteindre cet objectif, il faudra que l'excédent budgétaire réalisé au mois de janvier se répète au cours des prochains mois et des prochaines années.

Mais le fait que le nouveau Président ait la vo-

lonté d'assurer un équilibre budgétaire a modifié les attentes des marchés et c'est précisément pour cette raison que ces derniers jours, nous assistons à deux phénomènes qui sont, d'une part, l'augmentation perçue de la solvabilité de l'État argentin qui se reflète par une réévaluation significative de la dette publique argentine, et, d'autre part, la stabilisation de la valeur du peso.

En effet, le taux de change du dollar parallèle



mesuré à travers le dollar blue s'est déprécié, c'est-à-dire que le peso s'est apprécié par rapport au dollar au cours des derniers jours. Seul l'avenir nous dira ce qu'il adviendra.



Une chose est sûre, le futur de l'Argentine est rempli de défis et Javier Milei semble disposé à les affronter. ■

CHRONIQUE DE CLAUDE BROVELLI

Claude Brovelli, ex-présentateur du Journal télévisé de 20h de TF1 durant les années 1970, vient de faire paraître un nouvel ouvrage aux éditions Lafont-Presse. Ici, la chronique du journaliste pour *Géostratégie magazine*.

Les deux grandes puissances européennes, la France et l'Allemagne, se sont affrontées au cours des deux grandes guerres du 20^{ème} siècle.

Et donc, après Verdun et la Shoah il était naturel que les Européens, à commencer par les deux principaux protagonistes, se soient dit : "Plus jamais ça" !

C'est ainsi que l'idée de créer des accords sérieux notamment en matière économique entre pays européens est née. Le traité de Rome signé en 1957 par six pays a ainsi posé les bases d'une union européenne et c'est la dérive néfaste de

cette union parallèlement au déclin de l'empire américain qui fait aujourd'hui tout exploser.

Le Général de Gaulle disait en 1965 en référence au projet de « construction de l'Europe : « *Bien entendu il faut prendre les choses comme elles sont car on*

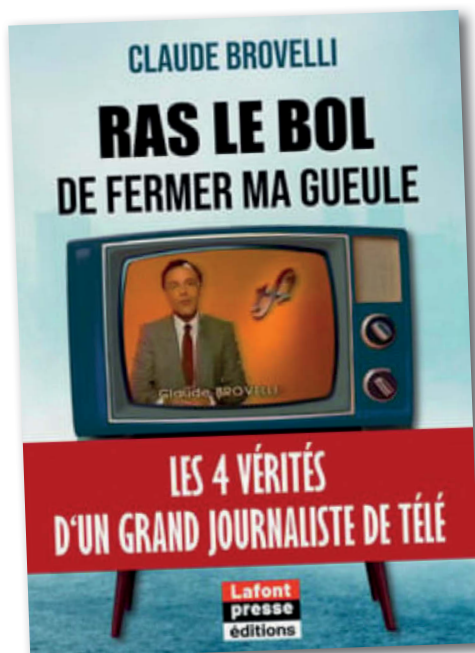
ne fait pas de politique autrement qu'avec des réalités. Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l'Europe, l'Europe, l'Europe mais ça n'aboutit à rien ». De Gaulle avait tout compris...

“ **Personne ne pouvait imaginer à l'époque l'ascension rencontrée par la Chine en seulement cinquante années.** ”

Guillaume Bigot déclarait récemment (CNews) : « *De Gaulle avait imaginé l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Cette formule est devenue aujourd'hui l'Europe de Seattle à Kiev* ». Une formule choc mais qui ne peut qu'inviter à la réflexion. Avec, au passage, des Français qui subissent l'impérialisme normatif européen et un coût faramineux de la guerre.

Bien sûr que la France et le monde ont changé : la France en pire, le monde en plus compliqué et plus dangereux.

La chute du communisme en 1990 a démontré que les Etats-Unis demeurent, depuis quelques décennies, la grande puissance mondiale unique, puissance qui se trouve elle-même en



pleins bouleversements internes et de plus en plus « chahutée » à travers le monde.

Car cette réorganisation du monde s'est jouée dès les années 60 lorsque, visionnaire, le Général de Gaulle a reconnu la Chine en 1964 en pleine guerre du Vietnam, faisant sortir cet immense pays d'un long isolement, ce qui inspirera à Alain Peyrefitte, proche du Général son fameux livre *Quand la Chine s'éveillera*.

En 1972, Richard Nixon, président des Etats-Unis fera à son tour cette démarche historique grâce, entre autres, au talent de Henry Kissinger. J'espère que les historiens se pencheront un jour sur les rapports réguliers qu'entretenaient en toute discrétion à Paris C.de Gaulle et le sénateur de la Californie Richard Nixon bien avant qu'il soit élu Président des Etats-Unis (1968).

Personne ne pouvait imaginer à l'époque l'ascension rencontrée par la Chine en seulement cinquante années.

Tant l'histoire est une alchimie imprévisible

Il est vrai que les Etats-Unis, depuis la guerre perdue du Vietnam dans les années 60 n'ont subi que des défaites stratégiques, voire humiliantes et fort coûteuses : Afghanistan, Irak, Libye...

Leur entêtement vis à vis de l'Ukraine avec l'instrumentalisation de l'Europe constitue stratégiquement une erreur historique majeure : Car et Napoléon, et plus tard les allemands au 20^{ème} siècle se sont cassés les dents face à l'ours russe. Contrairement à ce que certains ont pensé un peu vite, la Russie n'a finalement pas perdu de sa superbe avec la chute de l'Union Soviétique et n'a aucune velléité d'expansion vers l'ouest : Les Polonais et autres n'ont rien à craindre.

Emmanuel Todd nous dit dans son dernier ouvrage *La défaite de l'Occident* : « Trop vaste pour une population décroissante, la Russie serait bien

incapable de prendre le contrôle de la planète et ne le désire nullement : c'est une puissance normale dont l'évolution n'a rien de mystérieux. ». Emmanuel Todd nous dit à propos des sanctions contre la Russie : « *L'exemple de la production du blé est peut-être le plus spectaculaire : en 2012, la Russie produisait 37 millions de tonnes de blé, en 2022, 80 millions, plus qu'un doublement en 10 ans* ». ■



ENTRETIEN RÉALISÉ AVEC EDOARDO SECCHI, DIRECTEUR DU CLUB ITALIE-FRANCE, PARTENAIRE OFFICIEL DE *GÉOSTRATÉGIE MAGAZINE*.

Le Club Italie-France représente la première organisation dédiée au développement des synergies et de projets entre l'Italie et la France. Le Club a créé un environnement économique, institutionnel et culturel innovateur dans le panorama de la diplomatie internationale. À travers des entretiens, des débats et des rencontres, des événements, le Club génère des nouvelles expériences et des nouvelles opportunités

TONI BELLONI EST LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE LVMH. INTERVIEW.

Vous justifiez d'une carrière professionnelle internationale importante, mais aussi fortement liée à l'Italie. Vous avez été le premier Italien à occuper le poste de président de la multinationale américaine Procter & Gamble en Europe. En 2001, vous avez rejoint LVMH, le premier groupe de luxe au monde, en qualité de directeur général. Quelles sont, selon vous, les caractéristiques nécessaires pour devenir un manager à succès dans un monde de plus en plus interconnecté et compétitif ?

Toni Belloni : D'après mon expérience, la Curiosité, le Leadership et le Travail d'Équipe sont les trois prérogatives indispensables. L'environnement concurrentiel évolue à grande vitesse, la Curiosité est le moteur qui permet d'anticiper ce changement, de comprendre ses implications structurelles et conjoncturelles, de le conduire au lieu de le subir.

Le Leadership, c'est avant tout la prise de responsabilité, la génération d'énergie positive, la capacité à tirer le meilleur d'un groupe de per-

sonnes en les menant vers un objectif. Le type de leadership dépend du caractère et des forces de chaque individu, il est important d'être authentiquement soi-même, par-delà ses défauts. Pour ma part, par exemple, je fais partie des « insicure overachievers », mes insécurités me poussent à penser et à faire davantage.

Enfin, le Travail d'Équipe est l'appréciation de l'intelligence et de l'effort collectif, de la confiance et du plaisir de relever des défis avec d'autres. Le fait d'avoir pratiqué de nombreux sports d'équipe dans ma jeunesse a été une expérience déterminante pour ma formation et ma prédisposition à travailler en bonne intelligence avec les autres.

Le groupe LVMH a bâti un empire au cours des vingt dernières années grâce à une organisation et une vision que nul autre groupe du secteur n'a réussi à reproduire. Comment avez-vous vécu cette aventure unique et comment interprétez-vous ce succès ?

Toni Belloni : Vous avez raison de parler d'aventure, cela a vraiment été une expérience humaine incroyable. En plus de 20 ans, le groupe s'est énormément développé, dépassant les 200 000 employés et devenant l'une des premières entreprises mondiales en termes de capitalisation boursière. Ce qui n'a pas changé, c'est l'ouverture sur l'avenir, l'esprit de conquête, la fierté de nos Maisons et de nos produits, la passion pour les idées nouvelles et les désirs des clients, la conscience que le leadership passe par une réinvention constante de l'ensemble de l'entreprise.

LVMH est le premier groupe du secteur par ses investissements en Italie, de l'habillement aux accessoires, de la joaillerie aux hôtels de luxe. Dans un marché en forte croissance comme celui du luxe, la formation de la main-d'œuvre spécialisée ainsi que la maîtrise de la

chaîne de production deviennent essentielles pour maintenir le leadership. Que devrait-on faire pour attirer les jeunes dans ce secteur aujourd'hui et assurer la transition générationnelle ? Quelles sont les perspectives en Italie, en termes de savoir-faire, d'emploi et de chaîne d'approvisionnement ? Quels sont les chiffres de ces dernières années et de l'avenir ?

Toni Belloni : L'industrie manufacturière de haute qualité est un trait distinctif du tissu industriel italien. Elle offre une combinaison de qualité, de créativité et d'agilité de production qui convient parfaitement au marché des produits de luxe, où des produits toujours nouveaux suscitent le désir des clients. La plupart des Maisons de luxe du monde entier ont une partie de leur production en Italie.

LVMH investit depuis bien des années dans les chaînes italiennes. D'abord avec des implantations directes, nos ateliers de développement de produits et de production, véritables joyaux en termes d'architecture, de respect de l'environnement et de conditions de travail. Et puis en tissant un réseau d'entreprises fournisseurs de taille plus modeste, souvent familiales, mais qui apportent un savoir-faire, des idées, et sont de formidables mains intelligentes. La croissance de la demande mondiale de produits de haute qualité offre une opportunité de croissance pour l'industrie manufacturière italienne. Il est important que l'ensemble de l'écosystème continue à progresser afin de maintenir ses avantages concurrentiels. La formation de nouvelles générations d'artisans en coordination avec les écoles est le défi le plus important. Les perceptions négatives liées au travail manuel doivent être dissipées. Dans les produits de luxe, il s'agit d'un travail de haute précision, avec une marge de créativité requérant l'utilisation de technologies sophistiquées et permettant des carrières très intéressantes. Nous aurons certainement notre rôle à jouer, comme



Les dirigeants de LVMH Holding Company posent pour les photographes lors de l'événement Life 360 Summit, à la Maison de l'UNESCO, à Paris, France, le 14 décembre 2023.

le démontrent les projets 2024 de Bulgari, Loro Piana, Givenchy et Thélios.

Bernard Arnault a été et reste un grand visionnaire. Si vous deviez dire quelles sont ses principales qualités, lesquelles mettriez-vous en avant ?

Toni Belloni : L'intuition visionnaire de M. Arnault a consisté à prévoir le grand potentiel des produits de haute qualité et à regrouper les maisons familiales au sein d'un groupe. Le choix organisationnel gagnant a alors été de maintenir l'autonomie et la tradition de chaque maison afin de cultiver son caractère unique et son âme. Plus de 30 ans plus tard, ce qui est impressionnant, c'est l'esprit d'entreprise qui continue de l'animer : la formidable éthique du travail, la proximité avec les magasins et les clients, la passion pour la créativité et les nouvelles opportunités, le courage de faire des choix difficiles. Il ne fait aucun

doute que son exemple est une grande source d'inspiration pour tous les membres du groupe. S'il visite souvent les magasins, tout le monde sait que cela est important.

Près de 80 % des produits de luxe dans le monde sont produits en Italie. C'est également en Italie que l'on trouve le plus grand nombre de marques. Toutefois, contrairement à la France, il n'existe pas de conglomérats de luxe sur le modèle français.

Toni Belloni : Avec la France, l'Italie est le pays où le sens esthétique, la richesse artistique et l'art de vivre font partie du patrimoine culturel. Un véritable écosystème de la beauté et de la qualité. Les Maisons sont nées et se sont développées dans ce contexte culturel, au service de familles nobles puis des dynasties industrielles, avant qu'elles ne soient découvertes par un public plus large.

À son tour, la grande qualité de la création et de la fabrication de produits artisanaux en Italie trouve ses racines dans l'histoire. La "main italienne" est née dans les corporations d'artisans de la Renaissance et s'est léguée au fil des siècles, donnant naissance aux Districts Industriels d'aujourd'hui, véritables pôles géographiques de connaissance et de savoir-faire : la Toscane pour la maroquinerie, la province de la ville de Valenza pour la joaillerie, la Vénétie et les Marches pour la chaussure, la Province de Belluno pour la lunetterie... Comme je l'ai déjà dit, les grandes entreprises, telles que notre groupe, agissent en tant que leader de la chaîne d'approvisionnement, avec le soutien des institutions et des effets d'entraînement sur les petites entreprises, pour former de nouvelles générations d'artisans 2.0 capables de combiner habileté manuelle et technologie. Il est vrai que les Maisons en Italie ont conservé leur indépendance. Mais cela ne les empêche pas de faire face avec succès à la concurrence sur le marché mondial. Pensez à Prada, Moncler, Cucinelli, Tod's, Zegna, Dolce et Gabbana, Damiani...

Et que répondez-vous à ceux qui accusent la France d'une campagne italienne très agressive dans le secteur du luxe. Le Made in Italy est-il en danger ?

Toni Belloni : L'acquisition de Maisons italiennes a également eu de nombreux effets bénéfiques. Certaines de ces entreprises ont eu les moyens de s'affirmer au niveau mondial, tout en conservant leur siège, leur culture et surtout leur ADN italien qui leur est propre. Le Made in Italy en a également bénéficié, offrant des opportunités de développement aux "mains intelligentes" de l'industrie manufacturière italienne. Nous avons 35 sites de production en Italie, qui produisent non seulement pour nos Maisons italiennes, mais aussi pour celles

d'autres pays. Bien sûr, on ne peut pas se reposer sur ses lauriers et on doit continuer à s'améliorer, à former de nouveaux talents, à devenir encore plus créatifs, qualitatifs et flexibles. C'est la meilleure façon de continuer à faire prospérer le *Made in Italy*.

LVMH est fortement engagé sur des sujets tels que la formation, l'environnement, l'économie circulaire, la recherche, l'égalité hommes-femmes. Quels sont vos résultats et vos objectifs ?

Toni Belloni : Les grandes entreprises ont aujourd'hui un rôle dans la société qui va au-delà des résultats strictement financiers. Elles sont avant tout des moteurs du développement économique au sens large, créant de nouveaux emplois et investissant dans la formation des prochaines générations, soutenant les retombées économiques des petites entreprises avec lesquelles elles collaborent, transformant les nouvelles technologies en solutions pour les clients. Elles ont également la responsabilité d'être des chefs de file dans l'application des meilleures normes sociales et environnementales.

Notre groupe est engagé sur ces fronts depuis de nombreuses années. Le programme LIFE 360 a atteint des objectifs concrets. En matière de biodiversité, de circularité et de transition énergétique. En matière d'égalité hommes-femmes, nous sommes désormais proches de l'objectif 50/50 pour les postes clés fixé pour 2025. Surtout, l'attention portée aux communautés, l'intervention directe dans les situations de difficulté et de détresse, le soutien aux arts et à la jeunesse font désormais partie de notre culture. La contribution à la restauration de Notre-Dame est une source de fierté pour tous les employés, mais aussi pour les clients de notre groupe. ■

RDC : LES 1001 DÉFIS DE FÉLIX TSHISEKEDI

Félix Tshisekedi a dû savourer sa cérémonie d'investiture, samedi, dans un stade des Martyrs plein à craquer et devant une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement. Cette reconnaissance internationale était une première pour un président congolais dont les prestations de serment étaient le plus souvent boudées pour ses pairs africains et ses partenaires internationaux. Malgré la contestation de l'opposition qui dénonce toujours un « simulacre d'élection » et un « coup d'Etat électoral », Félix Tshisekedi a pu compter sur la présence de principaux chefs d'Etat de la région, à l'exception du président rwandais, et tenter de redonner ainsi une touche de légitimité à son second mandat. Christophe Rigaud, rédacteur en chef du site Afrikarabia nous livre une analyse ciselée sur la situation.

Ramener la paix à l'Est

Une fois passée l'euphorie de sa victoire écrasante à la présidentielle, avec 73,4% des voix, et sa mainmise sur plus de 90% de l'Assemblée nationale, Félix Tshisekedi aura du pain sur la planche. Le président-candidat s'était présenté aux élections avec un bilan des plus maigres, et un seul satisfecit, répété à l'envie : la mise en place de la gratuité de l'enseignement primaire et de l'accès à la maternité. Félix Tshisekedi devra tout d'abord s'attaquer au plus gros échec de son premier mandat : ramener la paix à l'Est. On se souvient qu'en 2019, le tout nouveau président avait fait de sa lutte contre l'insécurité, sa principale promesse de mandat. Il avait même promis « de sacrifier [s]a vie pour que la paix revienne ». Au bout de 5 ans, le conflit à l'Est du Congo a redoublé de violence, la rébellion du M23 a resurgi au Nord-Kivu, les ADF se

sont ralliés à l'Etat islamique et le nombre des réfugiés internes a atteint le chiffre record de 7 millions.

Cinq Années D'échec Sécuritaire

Pour juguler une situation sécuritaire en dérapage permanent, Félix Tshisekedi avait lancé plusieurs initiatives, toutes couronnées par un échec cuisant. Le chef de l'Etat s'était d'abord tourné vers l'Ouganda et le Burundi, puis avait tenté de négocier à Nairobi, avant de faire appel à la force régionale de l'Afrique de l'Est, ou de mobiliser des groupes armés anti-M23, baptisés « Wazalendo », pour combattre la rébellion soutenue par la Rwanda. Ces stratégies avaient toute échoué. Félix Tshisekedi, qui a promis pour son second mandat de mettre fin au M23, se trouve donc dans l'obligation de réussir. Pour cela, le président mise sur l'arrivée de nouvelles



Le Premier ministre de la République démocratique du Congo (RDC) Sama Lukonde Kyenge (G) remet sa lettre de démission au président Félix Tshisekedi à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), le 20 février 2024.

troupes régionales : celles de l'Afrique australe (SADC), que Kinshasa espère plus offensives que la force est-africaine. Le hic, c'est que le mandat de la mission de la SADC reste des plus flous, et donc sans garanties de combattre réellement sur le terrain le M23.

Tshisekedi compte sur ses drones la SADC

Les premiers soldats de la SADC se sont positionnés autour de Goma et de Sake, la porte d'entrée vers la capitale provinciale du Nord-Kivu. Le but semble être principalement d'empêcher les rebelles d'entrer dans Goma. Pour lutter contre le M23, Félix Tshisekedi dispose depuis peu d'une nouvelle arme : des drones d'attaque

chinois. Le 17 janvier, un drone de combat de l'armée congolaise a tué deux commandants du M23, derrière la ligne de front, dans la zone de Kitshanga, dans le Masisi. Cette attaque signe un premier tournant dans le conflit entre l'armée congolaise et la rébellion. Félix Tshisekedi espère pouvoir affaiblir le M23 et avancer sur le terrain grâce à son armée et à ses supplétifs, mais aussi avec les deux sociétés militaires privées engagées par Kinshasa.

Lecas Nangaa

Sur le front sécuritaire, Félix Tshisekedi devra également gérer les autres conflits communautaires, dans le Maï-Ndombe, la Tshopo, ou l'ex-Katanga. Autre épine dans le pied de

Kinshasa : la nouvelle alliance politico-militaire nouée par le M23 avec Corneille Nangaa, l'ancien président de la Commission électorale (CENI), sous le nom d'Alliance Fleuve Congo (AFC). Cette plateforme est censée servir de vitrine politique au M23 en cas de négociations avec le gouvernement congolais. Car en cas d'échec de sa stratégie offensive, le président Tshisekedi sera dans l'obligation d'ouvrir des discussions avec les rebelles, ce que le président refuse pour l'instant. Mais cela n'exonérera pas Kinshasa de devoir, à court ou moyen de terme, de renouer avec le vrai donneur d'ordre du M23, le Rwanda.

Le Défi Du Développement

Le second chantier, et non des moindres, de Félix Tshisekedi, sera celui de l'économie et du social. On se souvient qu'en 2019, Félix Tshisekedi s'était engagé à faire de son pays « l'Allemagne de l'Afrique », à développer l'économie et à créer des emplois. Mais l'inflation grimpe (21%), la croissance plafonne (7%) et le franc congolais continue de se déprécier. Stabiliser la monnaie et relancer l'économie seront donc une priorité, avec notamment la construction d'infrastructures, conditions sine qua non au développement. L'économie est encore largement dominée par le secteur informel et l'argent manque cruellement dans les caisses de l'Etat. Certes, le budget a été porté à 16 milliards de dollars, mais c'est une goutte d'eau pour ce pays de 100 millions d'habitants, grand comme l'Europe occidentale. Les Congolais vivent encore largement en dessous du seuil de pauvreté et le train de vie de l'Etat accapare encore la majorité du budget.

Combattre « les voleurs »

Pour lutter contre la pauvreté et mieux redistribuer les recettes de l'Etat, il faudra combattre « le mal congolais » qu'est la corruption. Des

initiatives ont été prises avec l'Agence de lutte contre la corruption (APLC) ou la remise en ordre de bataille de l'Inspection générale des finances (IGF) et de la Cour des comptes. Mais, si des procès retentissants pour détournements de fonds publics ont bien eu lieu, les inculpés ont tous retrouvé la liberté ou ont été blanchis. Il faudra donc « dépolitiser » une lutte contre la corruption trop « sélective » pour qu'elle soit efficace. Pendant la cérémonie d'investiture de

“ **Félix Tshisekedi devra tout d'abord s'attaquer au plus gros échec de son premier mandat : ramener la paix à l'Est.** ”

Félix Tshisekedi ce week-end, le pasteur Roland Dalo a fustigé au micro devant les caciques du pouvoir et le président lui-même « les voleurs et ceux qui s'enrichissent » en ne voyant que « leurs intérêts ». Le message est bien passé, mais, pour l'instant, la lutte contre la corruption reste un vœux pieux et continue de gangrener la société congolaise à tous les étages.

Un Hyperprésident Aux Pieds D'argile

Le dernier chantier de Félix Tshisekedi est politique et se déroulera surtout en coulisse. Le chef de l'Etat devra clarifier sa coalition, qui sera certes ultra-dominatrice dans les deux chambres, mais qui reste un agrégat composite de petits partis qu'il faudra tous récompenser. Félix Tshisekedi devra également trouver la juste place pour ses alliés de poids que restent Vital Kamerhe et Jean-Pierre Bemba, même si le MLC de ce dernier est en net recul aux législatives. D'autant que le patron de l'UNC et celui



Félix Tshisekedi accueille Emmanuel Macron au palais de la Nation, à Kinshasa le 4 mars 2023. Le président français est à Kinshasa pour la quatrième et dernière étape d'une tournée africaine.

du MLC n'ont sans doute pas renoncé à briguer le fauteuil présidentiel. Tshisekedi devra canaliser les ambitions de ces deux poids lourds s'il veut mener son second mandat à bon port. La composition du futur gouvernement devra être un subtil dosage entre une nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques que va vouloir pousser Félix Tshisekedi et l'ancienne génération toujours en embuscade. Le président a beaucoup de monde à remercier et il y aura également beaucoup de déçus qui seront autant d'épines dans le pied du président.

Une seconde chance de mieux faire ?

Le second mandat ne sera donc pas un long fleuve tranquille. Le problème de la légitimité de Félix Tshisekedi reste posé. Au tour de passe-passe avec Joseph Kabila pour se partager le pouvoir en 2018, vient s'ajouter le score stratosphérique et quasi-soviétique du dernier scrutin

qui interroge tout autant. Il planera toujours un parfum de fraude sur le vote du 20 décembre. Les machines à voter retrouvées chez des particuliers, l'absence de chiffres sur les bureaux de vote réellement ouverts, la prolongation du scrutin pendant six jours... font dire à l'Eglise catholique que « *ces élections ont été caractérisées, en général, par la fraude, et la corruption à grande échelle* ». Et contrairement à ce que clame le camp présidentiel, les Congolais ne se sont pas vraiment rués aux urnes le 20 décembre : seuls 43% des électeurs ont pu déposer un bulletin dans l'urne, signant ainsi le plus faible taux de participation depuis 2006. Avec ce second mandat, Félix Tshisekedi s'est donc offert une seconde chance de mieux faire à la tête du Congo. Sera-t-il à la hauteur ? Au vu du scrutin chaotique du 20 décembre, on peut dire que c'est plutôt mal parti. ■

ÉNERGIE EN EAUX TROUBLES : LES ENJEUX ET INCERTITUDES DE L'EXPLORATION OFFSHORE AU LIBAN

PAR MAÏSSA BEN FARES

Plus de cinq ans et demi après avoir signé les contrats pour l'exploration et l'exploitation des réserves supposées d'hydrocarbures offshore dans le bloc n° 4 de la zone économique exclusive libanaise (ZEE) ; le consortium dirigé par TotalEnergies a décidé de se retirer et de ne pas poursuivre ses opérations.

Le Liban, plongé depuis 2019 dans l'une des pires crises économiques et sociales de ces deux derniers siècles, voyait dans l'exploitation des champs gaziers au large de son territoire une porte de sortie désespérément attendue. La classe politique libanaise elle-même promettait des miracles : des milliards de dollars qui serviraient à redresser le pays, et même à garantir une alimentation électrique sans interruption !

Ainsi, lorsque le consortium dirigé par TotalEnergies a pris en décembre dernier la décision de se retirer de l'exploitation du bloc 4, le ministère libanais de l'Énergie s'est empressé de lancer le troisième cycle de licences d'exploration pétrolière et gazière du pays, avec des offres pour le bloc 4 mais aussi pour les neuf autres blocs de la ZEE du pays.¹

De nouvelles enchères pour l'hydrocarbure du pays du cèdre, et de nouveaux espoirs pour un État pratiquement à genoux.

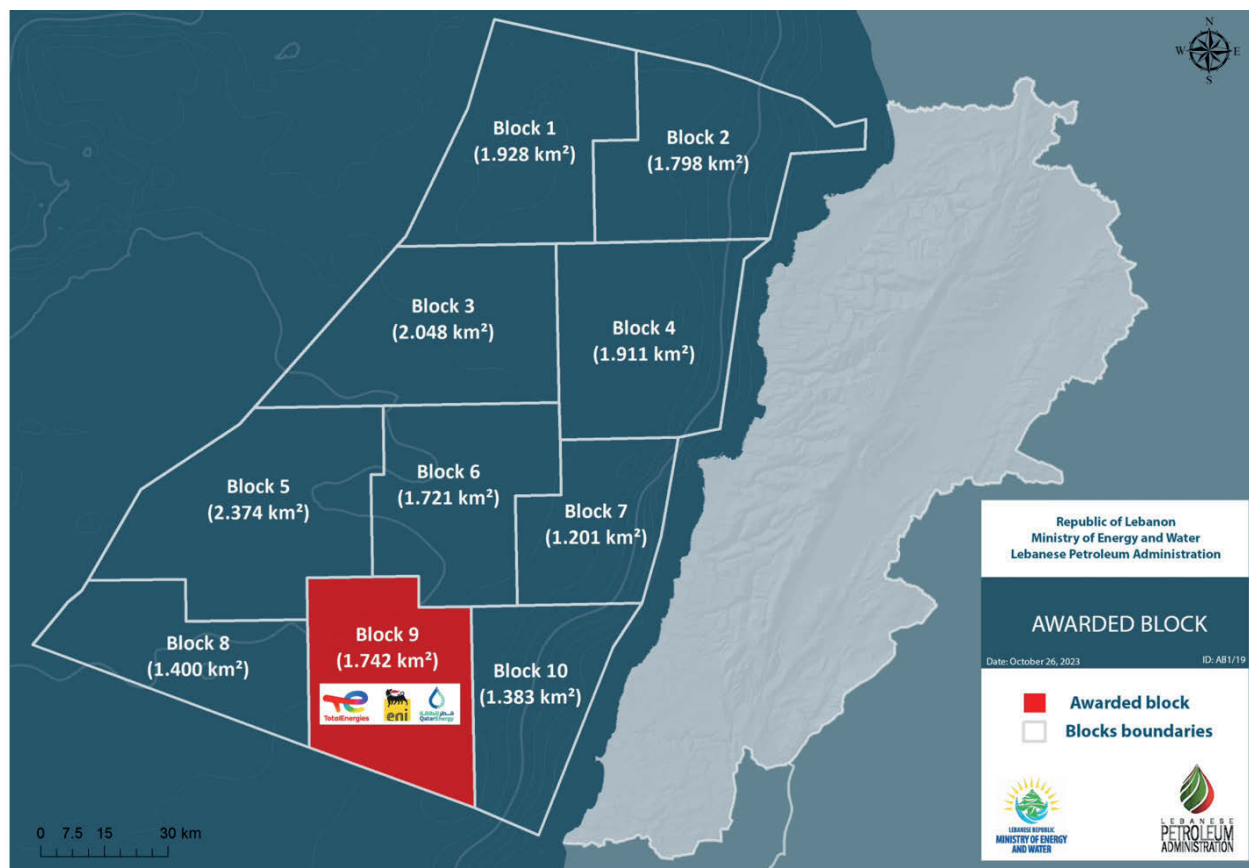
Des espoirs qui risqueraient toutefois d'être fortement compromis alors que la guerre avec Israël est déjà aux portes du Liban Sud. À moins

que, les intérêts énergétiques finissent par devenir eux-mêmes un facteur stabilisateur ?

L'exploitation des ressources offshore au Liban ne pourrait-elle pas servir de double issue, contribuant à résoudre à la fois la crise économique et sociale du Liban d'une part, et à apaiser les tensions régionales aggravées depuis le mois d'octobre dernier d'une autre part ?

Les Voies de la Prospérité : La Méditerranée orientale et le Liban sur le devant de la Scène Énergétique

Historiquement, la Méditerranée orientale a longtemps été cantonnée au rôle de zone de transit d'hydrocarbures. Seulement, progressivement et au fur et à mesure des explorations sous-marines et de la multiplication des découvertes gazières dans l'ensemble du bassin levantin, la Méditerranée orientale va dévoiler un potentiel énergétique non négligeable. D'une superficie de 83 000 km², le bassin du Levant (Grèce, Turquie, Syrie, Liban, Israël, Égypte et



Chypre) posséderait des réserves estimées par l'US Geological Survey à 1,7 milliard de barils de pétrole et à 122 000 milliards de pieds cubes de gaz naturel, l'équivalent de la moitié environ des réserves en gaz prouvées des États-Unis². C'est précisément depuis 2009, que la région va voir la prolifération de découvertes de gisements ou de potentiels gisements gaziers à travers sa zone. En 2009 et 2010, les champs gaziers de Tamar et Léviathan ont été identifiés au large d'Israël. En 2011, le champ gazier d'Aphrodite a été découvert au large de la côte sud de Chypre. En Égypte, le champ gazier géant Zohr a été mis au jour en 2015.

Le Liban s'avère également être une région à fort potentiel, notamment en termes de ressources en hydrocarbures. Ses réserves gazières pourraient en effet atteindre 25 000 milliards de pieds cubes, tandis que ses ressources pé-

trolières pourraient approcher les 800 millions de barils. De quoi enchanter le petit pays du Moyen-Orient mais pas seulement³.

La découverte de plusieurs gisements de gaz naturel au cours des dernières années et la perspective d'exploitation de considérables ressources d'hydrocarbures sous les eaux de la Méditerranée orientale a dès les débuts des années 2000 suscité un grand intérêt international.

Mais ce qui va vraiment propulser la zone au-devant de la scène stratégique et énergétique, c'est indéniablement la guerre en Ukraine. Véritable bouleversement sur la scène des relations internationales, ce conflit est venu le 24 février 2022 dernier rappeler aux Européens, de la manière la plus directe possible, les conséquences qu'une sujétion historique à l'égard de la Russie dans le domaine des hydrocarbures peut engendrer.

En effet, la dépendance gazière moyenne de

l'Union européenne envers Moscou s'établissait à 40% du total des approvisionnements gaziers à la fin de 2021, offrant à Vladimir Poutine un levier de pression important sur les Européens. Dès les débuts du conflit, les États membres et les instances communautaires qui avaient rapidement fait le choix de se libérer des hydrocarbures russes ont vécu une crise énergétique sans précédent. L'occasion ou jamais pour toutes ces puissances d'envisager la diversification de leurs sources d'approvisionnement énergétique. La Méditerranée orientale apparaissait une nouvelle fois comme le parti idéal.

Les intérêts énergétiques, une affaire internationale confrontée à des réalités géopolitiques : le défi de l'exploitation énergétique au Liban

Les découvertes gazières des années 2000 ont profondément transformé l'importance stratégique de la Méditerranée orientale. De simple région de transit, celle-ci est progressivement devenue une région de production. Opportunité considérable en matière de sécurité énergétique ou encore de prospérité économique, cette transformation n'en reste néanmoins pas exemptée de défis.

La multiplication des découvertes gazières dans le bassin du Levant est en effet intervenue dans un contexte régional dont la géopolitique complexe ne peut être négligée. Très rapidement d'ailleurs, ces nouvelles perspectives ont fait resurgir des tensions de plus en plus marquées retardant quasi systématiquement l'installation de projets d'exploration ou d'exploitation dans la région.

A ce titre le problème chypriote est des plus illustratif. En effet, la découverte du champ d'Aphrodite en 2011 a déclenché une série de revendications et de tensions entre la Turquie et la République turque de Chypre-nord concernant le partage des richesses de l'île.

La République turque de Chypre-nord a réagi en découpant des blocs d'exploration-production, affirmant une exclusivité d'exploitation dans certaines zones maritimes, et proposant même ces blocs à l'entreprise nationale turque TPAO. Les tensions ont atteint leur apogée au début de 2018 avec l'interception par la marine turque du navire de forage italien Saipem 12000 se dirigeant vers le bloc 3, revendiqué à la fois par la République de Chypre et la République turque de Chypre-nord.

“ ***Historiquement, la Méditerranée orientale a longtemps été cantonnée au rôle de zone de transit d'hydrocarbures.*** ”

Une problématique similaire subsistait entre le Liban et Israël, entre qui un litige frontalier disputait une surface maritime de plus de 860 kilomètres carrés. Couplée à un chaos politique et un vide institutionnel perpétuel, la situation du Liban a pendant longtemps rendu impossible la réalisation d'un appel d'offres pour l'exploration offshore. Même en 2017, lorsque le Liban qui avait fait évoluer son cadre interne et qu'il attendait le début de l'exploration de son bloc 9, de nouvelles préoccupations étaient venues affecter la vitesse du projet.

Le consortium composé de TotalEnergies, Eni et Novatek a dû reporter le forage à plusieurs reprises, d'abord en raison de la pandémie de Covid-19, suivi de l'explosion dans le port de Beyrouth, du départ de Novatek, et enfin de la subsistance du différend sur la frontière maritime avec Israël.

Ce n'est qu'en 2022, avec la signature du très

espéré accord frontalier maritime négocié par les États-Unis entre Israël et le Liban, que le forage dans le bloc 9 a pu enfin débuter. Les intérêts énergétiques et économiques semblaient ici prendre le dessus sur les différends géopolitiques.

La ressource énergétiques ou l'opportunité inégale d'une coopération régionale

Très souvent au centre de complexités géopolitiques et d'autres tensions diplomatiques, l'Énergie est plus souvent associée dans une zone donnée à une époque donnée à un élément déstabilisateur. Pour qualifier cette situation on parle même de malédiction de la ressource. Pourtant et la Méditerranée orientale comme le Liban en ont été les premiers témoins, la perspective énergétique peut dans certains cas s'avérer être un vrai catalyseur de coopération diplomatiques. Plutôt que d'alimenter une rhétorique escalatoire, les potentielles réserves gazières peuvent aussi, parfois être, un facteur d'apaisement.

L'accord israélo-libanais est un exemple criant mais il n'est pas le seul. Au lendemain des premières découvertes gazières, deux alliances tripartites avait vu le jour dans la région, avec des réunions politiques et techniques de haut niveau : l'une entre la Grèce, la République de Chypre et l'Égypte, l'autre entre la Grèce, la République de Chypre et Israël.

Un an seulement après le début des exploitations gazières au Liban, le pays, qui plaçait tant d'espoirs sur cette nouvelle ressource, voit une nouvelle fois ses projets compromis. La guerre qui a embrasé la région depuis début octobre 2023 pourrait être un facteur supplémentaire de retardement de ces exploitations. Sauf si le scénario de l'accord maritime de 2022 entre Israël et le Liban se répète. Les intérêts énergétiques et économiques ne pourraient-ils pas

une nouvelle fois, dans la région, se présenter comme un facteur stabilisateur ?

Pouvons-nous espérer que les acteurs impliqués dans l'exploration des gisements dans la région puissent, dans leur intérêt, plaider en faveur d'un apaisement de la situation régionale ? La question mérite d'être posée, toutefois, il est difficile de ne pas constater qu'au regard des premiers retours sur l'exploitation offshore au Liban et de son potentiel, il semble difficile que cette fois-ci les intérêts énergétiques puissent valoir une stabilisation régionale. L'exploration offshore du Liban a en effet été truffée de déceptions. Bien que le Liban ait réussi à obtenir la participation de grands acteurs tels que TotalEnergies et Eni à sa première série de licences, le forage exploratoire dans les deux blocs, les blocs 4 et 9, n'ont pas donné à trouver de quantités commerciales de pétrole ou de gaz.

Le premier puits du consortium dans le bloc 4 a été confirmé en avril 2020 comme s'étant asséché. Le puits, Byblos-1, indiquait la présence de petites quantités de gaz, mais pas assez pour le rendre commercialement viable. Le Liban a confirmé en octobre qu'un puits que le consortium, maintenant avec Qatar Energi, a foré dans le bloc 9 en août n'a pas non plus trouvé de pétrole ou de gaz. À peu près au même moment, le consortium a renoncé à ses droits sur le bloc 4, le rendant disponible pour être mis aux enchères lors de ce troisième tour. ■

⁽¹⁾ <https://www.argusmedia.com/en/news/2523354-lebanon-launches-third-offshore-licensing-round>

⁽²⁾ <https://pubs.usgs.gov/fs/2010/3014/pdf/FS10-3014.pdf>

⁽³⁾ <https://www.lpa.gov.lb/mapsgallery/BLOCKS%20areas%20and%20seabed%20depth.jpg>

LES RETOMBÉES DE LA GUERRE DE GAZA SUR L'ARABIE SAOUDITE ET LES EMIRATS ARABES UNIS

PAR NAWAF NAMAN

DIRECTEUR, PÉNINSULE ARABIQUE

Au lendemain de l'attaque d'Israël perpétrée par Hamas le 7 octobre dernier, le premier ministre d'Israël, Benyamin Netanyahou, largement soutenu par les Etats-Unis, menaça en réponse à cette attaque qu'il « va changer le Moyen Orient ». Dans cette région qui connaît aujourd'hui plusieurs conflits (Israël contre Hamas et Hezbollah, les Houthis du Yémen contre les navires des pays occidentaux, crise entre l'Iran et Pakistan), deux pays seulement du Conseil de coopération du Golfe attirent l'attention par leur fulgurante ascension au niveau politique et économique ainsi qu'au niveau culturel et sécuritaire : L'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis. La menace israélienne de changer le Moyen Orient pourrait-elle affecter ou ralentir leur ascension ?

Ces deux pays du Golfe jouent un rôle de leadership non seulement dans le Golfe arabe mais dans tout le monde arabo-musulman aussi. Ayant au pouvoir deux dirigeants jeunes et visionnaires, et possédant une richesse nationale de plus en plus diversifiée, Riyad et Abou Dhabi s'orientent vers un avenir prospère et promettant qui se cristallisera aux alentours de 2030. Car si les crises en Ukraine et à Gaza ont bouleversé les événements sur la scène mondiale notamment en Europe et au Moyen Orient, Riyad et Abou Dhabi ont su maintenir voire étendre leur action dans cette région pour y exercer une

influence qui s'étend de plus en plus sur la politique et l'économie mondiales. Cette efficacité s'est manifestée par leur position renforcée au sommet de l'OPEP+, par le fait d'être invitées à rejoindre l'organisation intergouvernementale des BRICS, par l'accueil réussi des Émirats arabes unis de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques en 2023. L'année en cours ouvre ainsi la voie à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis pour qu'ils soient présentes à la table des négociations des grandes puissances qui débattent des questions cruciales auxquelles la communauté internationale est confrontée aujourd'hui.



Des personnes se rassemblent devant un bâtiment détruit après une frappe aérienne israélienne dans la ville de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 26 février 2024. Le président américain Joe Biden a déclaré qu'il espérait un cessez-le-feu "d'ici lundi prochain" dans la guerre entre Israël et Gaza. Ses commentaires interviennent alors que des progrès ont été enregistrés dans les négociations en cours entre Israël et les représentants du Hamas au Qatar.

La première crise mondiale de cette décennie éclatée à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a montré la capacité de ces deux pays du Golfe arabe à gérer avec patience et prudence la crise politique de leurs amis et de leurs ennemis à la fois. Contrairement au Koweït, qui s'est empressé de condamner l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, pour des raisons historiques qui lui sont propres, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont restées résolument neutres sur le conflit Russo - ukrainien. Grâce à cette neutralité, Riyad et Abou Dhabi ont su maintenir simultanément des canaux di-

plomatiques avec Moscou et Kiev. Récemment, Abou Dhabi a réussi même à jouer un rôle important en négociant un échange de prisonniers de guerre entre la Russie et l'Ukraine. Cependant, cette neutralité a ses propres limites car ce conflit porte à la veille des manœuvres militaires de l'OTAN annoncées prochainement, une dimension de plus en plus mondiale et cruciale, ce qui rend la position de neutralité de ces deux pays du Golfe difficile voire intenable. Car dans le conflit entre Israël et Hamas, la situation entre les deux belligérants est devenue plus dramatique et très critique. Alors que les

Émirats arabes unis ont établi des relations diplomatiques complètes avec Israël en 2020, l'Arabie saoudite était avant l'attaque du Hamas du 7 octobre dernier, sur le point d'entamer des négociations sur la normalisation des relations avec l'État hébreu. Aujourd'hui, les dirigeants saoudiens font face à de fortes pressions tant au niveau national qu'international, afin de prendre des positions fermes sur la guerre ac-

de la résolution de la question palestinienne » insista-t-il.

Depuis le début de la guerre du Gaza, l'activité diplomatique des États-Unis dans la région du Golfe (plusieurs visites du secrétaire d'état Anthony Blinken) reflète l'influence croissante de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis aux yeux de Washington. L'administration Biden semble avoir besoin de plus en plus du soutien de ses partenaires dans cette région pour atteindre ses objectifs. Alors que le Qatar est impliqué dans la question des otages, qu'Oman joue son rôle traditionnel d'intermédiaire entre Washington et Téhéran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont considérés par la Maison-Blanche comme des partenaires essentiels dans l'effort visant à trouver une solution après la fin des opérations militaires : stabiliser Gaza, relever les défis humanitaires critiques, répondre aux besoins gouvernementaux et sécuritaires, et potentiellement préparer le retour aux négociations entre Israéliens et Palestiniens. Or, Riyad et Abou Dhabi ont évité toutes les deux, d'évoquer publiquement l'avenir de la gouvernance de Gaza et la reconstruction de la bande de Gaza. Elles ont limité leurs déclarations publiques à ce sujet sur 3 thèmes :

1. Œuvrer à une désescalade du conflit, l'Égypte jouant probablement un rôle clé, l'intérêt de celle-ci étant de réactiver le transport maritime par le canal de Suez affecté par les attaques des Houthis qui soutiennent Hamas, car ce canal lui assure une rente monétaire considérable en devises pour son économie.
2. Plaidoyer pour le retour des otages, le Qatar cherchant à influencer le Hamas pour rester un acteur majeur au Moyen Orient, indispensable dans les tractations menées entre l'Occident, Israël et les Palestiniens.
3. Fournir un soutien humanitaire au peuple palestinien, notamment à Gaza que la communauté internationale ne cesse d'appeler

“ ***La première crise mondiale de cette décennie éclatée à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a montré la capacité de ces deux pays du Golfe arabe à gérer avec patience et prudence la crise politique de leurs amis et de leurs ennemis à la fois.*** ”

tuelle ainsi que sur le débat sur l'avenir de Gaza et le conflit israélo-palestinien.

Par la voix de son ministre des Affaires étrangères le prince Fayçal ben Farhane Al – Saoud, Riyad a affirmé récemment sa position à deux reprises : D'abord lors du Forum économique de Davos où ce dernier annonça que son pays reste ouvert à un accord avec l'État hébreu tout en soulignant la nécessité d'un cessez-le-feu et d'une solution à deux états ; puis lors d'une interview sur CNN où il a déclaré que la normalisation des relations avec Israël n'est pas envisageable sans la solution du problème palestinien : « *C'est la seule façon pour nous d'en tirer les bénéfices. Donc, oui, parce que nous avons besoin de stabilité et la stabilité viendra seulement*



Des volutes de fumée se dégagent lors d'un bombardement israélien à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le lundi 26 février 2024.

ler par la voix du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres pour secourir la population civile.

De ce fait, la future diplomatie de Riyad et Abou Dhabi sera donc moins susceptible de pencher vers une neutralité qu'elles cherchent à conserver même si ces deux pays tentent de maintenir au premier plan leurs ambitieux programmes économiques. Leur diplomatie suivra probablement la récente déclaration conjointe du Conseil de coopération du Golfe et de l'Union européenne, qui a appelé à la « retenue » pour mettre fin au conflit qui se déroule entre Israël et Gaza. Cette déclaration publiée à l'issue d'une réunion des deux groupes à Mascate en octobre dernier, stipulait que « *le Conseil conjoint a exprimé sa profonde préoccupation face aux graves développements en Israël et à Gaza et a*

condamné toutes les attaques contre les civils. Il a appelé à la protection des civils, rappelant aux parties les obligations qui leur incombent en vertu des principes universels du droit international humanitaire. Il a en outre appelé à la retenue, à la libération des otages et à l'accès à la nourriture, à l'eau et aux médicaments conformément au droit international humanitaire, soulignant la nécessité urgente d'une solution politique à la crise pour éviter que ce cercle vicieux de violence ne se reproduise. L'UE et le CCG sont déterminés à déplorer la violence et à appeler toutes les parties à la retenue et au calme, et ont convenu de poursuivre les consultations et de rester engagés ».

Car si l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont conscients de leur importance dans l'avenir du Moyen-Orient, les dirigeants de ces

deux pays se méfient de donner l'impression de fournir une couverture à un gouvernement israélien qui mène une politique agressive et des opérations militaires qualifiées par le secrétaire général de l'ONU inacceptables. Ces opérations militaires sont considérées comme un anathème par la grande majorité des Arabes, y compris les populations de ces pays.

Les dirigeants saoudiens et émiratis sont conscients que l'opinion publique est une affaire très sensible lorsqu'il s'agit de la cause palestinienne. Un sondage publié le 21 décembre 2023 par « Washington Institute for Near East Policy » sur l'attitude des Saoudiens à l'égard du conflit en cours, a montré que 91 % des Saoudiens considèrent que *« malgré la destruction et les pertes en vies humaines, cette guerre à Gaza est une victoire pour les Palestiniens, les Arabes et les musulmans »*. De son côté, le gouvernement des Émirats arabes unis à conscience également que le positionnement du pays en tant que « voix de la raison » ne serait pas entendu ni accepté comme le montre les médias sociaux nationaux et panarabes dans ce pays. Certes les dirigeants des Émirats arabes unis ont indiqué que les liens économiques entre les Émiratis et les Israéliens se poursuivraient comme précisait le ministre d'État au Commerce extérieur, Thani bin Ahmed Al Zeyoudi : *« nous ne mélangeons pas l'économie et le commerce avec la politique »*, mais sur le terrain cette position semble difficile à tenir à long terme si la guerre de Gaza se poursuit avec autant de victimes civiles palestiniens

Que la guerre en cours reste circonscrite à la bande de Gaza seulement ou étendue dans la région, la question qui s'impose en ce qui concerne l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis est la suivante : est-ce que la position de ces deux pays envers Israël est basée sur les intérêts propres à chacun d'eux ou bien sur des intérêts communs aux deux pays ensemble ?

La guerre de Gaza pourrait rapprocher les deux pays d'une position unifiée, surtout après les interventions des rebelles houthis contre les navires à destination d'Israël à Bab Al-Mandab et les tirs de roquettes vers Israël. Riyad et Abou Dhabi craignent de nouvelles attaques houthies sur le territoire saoudien et émirati ce qui menace leur développement qui est en plein essor dans le but de diversifier leurs économies et leurs infrastructures. Avant la guerre de Gaza, Riyad s'est rapproché de l'Iran dans le but de faire cesser les attaques des roquettes des houthies sur son territoire. Aujourd'hui, Riyad comme Abou Dhabi en attendant que le projet du siècle américain IMEC se concrétise dans la région, tentent d'utiliser leur dialogue avec l'Iran et en même temps faire appel aux États Unis et à l'Occident pour empêcher les Houthis de conduire la guerre de Gaza à un conflit plus large ce qui pourrait menacer gravement leur économie et ralentir leur développement en plein essor. ■

LE RETOUR DE LA MONARCHIE : UNE ALTERNATIVE À LA SOLUTION POLITIQUE LIBYENNE ?

PAR IMEN CHAANBI



Le 9 février 2024¹, le Prince Héritier Mohammed Ridha El Senoussi est attendu à Tripoli. Invité par le Premier ministre actuel, Abdelhamid Dbeibah, cette rencontre entre dans le cadre de la préparation de l'avenir politique de la Libye.

Depuis la chute de Mouammar Kadhafi, le pays fait face à de nombreuses crises. La Libye est fragmentée de l'intérieur en raison de deux gouvernements. Le gouvernement de l'Est dirigé par le Maréchal Khalifa Haftar et, le gouvernement de l'Ouest² installé à Tripoli, gouverné quant à lui, par Abdelhamid Dbeibah.

Il a été nommé Premier ministre par intérim³, le 5 février 2021 par le Forum de dialogue politique libyen parrainé par l'ONU, avec pour objectif principal la mise en place d'élections présidentielles. Malgré les pressions de l'Union Européenne et des Nations Unies⁴, le Premier ministre n'a pu unifier le pays par l'organisation d'élections démocratiques. Après une tentative de rapprochement avec Seif El Islam Kadhafi et, des négociations avortées avec le Maréchal Haftar ; Dbeibah a décidé de faire appel aux royalistes pour réinstaurer l'identité nationale libyenne perdue.

Les négociations en coulisse s'activent depuis quelques mois, ainsi

le représentant du Conseil présidentiel Moussa Al-Koni⁵ a rencontré les membres de l'Association internationale des tribus des Idrissi qui ont à leur tour confirmé leur soutien au projet de réconciliation nationale. Celle-ci permettra d'assurer la stabilité du pays tout en préservant l'héritage culturel libyen.

L'instauration de la monarchie représente avant « tout une solution à même de rétablir » l'état de droit et « la stabilité du pays »⁶.



Le Prince héritier : la diplomatie parallèle au service du peuple libyen

Le Prince héritier Mohammed El Senoussi qui est né à Tripoli, a vécu en Libye jusqu'en 1987. Petit neveu du Roi Idriss I^{er}, son père Hassan Al Ridha⁷ devait être couronné le 3 septembre 1969. Mais le 1^{er} septembre 1969, les « officiers unionistes libres » dirigés par le Colonel Mouammar Kadhafi ont mis fin à la Royauté en déclarant la République dans un premier temps, puis « la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste » en 1977.

Le Prince héritier Hassan Al-Ridha a été emprisonné jusqu'en 1972. La famille royale sera assignée à résidence jusqu'en 1977.

En 1984, Kadhafi détruira les derniers symboles de la royauté notamment la mosquée historique de Senoussi dans l'oasis de Jaghbub ainsi que, la tombe de l'Imam Mohamed Bin Ali Al Senoussi (fondateur du mouvement Senoussi). Le défunt Prince héritier Hassan El Ridha transmettra le titre et, la direction de la famille à son fils en lui attribuant le titre légitime de Prince héritier de la Libye.

À Londres, il crée le mouvement pour la restauration de la royauté s'appuyant ainsi sur un vaste réseau d'influence composé de membres de la diaspora libyenne, et de think tank étrangers notamment anglo-saxons.

L'une des associations libyennes est dirigée par Ashraf Boudouara, chef du Comité Préparatoire de la Conférence Nationale pour l'Activation de la Constitution et le Retour de la Monarchie. Celui-ci revendique la mise en place d'un dialogue national.

Ainsi le 26 janvier 2024, les membres issus de la société civile se sont réunis à Istanbul pour la mise en place de ce dialogue. Ce 4^{ème} cycle de consultations communautaires a émis différentes propositions dont le rétablissement de la constitution de 1951, le dialogue national avec l'ensemble des acteurs de la société civile, ainsi que la réaffirmation d'une identité nationale libyenne.



Selon le Prince, le retour à la monarchie permettra une réconciliation avec le peuple libyen tout en garantissant les droits civils et politiques des libyens, ainsi qu'une coexistence pacifique sur un territoire unifié.

“ **L'instauration de la monarchie représente avant « tout une solution à même de rétablir » l'état de droit et « la stabilité du pays ».** ”

Dans le cadre de la célébration de la fête nationale⁸, il confirmera sa disponibilité et sa volonté de travailler aux côtés des acteurs de la société civile libyenne.

Le Prince est soutenu par une grande majorité de la diaspora libyenne qui voit en lui le symbole de l'identité nationale libyenne. Nouvelle figure de la politique libyenne, il n'a jamais occupé de fonctions politiques et économiques en Libye. En se plaçant comme le médiateur,

il incarne le renouveau par une légitimité politique et, religieuse héritée de son père. Son éducation anglo-saxonne et ses aspirations démocratiques, constituent un atout majeur pour les Nations Unis et l'Union Européenne. Inconnu de la jeune génération, il devra se faire une place dans le paysage politique libyen. L'adoubement par Dbeibah est un atout mais reste un cadeau empoisonné puisque parmi les soutiens, il y a les frères musulmans qui par nature ont toujours combattu le soufisme⁹.

Le Prince devra affirmer son autonomie politique pour ne pas être tributaire du passif du gouvernement actuel qui utilise tous les moyens politiques et symboliques à sa disposition et, ce pour son propre intérêt.

L'instrumentalisation du nationalisme par Dbeibah : un jeu de dupe ?

À travers cette alternative politique, le Premier ministre souhaite rétablir le sentiment d'appartenance à la Nation Libyenne. La révolution avait endossé le pas par la réinstauration du drapeau libyen établi par la constitution de 1951¹⁰. Véritable symbole de la royauté, le rouge rend hommage aux martyrs morts pendant la colonisation italienne. Le noir quant à lui, évoque l'étendard de la confrérie Senoussi¹¹ fondée au XIX^{ème} siècle par Mohamed Al-Senoussi. Ce dernier avait sous son commandement Omar Al Mokhtar¹². Le vert et le croissant incarnent l'espoir, la prospérité des générations futures ainsi que l'Islam.

Au-delà du nationalisme de conservation¹³, le Premier Ministre libyen souhaite réinstaurer le nationalisme de libération. En effet, par la mise en cause des structures politiques actuelles, il souhaite unifier les trois régions libyennes à savoir la Tripolitaine, le Fezzan et la Cyrénaïque. Par ailleurs, il s'agit de prôner le principe libéral d'égalité, par le rejet de la domination étrangère à savoir les armées et mercenaires étrangers. En luttant pour son indépendance nationale, le peuple libyen affirmera sa souveraineté, ce qui



conduira de facto à la création d'un État -nation.

La venue d'un symbole vivant devrait réanimer ce nationalisme d'antan créant ainsi une révolution politique et culturelle au sein d'une société libyenne fragmentée territorialement et générationnellement.

Cependant, cette manœuvre politique est la conséquence directe de l'incapacité du Premier Ministre de gouverner le pays et à désarmer les milices qui le soutiennent dans la Tripolitaine. Dbeibah refuse de quitter le pouvoir car lui et son entourage risquent d'être poursuivi par la justice libyenne¹⁴.

En 2021, il avait passé un accord avec les Kadhafistes¹⁵ en les intégrant dans le gouvernement actuel. Une négociation avec le clan Hafter a permis d'intégrer les fonctionnaires de l'Est dans certains ministères. Par ailleurs, Il a tenté de se rapprocher des Etats-Unis, d'Israël puis de la Russie. Conscient de l'influence des frères musulmans en Libye, il a préféré jouer l'apaisement en leur permettant d'exercer librement leurs activités économiques, sécuritaires et sociales. Il bénéficie par ailleurs, du soutien de l'ex-djihadiste Abdelhakim Bel Hadj en coulisse.

Au niveau international, le Qatar, la Jordanie, les Émirats-Arabs Unis et l'Angleterre



soutiennent l'initiative d'un retour à une monarchie constitutionnelle. L'Union Européenne quant à elle considère que cela « *constitue une initiative rationnelle pour sortir de l'impasse politique dans laquelle est la Libye* », permettant ainsi l'unification de la Libye.

À noter qu'un le think-tank¹⁶ Forum Moyen-Orient et Afrique du Nord (MECAF) propose « un plan B - Pour une Libye démocratique » et cela, suite à la défaillance du « Plan A » (la feuille de route organisée par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (UNSMIL). Le model d'une démocratie à l'occidental est inapplicable à la société libyenne. La constitution de 1951¹⁷ est donc la « seule voie vers une Libye stable et unie ».

Les monarchies ayant survécu aux révolutions arabes, la monarchie libyenne assurerait la stabilité politique, la continuité historique et l'unité nationale.

Il sera donc nécessaire de concilier cette approche avec l'approche démocratique revendiquée par la jeune génération libyenne.

De ce fait, deux scénarios se dessinent :

- Soit Le Premier ministre libyen organise des élections présidentielles en présentant le Prince Héritier comme candidat et, négocie par la suite un poste de premier ministre (cela lui permettra de conserver son immunité politique et judiciaire) ;

- Soit le Parlement modifie la Constitution libyenne et, proclame le retour de la monarchie constitutionnelle composée de deux chambres, un roi et un premier ministre (à l'exemple de la monarchie anglaise).

Quel que soit le scénario, cette manœuvre est avant tout un moyen pour le Premier ministre de rester au pouvoir mais, surtout d'évincer les candidats déclarés inéligibles par son gouvernement (Seif El Islam et le Maréchal Haftar).

À noter que, seules les Monarchies arabes ont résisté au Printemps arabe¹⁸. Facteur de stabilité, de progrès et de prospérité, les monarchies comme le Maroc ou Oman, ont su concilier l'aspect politique et religieux. Dans des sociétés symboles de diversités culturelles et religieuses, l'identité, l'unité nationale et la préservation de l'intégrité territoriale constituent un socle de la Nation, dont la Monarchie « est la clé de voûte »¹⁹.

L'Égypte qui avait encouragé la révolution de 1969, et soutien principal du Maréchal Haftar, surveille de près cette initiative qui risquerait de créer un précédent pour certains pays voisins. ■

⁽¹⁷⁾Modifié le 25 avril 1963 : la structure fédérale est abandonnée, le pays prenant le nouveau nom de royaume de Libye. Les assemblées et les gouvernements provinciaux disparaissent, et les vali deviennent de simples préfets.

⁽¹⁸⁾En 2011, les révolutions entraîneront la chute des présidents Ben Ali (Tunisie), puis de Moubarak (Égypte) et de Kadhafi (Libye).

⁽¹⁹⁾Extrait du discours du Roi Mohamed VI « <https://afrique.latribune.fr/politique/leadership/2023-10-14/maroc-mohammed-vi-determine-a-ameliorer-les-indicateurs-de-developpement-social-et-humain-980064.html#:~:text=Cette%20identit%C3%A9%20nationale%20est%20aussi,est%20la%20cl%C3%A9%20de%20vo%C3%BBte.>

⁽¹⁾Selon le calendrier présidentiel libyen. Le palais ou le Président du Conseil présidentiel libyen devra être libéré pour le compte du Prince héritier Mohamed Al-Ridha Senoussi. Celui-ci logera dans le palais durant la visite.

⁽²⁾Le gouvernement Abdel Hamid Dbeibah, aussi appelé gouvernement d'unité nationale (GNU), est le gouvernement de la Libye depuis le 15 mars 2021. Il succède aux deux gouvernements rivaux de Fayez el-Sarraj et Abdallah al-Thani.

⁽³⁾Abdelhamid Dbeibah et ses ministres ont juré « de préserver l'unité, la sécurité et l'intégrité » de la Libye, lors de cette cérémonie au siège provisoire du Parlement, installé en 2014 à Tobrouk

⁽⁴⁾L'envoyé spécial des Nations unies à Tripoli Abdoulaye Bathily suggère aux à l'ensemble des parties d'organiser des élections générales « inclusives et transparentes » en 2023

⁽⁵⁾29 janvier 2024 -rencontre organisée par le Conseil présidentiel

⁽⁶⁾Propos du Ministre des Affaires étrangères libyen Mr Mohamed Abdelaziz

⁽⁷⁾Le roi Idriss, souffrant et sans héritier direct avec son épouse, la reine Fatima, a remis au président du Sénat une lettre signée du 4 août 1969 par laquelle il renonçait au trône en faveur de son neveu, le prince héritier Hassan El-Reda.

⁽⁸⁾Le 24 décembre 2021

⁽⁹⁾Le soufisme ne s'attache pas à une interprétation stricte du coran mais aussi dans l'essence même des textes. S'emploie à maintenir sans cesse une harmonie entre les aspects exotérique et ésotérique du message islamique

⁽¹⁰⁾« Article 7 de la Constitution libyenne : Le drapeau national a la forme et les dimensions suivantes : sa longueur est double de sa largeur ; il est divisé en trois bandes horizontales de couleurs rouge en haut, noire au centre et verte en bas. La bande noire est égale en surface aux deux autres bandes et elle a au centre un croissant blanc, entre les deux extrémités duquel il y a une étoile blanche à cinq branches ». La Constitution de 2011 avait consacré le drapeau en abolissant le drapeau vert de la Jamahiriya.

⁽¹¹⁾Le jeune Senoussi rencontre à La Mecque en 1824 un maître soufi qui le choisit comme successeur. Il établit vers 1840 sa confrérie dans l'Est libyen

⁽¹²⁾Omar al-Mukhtar (1860-1931), héros national de la Libye et membre du Senoussi, a dirigé la résistance anticoloniale en Cyrénaïque de 1923 à 1931. Il a été capturé par les Italiens et condamné à mort.

⁽¹³⁾Il se manifeste par la célébration des symboles nationaux, comme le drapeau, l'hymne national, la fête nationale ou la célébration d'un héros

⁽¹⁴⁾Le nouveau premier ministre libyen Abdel Hamid Dbeibah serait entaché de corruption selon un rapport de l'ONU

⁽¹⁵⁾Les ex-membres du gouvernement de Kadhafi

⁽¹⁶⁾<https://revuedynastie.fr/un-nouveau-plan-de-paix-en-libye-prevoit-la-restauration-de-la-monarchie/>

YOUCEF BAADJA : LA FRANCE LE REJOINT POUR MENER SON COMBAT CONTRE LA CORRUPTION EN ALGÉRIE

Youcef Baadja, homme d'affaires évoluant dans la finance et les matières premières mène une bataille sans relâche. L'entrepreneur qui se dit avoir été spolié par l'Algérie, accuse les renseignements du pays de multiples enlèvements et de tentative d'assassinat à la mort-aux-rats. Explications à propos d'une sombre affaire de corruption et de conflits d'intérêts. Interview exclusive pour *Géostratégie magazine* (Groupe Entreprendre).

Tom Benoit : Vous avez déposé plusieurs plaintes à propos d'un système de corruption dont vous déplorez d'avoir été la victime. Pouvez-vous revenir sur l'origine de cette affaire ?

Youcef Baadja : Bien sûr. Je suis un entrepreneur de 48 ans, Algérien qui n'a jamais vécu en Algérie. Je travaille depuis plus de 25 ans dans la finance et dans le négoce de matières premières. Je précise que ma crédibilité a toujours incité les banques suisses et européennes à me financer. J'ai bâti mon empire sur le négoce de matières premières à la bourse de Londres. En 2010, je suis allé en Algérie – pour bâtir dans mon pays, et pour amener un plus à l'économie algérienne. De grands problèmes... La douane algérienne a bloqué mes sept sociétés. Tous mes comptes bancaires ont été bloqués.

Des décisions que vous jugez totalement arbitraires...

Sans aucune décision de justice ! Il s'agissait de décisions internes. Des plaintes ont été déposées contre moi, contre mes sociétés... Et toutes mes sociétés ont été bloquées.

La première plainte date d'octobre 2013. Et puis 120 plaintes.

Selon vous, qu'est-ce qui a motivé ces plaintes au départ ?

Le seul problème est que je n'avais pas le soutien d'un général. Je suis arrivé avec la mentalité européenne, et ils n'acceptent pas cela.

Je travaille partout dans le monde. Nulle part ailleurs, je n'ai connu ça.

Il y a une forme de non-dit dans la façon de mener des affaires en Algérie...

C'est tout à fait ça. Pour chaque secteur, il y a un général. Pour le sucre il y a un général, pour le ciment... Si vous voulez monter une usine pour faire de l'eau plate, il faudra passer par un général qui vous donnera les agréments. C'est un système corrompu qui contrôle l'Algérie.

Vous avez ensuite connu des persécutions particulièrement morbides...

J'ai eu gain de cause après cinq années de batailles. Pour gagner jusqu'à la Cour suprême. En 2018 j'ai reçu tous les jugements en ma faveur.



Le tribunal d'Algérie a même condamné l'Etat à payer des dommages. Je suis allé voir le Premier ministre, qui aujourd'hui est en prison. Il n'a pas voulu me répondre. Je me suis retourné vers le ministre de la Justice, lui aussi en prison à présent. Il m'a dit : *"Nous ne vous rembourserons pas"*. Alors ils m'ont envoyé les services algériens. J'étais dans un café. On est venu me voir pour me proposer de m'ouvrir toutes les portes : crédits, banques... Même des crédits qui seraient ensuite effacés. En échange, le patron veut que vous laissiez 50% des dommages que vous demandez. Je peux donner le nom du général, qui lui aussi est en prison aujourd'hui.

Vous avez refusé...

Bien sûr.

Vous avez vécu une période horrible après cela.

Ma vie est devenue un enfer.

Pouvez-vous nous décrire la nature des kidnappings dont vous avez été victime ?

La première fois je sortais de ma maison. Cinq personnes m'attendaient avec deux voitures : *"Nous sommes les services de renseignements algériens, venez avec nous!"*. J'ai dit : *"Est-ce que vous pouvez vous justifier ?"* Ça n'était pas la police, ils n'avaient pas de carte. Ils m'ont montré un talkie-walkie. J'ai dit que ça ne justifiait pas leur identité. Immédiatement ils m'ont pris en force, m'ont cagoulé et emmené dans une caserne militaire. J'y ai passé huit heures. Puis m'ont fait signer un document pour m'engager à ne parler à personne, et m'ont ramené chez moi à 5h du matin.

Il y a eu d'autres kidnappings...

Un mois après, la même chose. Je rentrais du travail, devant chez moi, 5 personnes... Violents, ils m'ont insulté, cagoulé.

On a même tenté de vous empoisonner...



Oui, après la 3^e fois. Alors que j'étais allé déposer plainte chez le procureur. Le procureur général, craintif, ne voulait pas prendre ma plainte. Trois semaines plus tard, je prenais un café dans un café public. Mon café avait été empoisonné avec de la mort-aux-rats. 3 jours à l'hôpital, lavage d'estomac...

Le cafetier avait donc été corrompu lui aussi. Vous aviez été tracé...

Ils travaillent tous ensemble. Les taxis, les hôtels, les cafetiers... Tous travaillent avec les services de renseignement algériens.

Vous vous rendez en Algérie aujourd'hui ?

Non, j'ai peur.

Combien de plaintes avez-vous déposées ?

Sept. En Suisse, à la Haye à la Cour pénale internationale, et trois au tribunal algérien

Quelles sont vos demandes aujourd'hui ?

La justice doit être faite. Ils doivent me restituer

mes biens. J'ai été spolié par le Gouvernement algérien. Ils sont allés jusqu'à me salir dans les médias algériens.

Sur le plan nominal, vous estimez être victime à hauteur de combien ?

Au maximum en dernier recours, au Tribunal pénal international nous réclamons 310 millions d'euros.

Vous continuez dans les affaires ?

Oui. Je travaille désormais beaucoup en Libye. Nous venons de signer un contrat pour installer des panneaux solaires partout dans le pays. Il s'agit d'une opération qui dépasse le milliard d'euros. Le gouvernement libyen y participe à hauteur de plusieurs centaines de millions. Heureusement, parce que les Algériens ont demandé à la Libye de me livrer en Algérie. Bien sûr, la Libye a refusé. Jamais ils ne livreraient quelqu'un avec qui ils travaillent. Cela m'a protégé. ■

ALAIN JUPPÉ : "JE N'AIME PAS BEAUCOUP LE MOT DE SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE"

Il y a quelques semaines Alain Juppé était l'invité de l'émission Face aux territoires (partenaire de Géostratégie magazine) diffusée sur TV5Monde. L'occasion d'un échange avec Tom Benoit. Visiblement, le directeur de la rédaction de *Géostratégie* et l'ancien Premier ministre n'ont pas exactement la même approche de la souveraineté économique. Extrait. Entretien à revoir en intégralité sur la chaîne YouTube de *Géostratégie magazine*.

Alain Juppé : Je n'aime pas beaucoup le mot de souveraineté économique. Je trouve que ça ne veut rien dire.

Tom Benoit : Pourquoi ?

Parce que ça n'existe pas. La souveraineté ça consiste à pouvoir se passer des autres.

Oui.

On peut se passer des autres ? Évidemment non. Il faut une autonomie, il faut une marge de manœuvre nationale – et d'ailleurs les Français ne sont pas favorables à ce qu'on ferme les frontières.



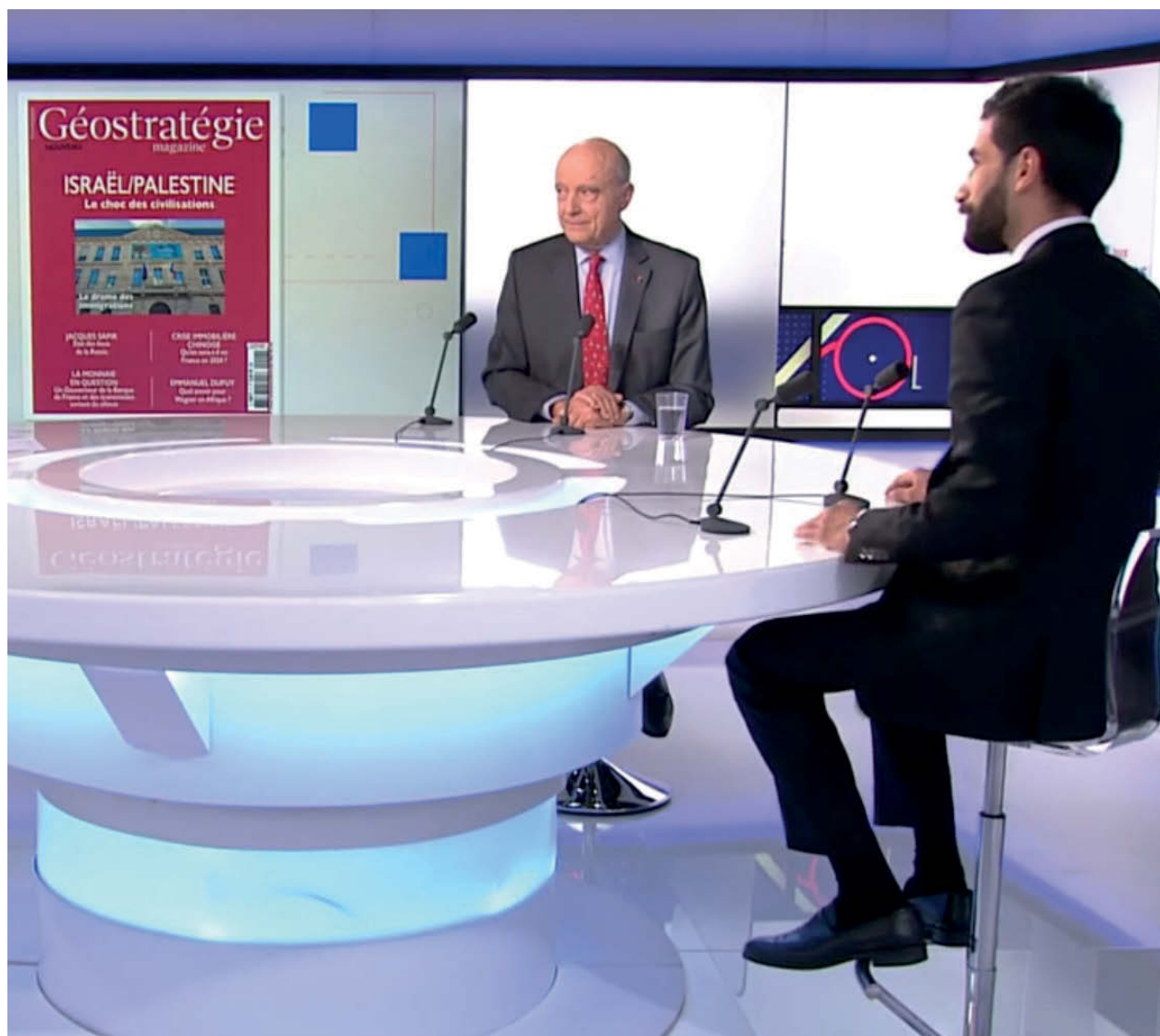
Sur le sujet purement économique, ne pensez-vous pas que l'un des fleurons français qu'était EDF reposait sur un principe de souveraineté économique ? Cela consistait d'ailleurs à pouvoir se passer des autres...

Non, au contraire. Pas du tout. On se passait tellement des autres, qu'on leur vendait notre électricité. Cette idée de se passer des autres n'a pas de sens. Nous sommes solidaires du marché européen. Produire des médicaments bien sûr, avoir une marge de manœuvre...

Si demain nous fermions les frontières, comment feraient les viticulteurs ?

Bruno Le Maire a déclaré que nous lèverons 284 milliards sur les marchés en 2024. Quels sont les pays qui achètent de la dette française aujourd'hui ?

Vous faites justement la démonstration que nous ne sommes pas seuls au monde. Le vrai défi ; je n'aimerais pas être à la place de Bruno Le Maire (*sourire*), c'est effectivement de maîtriser nos déficits publics et notre endettement. ■



LE MEILLEUR DE LA PRESSE

Profitez de nos conditions d'abonnement à prix réduits



Groupe média indépendant fondé en 1984 à partir du magazine *Entreprendre*, et qui développe une gamme de magazines à forte affinité.

chez votre marchand de journaux ou sur www.lafontpresse.fr

ÉCONOMIE

- ☐ Entreprendre
- ☐ C'est votre argent !

10 n° 44€
8 n° 44€

PASSION

- ☐ Spécial Chats
- ☐ Spécial chiens
- ☐ Pêche magazine
- ☐ Chasse magazine
- ☐ France Patrimoine

8 n° 44€
8 n° 44€
8 n° 38€
8 n° 48€
8 n° 160€

AUTO

- ☐ L'essentiel de l'auto
- ☐ Auto magazine
- ☐ Automobile Verte
- ☐ Le magazine de l'aviation
- ☐ L'essentiel du Drone

8 n° 44€
8 n° 19€
8 n° 44€
8 n° 125€
8 n° 125€

CUISINE

- ☐ Cuisine magazine

8 n° 25€

CULTURE/INFORMATION

- ☐ Science Magazine
- ☐ L'Essentiel de la science
- ☐ QVNIS magazine
- ☐ Question de Philo
- ☐ L'Évènement magazine
- ☐ Géostratégie magazine
- ☐ Diplomatie internationale
- ☐ Spécial Histoire
- ☐ Histoire française

8 n° 50€
8 n° 51€
8 n° 50€
8 n° 63€
8 n° 37€
8 n° 80€
8 n° 51€
8 n° 63€
8 n° 51€

FÉMININ SANTÉ PSYCHO

- ☐ Santé Revue
- ☐ Santé Info
- ☐ Féminin Senior
- ☐ Féminin Psycho

8 n° 31€
8 n° 44€
8 n° 38€
8 n° 48€

Santé revue seniors

- ☐ Santé Femme
- ☐ Le magazine des femmes
- ☐ Votre Beauté

8 n° 51€
8 n° 25€
8 n° 22€
8 n° 44€

PEOPLE

- ☐ Journal de France
- ☐ Intimité
- ☐ Spécial Dernière
- ☐ Paris Confidences
- ☐ Souvenirs souvenirs
- ☐ Johnny magazine
- ☐ Reines & Rois
- ☐ Royauté
- ☐ Gotha magazine

12 n° 57€
8 n° 24€
8 n° 19€
8 n° 19€
8 n° 37€
8 n° 160€
8 n° 44€
8 n° 42€
8 n° 51€

SPORT

- ☐ Le Foot (mensuel)
- ☐ Le Foot magazine
- ☐ Rugby magazine
- ☐ France Basket
- ☐ Handball magazine
- ☐ Le quotidien du sport
- ☐ Cyclisme magazine
- ☐ Le Sport (spécial)
- ☐ Auto sport magazine

12 n° 37€
8 n° 35€
8 n° 42€
8 n° 44€
8 n° 51€
8 n° 35€
8 n° 44€
8 n° 44€
8 n° 57€

MAISON & DÉCO-JARDIN

- ☐ Maison Décoration
- ☐ Maison campagne & jardin
- ☐ Jardinier
- ☐ Potager pratique

8 n° 62€
8 n° 44€
8 n° 31€
8 n° 38€

VIE PRATIQUE

- ☐ Stop Arnaques

8 n° 19€

Profitez de notre offre !

☐ Oui, je m'abonne au(x) magazine(s) suivant(s) :

Magazine 1 : €
Magazine 2 : €
Magazine 3 : €

Total de ma commande : €

Nom
Prénom Date de naissance
Adresse

Code postal Ville
Courriel [.....]

Si-joint mon règlement à l'ordre de Lafont presse par :

☐ chèque bancaire ou postal
☐ carte bleue Visa

n° [.....]
Expire le [.....]

Important, je note les 3 derniers chiffres du numéro inscrit au dos de ma carte bancaire : [.....]

Signature obligatoire : [.....]

Important, je note les 3 derniers chiffres du numéro inscrit au dos de ma carte bancaire : [.....]

☐ chèque bancaire ou postal

☐ carte bleue Visa

n° [.....]

Expire le [.....]

Important, je note les 3 derniers chiffres du numéro inscrit au dos de ma carte bancaire : [.....]

Lafont presse

(Entreprendre est coté en bourse sur Euronext Paris - code ALENR)

120 magazines à découvrir sur www.lafontpresse.fr

Entreprendre (Lafont presse)

Bulletin d'abonnement ci-dessus à renvoyer accompagné de votre règlement à :

53, rue du Chemin Vert - CS 20056 - 92772 Boulogne Billancourt Cedex

Vous pouvez aussi nous renvoyer votre bulletin par courriel : abo@entreprendre.fr (paiement par carte bancaire)

Tarifs France Métropolitaine, étranger et Dom-Tom + 2€ par revue servie

INVESTIR EN BOURSE

Entreprendre (Lafont presse), groupe indépendant éditeur de 60 magazines publiés en kiosques, est coté sur Euronext Paris (code ALENR). Participez à son développement.



** Photo non contractuelle dans la limite des stocks disponibles. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier et vous opposer à la transmission éventuelle de vos coordonnées en cochant la case ci-contre - ou en adressant un courrier libre à Lafont presse - 53, rue du Chemin vert - Cs 20056 - 92772 Boulogne Billancourt Cedex.



VINCENT BOLLORÉ

L'entrepreneur qui vit en France et qui a fondé son empire en usant de méthodes libérales pourrait bien s'investir en politique, en passant par d'autres circuits que ceux traditionnels et gangrenés. Il est attendu par une grande partie de la droite française.



URSULA VON DER LEYEN

La politique menée par la présidente de la Commission européenne aura considérablement accru l'euroscepticisme au sein de la communauté. L'Europe au sens gouvernemental du terme semble être devenue synonyme d'enfermement et de déclin pour les concitoyens, les intellectuels et les entrepreneurs.

Bruits de couloir et Ce qui devrait se produire...

L'ancien ministre de l'Agriculture **Didier Guillaume** aurait été pressenti pour être le prochain ministre d'État de Monaco, ce qui, vraisemblablement, ne ravirait pas l'actuel... ● **La Banque centrale européenne** pourrait bien être contrainte d'abaisser ses taux directeurs plus qu'elle ne le souhaiterait pour ne pas perdre trop d'argent en rémunérant les banques commerciales pour leurs dépôts. Il y a quelques semaines, la BCE essuyait des pertes (1,3 M pour l'exercice 2023), ce qui n'était jamais arrivé depuis 20 ans. ● **L'ascension du Bitcoin va continuer.** La crypto-monnaie reine est devenue un formidable outil de blanchiment sur lequel même Tracfin n'a pas la main, donc la demande augmente. Le début des heures sombres démarrera lorsque les juridictions exerceront vraiment leur pouvoir sur les crypto-actifs. Pourquoi ne l'ont-elles pas déjà fait ? Mystère. ● **Plusieurs chefs d'État africains** ont exprimé leur gêne vis-à-vis du discours de politique générale de Gabriel Attal. L'expression impudique et inappropriée de sa vie privée au Sénat seulement quelques jours après sa nomination au poste de Premier ministre a mis mal à l'aise en Afrique ● **Les plus hauts responsables** confient en aparté que la sécurité des JO de Paris est ingérable ● **De B.Le Maire à R.Glucksmann**, les propos visant à orienter les intérêts de l'épargne des Français vers des efforts qui n'étaient pas prévus pour ce cadre contribuent à accroître la méfiance des investisseurs à l'endroit de la France qui est de plus en plus perçue comme un État en faillite. ● **B.Obama** se préparerait pour remplacer **J.Biden** à la dernière minute pour les élections américaines.

WeProd Studio

Adieu les plateaux TV et radio froids et impersonnels ! Fini les vidéos selfie de qualité médiocre prises avec un iPhone !

Entrez dans l'ère du contenu vidéo et audio où vous êtes mis en valeur dans un cadre chaleureux et intimiste.

Bienvenue chez Weprod Studio, votre partenaire clé en main pour la création de contenu vidéo et audio à Paris !

Et le meilleur dans tout ça ? Nous vous offrons gratuitement l'utilisation d'un prompteur pour une présentation fluide et professionnelle de vos messages.

Que vous soyez un influenceur, un créateur de contenu ou une entreprise désireuse de promouvoir sa marque, notre équipe dévouée est là pour vous accompagner à chaque étape de la production.

De la conception à la post-production, nous mettons à votre disposition notre expertise et notre équipement à la pointe de la technologie pour vous garantir des vidéos d'une qualité irréprochable.

Nos décors variés sublimeront votre contenu, et notre emplacement privilégié au 23^e étage de la tour Montparnasse vous offrira une expérience unique à chaque séance de tournage avec notre vue imprenable sur toute la splendeur de la capitale.

Visitez notre site internet www.weprodstudio.com pour découvrir nos tarifs et nos services.

Réservez dès aujourd'hui votre créneau et bénéficiez d'une réduction exceptionnelle de -50% sur votre premier tournage chez Weprod Studio.

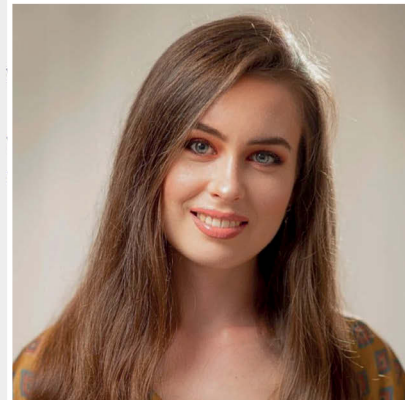
Chez Weprod Studio, nous filmons vos vidéos professionnelles dans une atmosphère cocooning, vous offrant ainsi une proximité authentique avec votre public.

Notre équipe qualifiée s'occupe de tout :

- * du tournage,
- * du prémontage,
- * du montage complet et personnalisé,
- * des réels,
- * des miniatures

pour vos publicités, interviews, formations, VSL, masterclass et livestream.

Nous sommes ouverts tous les jours de 9h à 17h30.
Prenez rendez-vous pour visiter notre studio en nous contactant par e-mail à contact@weprodstudio.com ou via nos réseaux sociaux @weprodstudio.



Créez des vidéos captivantes haute qualité avec Weprod Studio et rayonnez sur toutes vos plateformes !

MAGAZINES, JOURNAUX, CARNETS, ENVELOPPES...

LES INFORMATIONS CLÉS SUR LE PAPIER

Créé il y a plus de 2 200 ans, le support papier fait partie de notre quotidien. Pourtant il n'est pas certain qu'on le connaisse si bien. Voici 5 informations clés à savoir sur le papier.

1. ON NE DÉTRUIT PAS LES FORÊTS POUR FABRIQUER DU PAPIER

En France, on utilise majoritairement des chutes de production de scieries ou des déchets de bois issus de l'entretien des forêts dont la gestion durable préserve notamment la biodiversité.



90%
des papiers proviennent
de ressources durables

2. LES PAPIERS SONT DE PLUS EN PLUS ÉCOLOGIQUES

Les entreprises innovent pour réduire l'impact des papiers sur l'environnement. Par exemple, en utilisant des encres et des colles qui s'éliminent facilement lors du recyclage.



54%
des papiers
sont
éco-conçus

3. LE PAPIER RECYCLÉ EST DE BONNE QUALITÉ

Grâce aux progrès réalisés, on peut aujourd'hui acheter des produits d'écriture à usage courant de qualité : blocs-notes, carnets, cahiers, ramettes de papier... On peut même avoir des feuilles blanches ou encore avec des textures brillantes.



TRIER,
C'EST
DONNER
UNE NOUVELLE
VIE À NOS
PAPIERS

4. LES MULTIPLES DÉBOUCHÉS DU PAPIER RECYCLÉ

La pâte à papier recyclée peut servir aussi dans la fabrication de produits d'hygiène (essuie-tout, papier-toilette,...), d'emballages et même de produits isolants pour les habitations.



5. TOUS LES PAPIERS SE RECYCLENT

Journaux, papiers brouillon, magazines, catalogues, cahiers à spirale, enveloppes à fenêtre, prospectus... et pour cela, il suffit de les trier.



57%
c'est le taux de recyclage
des papiers en 2019